



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services Branch

395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N4

Bibliothèque nationale
du Canada

Direction des acquisitions et
des services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4

Your file Votre référence

Our file Notre référence

NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

Canada

Le discours d'un réformiste

***Les essais de Jacques Godbout dans Liberté
de 1959 à 1995***

par

JEAN-FRANÇOIS VALLÉE

**Département des lettres françaises
Faculté des arts**

**Thèse présentée
à l'École des études supérieures de l'Université d'Ottawa
en vue de l'obtention de la Maîtrise ès arts (Lettres françaises) : M.A.**

**Université d'Ottawa
Le 31 mai 1995**



Jean-François Vallée, Ottawa, Canada, 1995



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services Branch

395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N4

Bibliothèque nationale
du Canada

Direction des acquisitions et
des services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4

Your file Votre référence

Our file Notre référence

The author has granted an irrevocable non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of his/her thesis by any means and in any form or format, making this thesis available to interested persons.

L'auteur a accordé une licence irrévocable et non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de sa thèse de quelque manière et sous quelque forme que ce soit pour mettre des exemplaires de cette thèse à la disposition des personnes intéressées.

The author retains ownership of the copyright in his/her thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her permission.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège sa thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

ISBN 0-612-07866-3

Canada



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

Le discours d'un réformiste

*Les essais de Jacques Godbout dans Liberté
de 1959 à 1995*

par

Jean-François Vallée

REMERCIEMENTS

Merci à mon directeur, monsieur Robert Vigneault, pour ses conseils judicieux et pour ses relectures toujours attentives et minutieuses.

Merci au Département des lettres françaises de l'Université d'Ottawa, qui m'a procuré un environnement académique qui m'a permis de faire l'économie de bien des tracas. La présence du Centre d'écriture, dont les outils pédagogiques informatisés représentent un atout majeur pour toute personne qui rédige une thèse, s'est avérée essentielle. La possibilité d'obtenir d'intéressants assistanats au Département m'a également permis d'éviter les soucis pécuniaires.

Merci aussi aux employées du secrétariat, Jocelyne et Nadine, pour leur gentillesse et leur zèle discret ; à Marie-Andrée Lamontagne, de *Liberté*, pour les anciens numéros de la revue qu'elle m'a refilés à bon prix ; et à Jacques Godbout, pour s'être adonné à l'essai avec une constance exemplaire.

Merci, enfin, à tous ceux et celles qui, de près ou de loin, m'ont permis de mener à terme cette recherche.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements.....	2
Table des matières.....	3
Introduction.....	5
Choix du corpus.....	9
Le projet d'un «réformiste».....	11
<i>Liberté</i> face à <i>Cité libre</i> et <i>Parti pris</i>	15
<i>Liberté</i> , une revue «engagée» ?.....	20
Du choix du terme «réformiste».....	23
L'acception populaire et normative du mot «réformiste».....	28
Les Québécois, peuple réformiste et antirévolutionnaire ?.....	32
Point de départ de l'analyse.....	38
L'urgence d'agir dans les essais de <i>Liberté</i>.....	39
LES «PROJETS» DE RÉFORMES.....	44
1) Le projet anticlérical et laïque.....	45
Causes historiques de la domination du clergé au Québec.....	45
La place du clergé vers 1960.....	50
L'anticléricalisme et le projet laïque de Godbout.....	52
La place du clergé aujourd'hui.....	58
2) Le projet politique de Godbout : «l'indépendance» du Québec.....	64
Origine de l'éveil d'une conscience nationale.....	65
Le nouveau nationalisme des années 1960 :	
Le rejet du passé.....	70
L'originalité du nationalisme québécois : Le nationalisme.....	72
Un fédéralisme sclérosé et aliénant.....	75

La prise de conscience de l'aliénation.....	76
Le nationalisme québécois de 1970 à 1980 :	
Le nationalisme prend forme politique.....	83
Le référendum de 1980.....	88
Godbout et l'indépendance nationale : l'ambivalence des Têtes à Papineau.....	94
Godbout et le texte national.....	103
Les écrivains face au projet d'indépendance aujourd'hui.....	110
3) Le projet socialiste de Godbout.....	114
Origine du socialisme québécois.....	114
Le socialisme de Godbout.....	116
4) Le projet de revalorisation du français.....	120
L'évolution du français québécois.....	122
Situation du français au Québec dans les années 1960 :	
Le bilinguisme.....	123
Le joual.....	126
Le français au Québec après 1980 :	
Vers la consolidation d'une norme.....	133
5) Projet de lutte contre la société du spectacle et du marchandisage.....	135
Conclusion.....	140
Godbout et le Québec des trente dernières années.....	141
Jacques Godbout et l'essai : une aventure fructueuse.....	144
Bibliographie.....	148
Synthèse.....	159

INTRODUCTION

Tout se passe comme si j'avais consacré le premier tiers de ma vie à dénoncer le cléricalisme et le second à démystifier le murmure marchand. Ce n'est peut-être pas si étonnant qu'il y paraît : l'Église abusait de notre confiance, et font de même les nouveaux clercs au service de l'argent.

Jacques Godbout, *L'Écran du bonheur, Essais 1985-1990*, Montréal, Boréal, 1990, p. 9.

Il est possible de diviser en deux périodes majeures le parcours de Jacques Godbout comme essayiste à *Liberté* : celle du *Réformiste* (1959 à 1975) et celle du *Murmure marchand* (1975 à 1984). C'est au début de la première période qu'il s'affiche le plus nettement comme un écrivain engagé. Il interviendra à sa manière dans les débats sociaux et politiques qui interpellent l'essayiste prometteur qu'il est au début des années soixante. Sur ce plan, il se dit «doué d'une capacité d'indignation qui fait qu'à certains moments, quand il se passe ou se dit un certain nombre de choses», il «se met à bouillir et à vouloir absolument répondre, ou proclamer quelque chose¹». Godbout partage d'ailleurs cette sensibilité particulière avec la plupart des essayistes. Dans les années qui suivront ses débuts à *Liberté*, il prendra néanmoins peu à peu ses distances par rapport à l'engagement social et politique. Vers 1975, s'il intervient toujours sur de nombreuses tribunes, il a déjà pris un recul certain par rapport aux débats de société, délaissant un militantisme qu'il avait de toute façon jusque-là pratiqué avec une conviction inégale. Au moment où il s'éloigne des questions strictement sociales et politiques, Godbout s'engage par contre plus à fond dans les enjeux culturels qui entourent la littérature, le rapport de l'écrivain à l'écriture et le discours marchand. Certains ont qualifié à juste titre cette évolution de passage du Nous au Je, ou, plus précisément encore,

¹ Jacques Godbout, dans Donald Smith, «Jacques Godbout et la transformation de la réalité», *Lettres québécoises*, 25, printemps 1982, p. 55.

du «refus global» aux «projections libérantes²». Si ces deux expressions résument bien le parcours que Godbout effectue dans ses essais, il ne faut pas oublier qu'il se révèle, en réalité, beaucoup plus complexe.

Socialement, la présence de Godbout s'est déployée (et se déploie toujours) sur des tribunes aussi variées que stratégiques. Le double emploi est pratiquement devenu pour lui un mode de vie. Les emplois de collaborateur à *Liberté*, mais aussi ceux de critique littéraire à *l'Actualité*, de membre du conseil d'administration des éditions du Boréal et d'écrivain à part entière, surtout à titre de romancier mais également de poète³, sont au nombre des fonctions qu'il a assumées à un moment ou à un autre, souvent même simultanément. Entre autres avantages, ce côté touche-à-tout lui permet d'entretenir ce que Jacques Pelletier, dans son pamphlet *les Habits neufs de la droite culturelle*, appelle ironiquement un «vaste réseau d'influences», soulignant qu'il fait ainsi preuve «d'un indéniable sens du placement qui devrait inspirer les jeunes ambitieux d'aujourd'hui en quête de modèles⁴». À vrai dire, Jacques Godbout est peut-être autant un homme public qu'un écrivain. Il semble, c'est le moins qu'on puisse dire, arriver à concilier vie littéraire et vie

² Janusz Przychodzen, *Un projet de liberté. L'essai littéraire au Québec (1970-1990)*, Québec, IQRC, 1993, p. 112.

³ On trouvera une bibliographie détaillée des œuvres de Godbout à la fin du présent travail.

⁴ Jacques Pelletier, *Les Habits neufs de la droite culturelle*, Montréal, VLB, 1994, p. 49.

publique assez aisément, se démarquant en cela de bon nombre d'écrivains.

Choix du corpus

Devant une œuvre artistique et littéraire aussi volumineuse et diversifiée que celle de Jacques Godbout, il s'est avéré nécessaire de circonscrire un corpus d'analyse précis qui, tout en n'incluant pas la totalité des textes, reste suffisamment révélateur pour permettre de tirer des conclusions applicables à l'œuvre dans son ensemble. Dans cette optique, l'objet central de la présente analyse sera l'univers des essais de Godbout dans la revue *Liberté* de 1959 à 1995⁵. Ce corpus recouvre près de 600 pages de texte (plus de 700 si on ajoute à ce total les essais du *Réformiste* qui ne sont pas tirés de *Liberté*). Au premier chef m'intéressent, d'une part, le discours essayiste en tant que tel de Godbout et, de l'autre, le projet «réformiste» qu'il contient. L'axe du discours de l'essai, qui sera omniprésent dans

⁵ La participation de Godbout à *Liberté* est allée en déclinant à partir de 1984, date à laquelle il a commencé à collaborer régulièrement à *l'Actualité*, pour disparaître presque complètement par la suite. Il ne reprendra la plume dans *Liberté* que pour souligner la mort de son ami André Belleau («La Peine capitale», *Liberté*, 169, fév. 1987, 70-74) ou encore pour faire des mises au point sur quelque polémique le touchant («Les Écrivains sont souverains», *Liberté*, 203, oct. 1992, p. 39-42).

Par ailleurs, peu de chercheurs se sont consacrés à l'étude des essais de Jacques Godbout, à l'exception de Carole Farmer, étudiante du département de Lettres françaises de l'Université d'Ottawa, en 1989, dans une thèse intitulée *Jacques Godbout : l'essai, entre le mythe et la réalité*, et de certains travaux de Jacques Pelletier. Ces derniers, cependant, ont adopté des approches différentes de celle que j'adopte ici. Cette rareté relative de travaux sur les essais de Godbout contraste fortement avec le nombre de ceux qui ont été menés sur ses romans. Ma thèse constitue donc une tentative de corriger quelque peu cette disproportion.

ce texte sans faire l'objet d'une section précise⁶, mettra en relief ce qui fonde l'originalité de la prose essayiste de Godbout. Le second, soit l'analyse de son projet réformiste, me permettra de faire ressortir les traits dominants qui ont marqué l'itinéraire de cet écrivain dans le domaine de l'essai.

J'ai choisi d'étudier les essais de Jacques Godbout dans la revue mensuelle *Liberté* principalement parce que je crois que l'itinéraire littéraire de Godbout correspond, en gros, «à l'itinéraire socio-culturel du Québec⁷» des dernières décennies. Cet itinéraire marque encore le passage, du côté des romans de Godbout, de l'*Aquarium* (1962) à *D'Amour, P.Q.* (1972), «d'un exil sans issue à un difficile rapatriement puis à un enracinement passionné⁸». À mon avis, ces caractéristiques propres au cheminement romanesque de Godbout ont leur équivalent dans ses essais. Quant au choix de *Liberté*, il était tout naturel : c'est dans les pages de cette revue qu'il a manifesté la constance la plus remarquable et a produit la quantité la plus considérable d'essais, du moins jusqu'à 1985, moment où il a commencé à

⁶ Pour un aperçu des plus récentes recherches théoriques en français sur le genre de l'essai, voir Robert Vigneault, *L'Écriture de l'essai*, et *L'Essai et la prose d'idées au Québec*, sous la direction de Paul Wyczynski, François Gallays et Sylvain Simard. (Référence complète en bibliographie).

⁷ André Major a été le premier à employer cette formule dans son *Éloge de Jacques Godbout*, prononcé à l'occasion de la remise du Prix Duvernay en 1974 (cf. *Liberté*, 92, mars-avril 1974, p. 5). On pourra la comparer à celle de Jacques Pelletier dans *Les Habits neufs de la droite culturelle* (op. cit., p. 70) : «L'œuvre [de Godbout], prise globalement, constitue de la sorte un remarquable révélateur de l'histoire du Québec depuis la Révolution tranquille».

⁸ André Major, *loc. cit.*

collaborer plus régulièrement au magazine *l'Actualité* à titre de critique littéraire⁹.

Le projet d'un «réformiste»

Du choix de Godbout d'un discours essayiste découle un *projet* original, qu'il a lui-même qualifié de *réformiste*. Ce projet comporte plusieurs éléments, ou volets, qui seront développés dans chacun des chapitres suivants. Jacques Godbout, lorsqu'il prétend être passé de la séquence «baptisé, catholique, libéral, fédéraliste et bilingue» à celle d'«agnostique, laïque, socialiste, indépendantiste et en faveur des territoires unilingues...¹⁰», nous fournit lui-même les principaux éléments de ce projet et de son singulier parcours d'essayiste. En juxtaposant les cinq termes de ces deux séquences, on obtient quatre thèmes dominants : le projet anticlérical et laïque, les projets politiques indépendantiste et socialiste et le projet linguistique (qui passe principalement, chez lui, par la lutte contre l'idéologie du joual et contre le bilinguisme). Il serait utile ici de relier ces différents «projets» aux principaux éléments de l'idéologie libérale de la première moitié du XIXe siècle au Québec.

⁹ M'étant concentré sur les essais de *Liberté*, je ne tiendrai pas compte du Godbout de *l'Actualité*. Je ne considérerai pas, par conséquent, sauf accessoirement, les essais de *l'Écran du bonheur*, qui furent tous publiés dans ce magazine entre mars 1985 et février 1989.

¹⁰ *Le Réformiste. Textes tranquilles*, Montréal, Boréal, 1994, p. 8-9 (coll. «Papiers collés»). Sauf indication contraire, toutes les citations tirées du *Réformiste* renverront à cette deuxième édition. Son contenu s'avère le même que celui de l'édition de 1975, à l'exception de la courte préface d'André Major et l'avant-propos de Godbout, auxquels je reviendrai.

Les idées qu'endosse la nouvelle petite bourgeoisie québécoise qui émerge dans les années 50 - et dont Godbout fait partie - sont, pour la plupart, les mêmes que celles de la petite bourgeoisie libérale du Parti Patriote de Louis-Joseph Papineau, qui défendait «le républicanisme, le laïcisme, le libéralisme, et le nationalisme émancipateur¹¹». Une bonne partie de la génération de Godbout se trouve donc à renouer avec les idées libérales, évacuées de 1840 à 1950 au profit du cléricalisme, de l'ultramontanisme, de l'agriculturisme et du nationalisme défensif de la survivance, idées chères à l'élite cléricale¹². Viendra s'ajouter, vers la fin de la période retenue pour l'étude des essais de Godbout, une préoccupation marquée envers la société du spectacle et du marchandisage, qui se manifeste principalement à travers la publicité ou, pour reprendre le titre de son premier recueil sur le sujet, ce qu'il appelle le «murmure marchand».

Au cours de ses premières années à *Liberté*, Jacques Godbout porte un jugement sévère sur la société québécoise de son temps. La prose de ses débuts d'essayiste s'aventurera alors à l'occasion dans les marges du pamphlet¹³, mais plus

¹¹ Denis Monière, «Vers la fédération canadienne, 1840-1867», dans *Le Développement des idéologies au Québec des origines à nos jours*, Montréal, Québec/Amérique, 1977, p. 184.

¹² *Loc.cit.*

¹³ Le *Grand Robert de la langue française* donne la définition suivante de pamphlet : «Court écrit de caractère satirique, qui attaque avec violence le pouvoir établi, l'opinion prévalente». Pour un exposé théorique sur la nature du pamphlet, voir Marc Angenot, *La Parole pamphlétaire: contribution à une typologie des discours modernes*, Paris, Payot, 1982, 425 p., et

souvent à *Parti pris* (public oblige) qu'à *Liberté* et *Cité libre*. Godbout délaissera cependant vite ce type d'écriture, prenant par la suite un parti beaucoup plus modéré. Le projet «réformiste» que l'accumulation de jugements et de diagnostics sur la société de son temps l'ont peu à peu amené à formuler reste néanmoins encore aujourd'hui, sous bien des aspects, des plus actuels. Cette persistance tient à deux facteurs. D'une part, bien qu'il y ait eu «révolution» tranquille, elle n'a pas touché avec la même intensité l'ensemble de la société québécoise. En cela, elle est semblable à la plupart des révolutions¹⁴. Il ne faut jamais perdre de vue que derrière toute rupture, des continuités importantes se cachent. D'autre part, un peuple ne peut pas liquider en quelques années, ni en quelques décennies, les structures, les réflexes et les consensus hérités de près d'un siècle de survivance collective, pas plus qu'il ne peut faire l'économie «des images et des symboles autour desquels s'ordonnait jusque-là sa vision du monde et de lui-même, pour repartir à neuf, délesté du poids de sa mémoire¹⁵». Le Québec, en ce sens, reste à plusieurs égards inchangé. Chacun des combats du réformiste Jacques Godbout

Robert Vigneault, «Essai polémique et pamphlet», *L'Écriture de l'essai*, op. cit., p. 98-103.

¹⁴ Pensons simplement à la révolution française de 1789 qui, loin d'entraîner l'abolition immédiate de la monarchie et l'avènement de la démocratie et du parlementarisme, a dû être suivie d'autres révolutions échelonnées sur des décennies pour que l'évolution des mentalités permette en fin de compte aux changements réclamés de se concrétiser.

¹⁵ Serge Cantin, «La Fatigue culturelle de Jacques Godbout», *Liberté*, 206, avril 1993, p. 18.

devra pour cette raison être mis dans la perspective déterminante de cette survivance, longue période de (relative) stagnation aussi connue sous le vocable réducteur de «Grande noirceur», ou, pour reprendre l'expression de certains historiens pessimistes, de «Moyen Âge québécois». L'analyse de chaque dimension du projet réformiste de Godbout, pour cette raison, sera précédée d'une brève mise en perspective historique qui, à son tour, permettra de bien faire saisir l'importance capitale de la rupture de 1960 dans bien des sphères de la vie collective des Québécois, puisque c'est alors seulement qu'à «l'ère du conservatisme clérical-politique et de l'immobilisme social et intellectuel, succède l'ère du progrès, du changement social et culturel et de la revalorisation du politique et du nationalisme¹⁶».

¹⁶ Denis Monière, *op. cit.*, p. 320.

Liberté face à Cité libre et Parti pris

Entre les générations, désormais, la lutte sera plus âpre : des hommes vivent ensemble qui ne désirent pas les mêmes libertés.

Jacques Godbout, «La Haine», *Le Réformiste*, p. 88 (*Parti pris*, nov. 1964).

Liberté, sa jeune sœur *Parti pris* et son aînée *Cité libre*, contribuèrent, chacune à leur manière, à façonner le Québec moderne. Cette dernière était le fait d'une génération dans la quarantaine. *Liberté*, qui naquit dans l'ombre de *Cité libre*, était au contraire le produit de jeunes dans la vingtaine et la jeune trentaine. Au début, ses collaborateurs eurent à subir les railleries et les attaques de leurs adversaires idéologiques de *Cité libre*, qui regardaient leurs cadets de haut en s'appuyant sur leur présumée immaturité. En revanche, les gens de *Liberté*, dont Godbout compte parmi les fondateurs, ne manquaient pas de répliquer vigoureusement à leurs homologues de *Cité libre* :

C'est gênant. Vous, les gens de *Cité libre*, nous invitez parce que nous sommes jeunes, non pas parce que nous avons quelque chose à dire ou à ajouter à vos théories ; et cela vous met tout de suite en état de supériorité patriarcale avec un petit air de dire : «Raconte ça à ton mononcle...¹⁷».

¹⁷ «Un certain silence» (D'abord paru dans *Cité libre* en déc. 1961), *Le Réformiste*, op. cit., p. 16.

Godbout ira jusqu'à faire preuve d'irrévérence en s'en prenant à plusieurs reprises dans le même article à l'âge des gens *Cité libre* :

Parlons plutôt, *grands-pères*, de ce qui vous fait faire la grimace : l'indépendance et un certain anticléricalisme. [...] Vous vivez, *grands-pères*, dans de curieux vases communicants¹⁸.

Quant à *Parti pris* (1963-1968), son règne fut aussi bref qu'intense et se démarque de celui de ses prédécesseurs par l'engagement politique total et les visées révolutionnaires affirmés avec force et conviction par son équipe¹⁹. Godbout soulignait avec raison le fait que ces différentes générations ne désiraient pas les mêmes libertés. Pour distinguer sommairement ces revues et les générations qu'elles incarnent à travers les libertés qu'elles défendent, disons que *Liberté* était une revue réformiste et nationaliste, *Cité libre* réformiste et anti-nationaliste et *Parti pris*, indépendantiste et révolutionnaire.

Il est capital d'insister davantage sur le fait que ces trois revues sont, à quelques collaborateurs près, le produit de générations. À la limite, en effet, l'âge d'un collaborateur éventuel pouvait le mener plus naturellement à l'une qu'à l'autre. Pierre Vadeboncœur, par exemple, qui se démarquait souvent idéologiquement des

¹⁸ *Ibid.*, p. 18. Je souligne.

¹⁹ Sur *Parti pris*, voir Robert Major, *Parti pris : idéologies et littérature*, Montréal, Hurtubise HMH, 1979, Cahiers du Québec, (coll. «littérature»), 341 p.

gens de *Cité libre*, notamment pour son appui à l'indépendance du Québec, a mis du temps avant de quitter définitivement les rangs de cette revue pour rejoindre ceux de *Liberté*, se trouvant à renier, par ce geste, le cheminement d'une bonne partie des intellectuels de sa génération. La suite des événements montrera pourtant à quel point sa place était plutôt dans la deuxième revue que dans la première. La différence d'âge entre les générations oppose donc tout autant ces trois revues que les libertés qu'elles défendent. Ainsi, la génération de Godbout se trouve littéralement «coincée» entre deux autres, chacune défendant avec ferveur et conviction sa propre définition de la liberté.

En dépit de certains désaccords profonds autant avec la génération qui le précède qu'avec celle qui le suit, Godbout endosse tout de même plusieurs de leurs diagnostics et partage certaines de leurs luttes, ce qui explique qu'il ne lui répugnera de collaborer ni à *Cité libre* ni à *Parti pris*, selon le cas. Cela ne l'empêchera pas, par contre, d'énoncer ouvertement sa préférence pour *Liberté* ni de saluer l'émergence d'une nouvelle génération au sein même de cette revue :

[...] la revue *Liberté* (seule revue littéraire digne d'intérêt, publiée sous la direction du poète Jean-Guy Pilon) vient de réunir sous le titre *Jeune littérature, Jeune révolution* un groupe cohérent d'écrivains de vingt ans. Cette génération me suit de près, et elle m'émeut. [...]

Ce qui caractérise le plus ces écrivains nouveaux, c'est l'affirmation sans contrainte qu'ils font de leur athéisme et de leur

filiation au marxisme. Ce qui *étonne* le plus, c'est [...] surtout un désir violent de s'identifier le mieux possible au portrait du colonisé afin d'exorciser par la violence [...] le mal profond du Canada français²⁰.

Remarquons ici que si Godbout s'affiche en témoin de la montée d'une nouvelle génération et des consensus qu'elle porte, il ne *s'identifie* pas à elle : il la *remarque* simplement, s'en *étonne*, s'en *émeut* même. On a déjà commencé de voir, en effet, ce qui se révélera de plus en plus manifeste plus loin : jamais il ne se rapprochera vraiment des révolutionnaires qui s'annoncent, sauf peut-être en ce qui a trait à leur anticléricalisme. Même quand Godbout hausse le ton et s'impatiente, ses essais restent marqués du sceau du réformisme. Dans son étude sur *Parti pris*, Robert Major le donnera en exemple pour montrer que cette revue prendra parfois ses distances par rapport à certains de ses collaborateurs. Même si, dit-il, *Parti pris* accepte ses articles, cela n'empêchera pas cette revue de le traiter, dans ses pages, «d'écrivain "bourgeois" ou "de droite"²¹». De toute évidence, Godbout se trouve à sa place à *Liberté*, même si son attitude peut à l'occasion laisser à penser qu'il hésite entre différents partis. Cet habile va-et-vient d'une revue à l'autre ne manquera pas d'être souligné ironiquement par certains :

²⁰ *Le Réformiste*, op. cit., p. 23. Je souligne.

²¹ Robert Major, *Parti pris : idéologies et littérature*, op. cit., p. 9.

Godbout, avec un instinct sûr, va jouer sur tous les tableaux. Associé directement à *Liberté*, il se fait d'abord connaître par un article virulent publié dans *Cité libre* en 1961, se démarquant de ses aînés sur une double question : le laïcisme, l'indépendance. Il épouse et défend ces causes d'abord dans sa revue, puis à *Parti pris* où il publie plusieurs textes dont certains, assez violents, inciteront les lecteurs à penser qu'il est devenu «révolutionnaire»²².

Dans la même mesure où Godbout gardera ses distances par rapport aux révolutionnaires qui s'annoncent, *Liberté* fera de même, ne se rapprochant jamais véritablement de *Parti pris*²³. C'est que la revue de Godbout se définit davantage comme un *espace* (d'écriture, d'idées) que comme un *outil de combat* (idéologique et politique), ce que la seconde fait sans hésiter.

²² Jacques Pelletier, *Les Habits neufs de la droite culturelle*, op. cit., p. 52.

²³ Cette règle souffrira une exception notable : la publication dans *Liberté* du «manifeste» de *Parti pris*, «Les Armes à la main» (André Major, *Liberté*, 26, mars-avril 1963, p. 83 à 91) et d'une série de poèmes et essais (p. 92 à 130) des six futurs partipristes que sont André Brochu, André Major, Gérald Godin, Yves-Gabriel Brunet, Paul Chamberland et Jacques Renaud. Cette ouverture se comprend mieux quand on remarque qu'elle est survenue quelques mois avant la fondation de *Parti pris* (cf. Robert Major, *op.cit.*, p. 3) et surtout que *Liberté* gardera ses distances par rapport à ceux à qui elle ouvre momentanément ses pages : «Je sais que l'équipe de *Liberté* ne voit pas les choses de la même façon que Chamberland et Major. Ne pas le dire équivaldrait à prendre l'engagement de ceux-ci à la légère» (André Belleau, «La Littérature est un combat», *ibid.*, p. 82).

Liberté, une revue «engagée» ?

Écrire c'est articuler le paysage intérieur et le paysage extérieur ; en ce sens (et je crois pouvoir parler au nom de mes camarades de *Liberté*) *la Patrie nous intéresse ; le Pouvoir ne nous intéresse pas.*

«Allocution de Jacques Godbout à la remise du Prix Duvernay 1974», *Liberté*, 92, p. 15.

En dépit de ce que je viens de souligner, peut-on dire que *Liberté* demeure une revue engagée ? À ses débuts, la revue esquive la dimension idéologique de son engagement en se définissant seulement comme littéraire et culturelle. Cela n'empêchera pas Godbout, alors directeur, de se prononcer, quoique encore timidement, sur cette question :

[...] nous sommes des sentimentaux, de cette espèce incorrigible et gênante qui veut le bien d'autrui sans qu'autrui le sache, de cette espèce pour qui la générosité consiste à réveiller les gens. Bien entendu tout irait tellement mieux si nous participions au concert ridicule des ronflements. Mais, si nous acceptons de nous instruire, nous refusons d'apprendre à dormir; sinon au bout de notre fatigue²⁴.

La revue prendra par contre un tournant nationaliste décisif dès le mois de novembre 1961, alors que Hubert Aquin, qui succède ainsi à un Godbout plus réservé, en assume la direction. Dès lors, elle ne refuse plus les prises de position

²⁴ «Notes éditoriales», *Liberté*, 14, mars-avril 1961, p. 475.

sociales et politiques ni l'engagement dans cette voie :

Liberté est-elle une revue engagée ? [...] Nous sommes engagés, par notre inquiétude et notre désir de le comprendre et de l'exprimer, à l'égard du Canada français. Rien de ce qui est canadien-français ne nous est étranger. Voilà notre choix global qui ne nous interdit ni les refus particuliers ni même, à l'extrême, un refus global²⁵.

Mais il faut se garder de conclure hâtivement : cela n'en fera «pas pour autant une revue "révolutionnaire"²⁶». *Liberté*, bien au contraire, souhaite demeurer ouverte à «toutes les pensées valables», refusant de se donner un mandat trop précis en préférant nettement «favoriser le dialogue²⁷». D'autant plus que, dès 1964, Hubert Aquin, l'un des éléments les plus radicaux de l'équipe, sera arrêté pour «délit politique²⁸». Fidèle au nom et à l'idéal fondamental de liberté de la revue, la position mitoyenne qu'elle adopte, bien qu'engagée, laisse toutefois ouvert tout l'éventail des possibles. Cela contribuera grandement à ce que l'équipe de *Liberté* évite de s'enraciner dans un discours dogmatique, comme on l'a à maintes reprises

²⁵ Hubert Aquin, «Comprendre dangereusement», *Liberté*, 17, nov. 1961, p. 680. L'emploi de l'expression «refus global» réfère bien sûr au manifeste du *Refus global* et à la position radicale que le groupe des automatistes de Paul-Émile Borduas a adoptée en 1948.

²⁶ Jacques Pelletier, *Les Habits neufs de la droite culturelle*, op. cit., p. 51.

²⁷ «Présentation», *Liberté*, 1, janv.-fév. 1959, p. 1 et 2.

²⁸ Jean-Marcel Paquette, «Le Discours politique à *Liberté*», dans Collectif (sous la direction de Madeleine Ducrocq-Poirier), *La Revue Liberté*, Montréal, L'Hexagone, 1990, p. 74.

reproché à celle de *Cité libre* deuxième manière, au tournant des années 60. Néanmoins, *Liberté* ne pourra rester tout à fait étrangère aux grands bouleversements sociaux qui surviendront durant sa longue existence. Jean-Marcel Paquette a montré que dès sa naissance, *Liberté* est liée, voire littéralement «soudée» à la grève de Radio-Canada en 1958, plusieurs de ses collaborateurs y travaillant²⁹. La revue se fera ainsi tout naturellement l'écho de cet événement sociopolitique marquant, dont elle aurait, de toute manière, difficilement pu faire l'économie, au risque de négliger les enjeux culturels que cette grève a soulevés. Par la suite, l'équipe de *Liberté* ne pourra ignorer des événements comme la Crise d'octobre 70³⁰, le référendum de 1980³¹, l'échec de l'Accord du Lac Meech (1990) ou l'entente de Charlottetown (1992)³². En ce sens, les impacts conjugués de l'élection du PQ en 1976 et du référendum de 1980 n'ont pas entraîné, du moins à *Liberté*, le désintérêt total et irréversible des écrivains par rapport au politique que d'aucuns prédisaient.

²⁹ *Ibid.*, p. 72.

³⁰ Jacques Godbout, «Un geste d'amour», *Liberté*, 71-72, sept.-déc., 1970, p. 8-9.

³¹ Deux articles de Godbout en témoignent : «La Question référendaire est-elle littéraire?», *Liberté*, 128, mars-avril 1980, p. 106-111 et «Les Bons sauvages», *Liberté*, 131, (Spécial Non, donc ?), sept.-oct. 1980, p. 7-11.

³² *Liberté*, 203, Numéro spécial : Le Québec des écrivains. Un sondage exclusif sur l'indépendance, oct. 1992.

Du choix du terme «réformiste»

Mais quand t'as été élevé toute ta vie, jusqu'à l'âge de vingt ans, dans l'orthodoxie, qui était ici catholique romaine, et que tu en sors, tu vas consacrer le reste de ta vie à éviter de tomber dans une autre idéologie.

Jacques Godbout, «La 150e réunion», *Liberté*, 95-96, septembre 1974, p. 40.

En 1975, Jacques Godbout coiffe son premier recueil d'essais, écrits de 1961 à cette date, du titre «*le Réformiste. Textes tranquilles*³³». Ce «textes tranquilles», qui laisse à penser qu'il ne se passe pas grand-chose dans ces essais, laisse aussi songeur que l'emploi du mot «réformiste». Chose certaine, il est révélateur que ce soit précisément ces termes lui soient venus à l'esprit quand est venu le temps de dresser le bilan de son aventure d'essayiste de ses débuts jusqu'alors. S'interroger sur les raisons profondes qui l'ont amené à se percevoir de cette façon, c'est aussi mettre le doigt sur la conception qu'il se fait du rôle de l'intellectuel dans la société québécoise. D'où l'importance d'analyser en détail la teneur de ce réformisme avant toute autre forme d'investigation.

³³ *Le Réformiste* est le premier recueil d'essais choisis de Godbout. Il regroupe les textes qu'il a jugés les plus marquants parmi l'ensemble de ceux qu'il a publiés dans *Liberté*, *Cité libre*, *Les Lettres françaises* et *Parti pris*. Sur les trente-neuf essais qu'on y dénombre, quatorze seulement sont tirés de *Liberté*. L'importance des essais de *Liberté* ira cependant en s'accroissant dans le recueil suivant, *le Murmure marchand*, qui regroupera exclusivement (à un article près) des essais publiés dans cette revue de 1976 à 1984.

Bien que la plupart des essais de Godbout dans *Liberté* restent actuels, on peut douter que ce facteur à lui seul ait suffi pour qu'il aille jusqu'à rééditer intégralement ceux du *Réformiste* en 1994, la première édition remontant à 1975. Une polémique entourant son engagement social en tant qu'écrivain est venue lui donner une justification supplémentaire³⁴. La réédition du *Réformiste* en 1994 coïncide en effet avec la réactivation d'un vieux débat entourant son engagement social et politique d'écrivain. Ce débat s'inscrivait dans le sillage de la publication, en 1992, de ses réponses à un sondage de *Liberté* portant sur la position des écrivains à l'égard de l'indépendance du Québec³⁵ et, la même année, de la diffusion de son documentaire *le Mouton noir*³⁶. Dans l'avant-propos du *Réformiste*, Godbout évite toute confrontation directe avec ses adversaires en se réjouissant du fait que le «procès idéologique» se révèle un excellent «sérum de jeunesse» puisqu'il

³⁴ Cette polémique, à laquelle je reviendrai, fut alimentée par Jacques Pelletier, qui accuse Godbout de conservatisme dans *les Habits neufs de la droite culturelle* (op. cit.) et par deux articles de Serge Cantin dans *Liberté* : «La Fatigue culturelle de Jacques Godbout», *Liberté*, 206, avril 1993, pp. 3-37 et «Quand la *logical correctness* vole au secours des têtes à Papineau», *Liberté*, 212, avril 1994, pp. 44-49. Un collaborateur de la revue, Alain Roy, prendra très vite la défense de Godbout contre Cantin («La Sagesse de Mireille. De l'utilité de l'intellect chez les intellectuels», *Liberté*, 210, déc. 1993, p. 72 à 108). Jean Larose, lui aussi attaqué par Pelletier, lui répliquera dans *La Souveraineté rampante* (Montréal, Boréal, 1994) et ne se privera pas de faire quelques allusions au cas de son ami Jacques Godbout.

³⁵ «Les Écrivains sont souverains», *Liberté*, 203, oct. 1992, p. 39-42.

³⁶ Ce documentaire relate les événements politiques survenus au Québec de la signature de l'accord du Lac Meech (1987) à la commission Bélanger-Campeau (1990).

parvient à lui seul à réactiver les textes de ce recueil, qui étaient selon lui déjà datés³⁷. En gros, il prétend qu'on lui reproche «de n'être pas assez "à gauche", d'avoir la foi tiède et l'uniforme national élimé³⁸» et plus précisément, sur le plan littéraire, de refuser de jouer davantage le jeu du «texte national³⁹», ce à quoi il rétorque laconiquement que les textes du *Réformiste* sont là pour le défendre. Ce débat lui donne par ailleurs l'occasion de réaffirmer sa conception personnelle de l'engagement de l'écrivain, qui est radicalement opposée à celle de ses détracteurs. Alors qu'on «voulait [qu'il] soit un révolutionnaire», dit-il, il préférerait déjà, lors de la première édition du *Réformiste* en 1975, répondre en protégeant son indépendance d'écrivain : «je suis un réformiste, c'est-à-dire le révolutionnaire de personne». À quoi il ajoute que «le réformiste, c'est celui qui accepte de nager à contre-courant de tous les dogmatismes⁴⁰». Il croit enfin qu'écrire, «comme immigrer, c'est faire un choix, c'est refuser de se laisser porter par les idées reçues, [...] c'est rejeter la famille et l'héritage...⁴¹» et «qu'écrivain on n'est pas de la famille,

³⁷ «Avant-propos», *Le Réformiste*, op. cit., p. 7.

³⁸ *Loc. cit.*

³⁹ Je reviendrai plus loin sur cette problématique du «texte national» qui deviendra, à une certaine époque, une véritable obsession pour Godbout.

⁴⁰ «Avant-propos», *Le Réformiste*, op. cit., p. 7.

⁴¹ «Or le cycle du sirop d'érable dure donc», *Liberté*, 100, juillet-août 1975, p. 10.

qu'on ne le sera jamais, qu'on ne *saurait* l'être⁴²». L'ambivalence que l'on a souvent reprochée à Godbout est, au moins en partie, tributaire de ce retrait et de cette distance, de cet inébranlable désir de se soustraire aux influences de l'extérieur, quelles qu'elles soient. Mais que penser de cette position en tant que telle⁴³ ? Ne peut-on reprocher avec raison à un intellectuel et un écrivain son désengagement s'il s'y refuse au nom du seul principe que l'écrivain ne serait pas récupérable pour quelque cause que ce soit ? Cantin, à cet égard, ira jusqu'à parler de «l'ambiguïté foncière et constitutive de la position [qu'il] adopte vis-à-vis du politique⁴⁴». La revue *Liberté* elle-même se posera très tôt la question de savoir si l'écrivain est récupérable, quatre collaborateurs tentant d'y apporter une réponse⁴⁵. Quoi qu'il en soit, cette position de repli par rapport à la révolution, «Godbout l'effectue

⁴² *Ibid.*, p. 9. Godbout souligne.

⁴³ Près de vingt ans plus tard, Godbout réitérait sa foi en «la nécessité qu'a l'écrivain de prendre ses distances avec son milieu» (Gilles Marcotte, «Jacques Godbout, réformiste à vie», *Le Devoir*, samedi 30 avril 1994, p. D-4). Janusz Przychodzen concluait pour sa part que pour Godbout : «toute pensée fabricante d'idéologie va à contresens d'une véritable entreprise littéraire». (*Un projet de liberté. L'essai littéraire au Québec (1970-1990)*, op. cit., p. 61).

⁴⁴ Serge Cantin, «La Fatigue culturelle de Jacques Godbout», op. cit., p. 3.

⁴⁵ La rédaction de la revue présentera le dilemme de cette façon : «Ce qui confère son actualité au problème de l'engagement de l'écrivain au Canada français, c'est sans doute le fait que l'écrivain canadien-français est sollicité et fasciné par la mutation vertigineuse de son milieu. Il est enclin à s'identifier à cette aventure collective; d'autre part il ne veut pas renoncer à la poursuite solitaire de son œuvre. L'hésitation naît de cette double polarisation. [...] Il est difficile à tout écrivain, à un moment ou à un autre de sa carrière, de ne pas démêler ce nœud». («L'Écrivain est-il récupérable ?», *Liberté*, 17, nov. 1961, p. 682).

parallèlement sur le plan romanesque». La fiction romanesque, en effet, «suit et épouse, comme une ombre, l'expérience et la donne à lire d'une autre manière, mais tout aussi révélatrice, que les textes de réflexion⁴⁶». Pelletier mettra ailleurs en évidence le fait que la plupart des personnages des romans de Godbout sont des êtres foncièrement hésitants et ambivalents, de *l'Aquarium* à *D'Amour*, *P.Q.* en passant par *le Couteau sur la table* et, summum du genre, *les Têtes à Papineau*⁴⁷.

«Je ne vais [...] pas me défendre à nouveau : les textes du *Réformiste* le font déjà⁴⁸». Par cette formule adroite, Godbout évite de s'engager dans le débat dans lequel ses détracteurs cherchent à l'entraîner. Pour ma part, je suivrai cette invitation de l'auteur à se pencher sur ses textes. L'exploration des essais parus dans *Liberté* de 1959 à 1995 permet en effet de découvrir à quelle enseigne loge cet auteur sur la plupart des thèmes qui lui sont chers. Elle montrera aussi que l'essai constitue le genre littéraire par excellence pour entreprendre des recherches thématiques, sociocritiques ou idéologiques. Une donnée initiale, qu'elle soit du ressort de l'un ou l'autre de ces domaines, y est en effet présentée d'emblée, de telle sorte que la

⁴⁶ Jacques Pelletier, *Les Habits neufs de la droite culturelle*, op. cit., p. 60.

⁴⁷ *Idem*, «La Problématique nationaliste dans l'œuvre romanesque de Jacques Godbout», dans *Le Roman national : néo-nationalisme et roman québécois contemporain, essais*, Montréal, VLB, 1991, (coll. Essais critiques), p. 23 à 97. Sur ce point, je renvoie à mon chapitre «Godbout et l'indépendance du Québec : l'ambivalence des Têtes à Papineau».

⁴⁸ «Avant-propos», *Le Réformiste*, op. cit., p. 7.

fiction (qui intervient aussi dans l'essai, contrairement à ce que l'on pourrait croire⁴⁹) n'en dénature pas le sens et la forme au point où l'on ne pourrait en tirer que des conclusions hypothétiques. Cette donnée initiale, moins altérée avec l'essai que dans les cas des textes de fiction, devient plus directement saisissable et, du coup, plus facile à traiter, le texte laissant place à des interprétations virtuelles beaucoup moins nombreuses. En d'autres mots, l'essai se rapproche davantage du vécu réel, il s'en inspire plus directement que le roman, le théâtre ou la poésie, ce qui permet d'en inférer davantage de «certitudes» que dans le cas des autres genres littéraires.

L'acception populaire et normative de «réformiste»

Avant de s'aventurer plus loin, il est important de s'arrêter un moment sur le sens péjoratif que l'on prête assez fréquemment au mot «réformiste». Certains dictionnaires, comme le *Grand Robert de la langue française* (1994), attestent que ce mot revêt une connotation péjorative, que l'on peut avoir tendance à l'associer naturellement à de la mollesse de caractère, à l'attitude de quelqu'un qui affecte une prudence exagérée même en situation d'urgence, qui se rebiffe en somme devant

⁴⁹ La dimension fictionnelle de l'essai est capitale parce qu'elle se trouve au centre de la définition du genre. La présence de la fiction dans l'essai est essentielle pour arriver à le différencier de l'ensemble disparate de textes que l'on range dans la catégorie de la prose d'idées (thèses, traités, biographies, journaux intimes, etc.), bien qu'elle n'en soit pas, loin de là, le seul trait caractéristique. Pour plus de détails, je renvoie de nouveau le lecteur aux ouvrages cités à la note 6.

l'action et l'engagement. D'autres dictionnaires, moins détaillés, notamment *le Petit Robert* (1993) et le *Dictionnaire québécois d'aujourd'hui* (1994), précisent tout de même que ce mot est radicalement opposé à révolutionnaire. À cet égard, pour Robert Vigneault comme pour plusieurs, «la conversion sémantique que Godbout voudrait faire subir à une étiquette qui [...] semble essentiellement péjorative» est difficile à accepter ou, du moins, à comprendre. Pour lui, cet auteur mériterait «infiniment mieux que le titre de "réformiste" qui évoque [...] des réformes À LA PETITE SEMAINE, qui ne vont jamais au fond des choses⁵⁰». Sur ce point, il reste certain que la principale qualité du révolutionnaire est de se consacrer entièrement, quasi exclusivement à une cause, d'aller *au fond des choses* pour parvenir à ses fins. Beaucoup de critiques des essais de Godbout ont précisément déploré leur manque de profondeur, ce qui ne serait pas sans altérer, quoi qu'il en pense lui-même, le sens de son réformisme. Dans «Une lucidité aux lueurs aveuglantes», Robert Vigneault semble avoir vu juste à propos des essais du *Murmure marchand* en affirmant que, bien qu'il ne soit pas facile de «résister au brio de cet écrivain», le «goût de la formule brillante ou [...] de l'*écriture-spectacle* tend à court-circuiter chez [lui] la recherche nuancée et souvent tâtonnante de l'essai⁵¹». L'auteur insiste

⁵⁰ Robert Vigneault, «Jacques Godbout, le réformiste», dans *Livres et auteurs québécois*, 1975, p. 174. Les majuscules sont de l'auteur.

⁵¹ *Idem*, *L'Écriture de l'essai*, Montréal, l'Hexagone, 1994, p. 256. L'auteur souligne.

d'ailleurs sur cette question :

Le *flash* ironique jouit, bien sûr, d'une grande visibilité rhétorique. Mais les vifs raccourcis de la lucidité n'éclairent trop souvent qu'un aspect de la situation, laissant tout le reste - et parfois l'essentiel - dans l'ombre... La complaisance dans le paradoxe à succès, aux dépens de l'approche hésitante et précautionneuse de l'essayiste, se solde par une vision réductrice du réel. Fulgurantes, les lueurs de la lucidité pourraient-elles devenir aveuglantes ?⁵²

On retrouve la même sévérité chez Benoît Melançon, dans un article paru dans le magazine *Spirale*, qui, sans nier le talent de Godbout, n'entretient pas moins de sérieuses réserves à son endroit :

Ses essais sont sérieux, documentés, ses prises de position assurées, ses affirmations péremptoires. Entreprise de moraliste, la réflexion de Godbout reste toutefois à la merci des commentaires plus brillants que profonds. À courir d'une tribune à l'autre on doit parfois prendre des raccourcis⁵³.

Pierre Quesnel, critique littéraire au *Devoir*, abonde dans le même sens en remarquant qu'il est souvent pénible d'essayer de suivre sa pensée parce qu'il «passe sans cesse d'une idée à l'autre sans en mener aucune à terme. Résultat : un discours qui fait songer à une conversation à bâtons rompus comme on en tient dans les

⁵² *Ibid.*, p. 262.

⁵³ Benoît Melançon, «*Le Murmure marchand, 1976-1984 de Jacques Godbout*», *Spirale*, 46, octobre 1984, p. 3.

salons (genre dans lequel l'auteur doit exceller) ; une juxtaposition de collages, de "flashes"⁵⁴. Enfin, Jacques Pelletier renchérit sur cet aspect en l'étendant à l'ensemble de l'œuvre de Godbout :

[Son œuvre] manque de perspectives et de profondeur. Dans *L'Écrivain de province*, Godbout admet ce qu'il appelle sa «relative superficialité» [...] reconnaissant sa tendance à toucher à tout et à participer (trop) au jeu médiatique. Mais cette lucidité, cette auto-ironie, demeure en l'air. Elle n'a pas de véritables conséquences sur la nature et le contenu de ses écrits qui demeurent légers, agréables à lire et plutôt superficiels⁵⁵.

Mais le *Grand Robert de la langue française* (1994) remarque aussi que le mot «réformiste» «est souvent péjoratif», surtout dans les cas où il est «employé par ceux qui se disent révolutionnaires». La revue *Parti pris*, par exemple, qui s'affichait comme révolutionnaire, s'opposait ouvertement à *Cité libre*, qu'elle qualifiait sur un ton fort ironique de réformiste⁵⁶. Le mot change donc de sens selon que le camp (révolutionnaire ou réformiste) auquel l'on appartient. Et l'œuvre de Godbout est sans équivoque là-dessus : celui des révolutionnaires ne l'a jamais vraiment séduit.

⁵⁴ Pierre Quesnel, «Godbout réformiste», *Le Devoir*, 8 septembre 1984, p. 15.

⁵⁵ Jacques Pelletier, *Les Habits neufs de la droite culturelle*, op. cit., p. 71.

⁵⁶ Idem, «La Problématique nationaliste dans l'œuvre romanesque de Jacques Godbout», op. cit., p. 63. La déclaration qui suit illustre bien ce que la revue pensait du réformisme : «Le Frère Untel, avec toute sa bonne volonté ne put proposer comme remède que du réformisme : du vent !» (Gérald Godin, «Le Joual et nous», *Parti pris*, II, 5, janvier 1965, p. 19).

Le terme de réformiste, loin d'être péjoratif, est plutôt synonyme pour lui de modération et d'équilibre, et ces qualités lui semblent préférables à l'excès et à l'emphase révolutionnaires. André Major, préfacier du *Réformiste* de 1975, endosse lui aussi cette perception, tout en semblant n'éprouver aucun mal à interpréter le sens du mot : «[...] ce réformiste l'est par souci de l'immédiat. Il n'est pas de ceux qui se laissent hypnotiser par un avenir rêvé, il préfère penser et changer l'aujourd'hui. Son tempérament de polémiste est plus politique que prophétique⁵⁷». Ce faisant, il se trouve à déprécier le révolutionnaire au profit du réformiste, attitude pour le moins surprenante de la part d'un ex-partipriste de la trempe de Major... L'interprétation que l'on fait du mot *réformiste* pouvant essentiellement varier selon le point de vue que l'on adopte, l'attitude concrète du réformiste qu'est Godbout sera sans doute plus éclairante que tout autre procès d'intentions. Pour arriver à saisir le sens véritable de son réformisme, il sera donc nécessaire de confronter ses prises de position formelles à ses déclarations ultérieures.

Les Québécois, peuple réformiste et antirévolutionnaire ?

Pour Godbout, «le Canadien français a toujours mieux réussi dans la

⁵⁷ André Major, «Préface», *Le Réformiste. Textes tranquilles*, Montréal, Quinze, 1975, p. 7.

résistance que dans la révolte. Et son fils, l'écrivain québécois, est sûrement le plus entêté de la famille⁵⁸». Si l'on postule a priori que son itinéraire littéraire correspond en gros à l'itinéraire socio-culturel du Québec depuis le début de la révolution tranquille, on peut se demander si sa position de réformiste n'est pas simplement conforme à ce constat général de la psychologie de l'action des Canadiens français, qui serait foncièrement résistante et passive⁵⁹. Disons-le avec les mots qu'il a utilisés devant le verdict populaire au référendum de 1980 : «le véritable comportement politique du Canadien français [...] *est un comportement qui refuse toute initiative*⁶⁰». En ce sens, son attitude serait en adéquation presque parfaite avec celle de la société québécoise, qui reste, malgré la rupture de la Révolution tranquille, profondément ambivalente et indécise, c'est-à-dire partagée par le milieu, exactement comme les Têtes à Papineau⁶¹. Mais Godbout, en se déclarant réformiste, ne se refuse-t-il pas indirectement à toute prise de position risquée ? Dans l'affirmative, nous voilà en présence d'une bien sévère autocritique ! Sur ce

⁵⁸ «L'Entêté de la famille», *Liberté*, 111, mai-juin 1977, p. 66.

⁵⁹ Voir, sur ce sujet, Pierre Vadeboncœur, «Critique de notre psychologie de l'action», *Cité libre*, III, 8, nov. 1953, dont voici un extrait révélateur : (p. 18) «Nous sommes des contempteurs de l'imagination. Nous ne germons pas de révolutionnaires véritables. [...] Nous sommes sans violence».

⁶⁰ «Les Bons sauvages», *Liberté*, 131, sept.-oct. 1980, p. 10.

⁶¹ Godbout dresse ce constat dans «Les Écrivains sont souverains», *Liberté*, 203, oct. 1992, p. 42.

point, Jacques Pelletier, qui compte parmi les plus sérieux critiques de Godbout, mettra en relief le conformisme et l'ambivalence de ses romans en l'attribuant au fait qu'ils collent de trop près à la société québécoise réelle dans ce qu'elle a de plus méprisable, disant d'eux qu'ils «expriment allégrement, joyeusement, la vision de la communauté québécoise que les élites au pouvoir entretiennent : une société formée de consommateurs dociles, passifs, tranquilles, peu enclins au changement, modestes en tout, progressistes *et* conservateurs, souverainistes *et* associationnistes, modernes *et* traditionnels⁶²». Cantin soutiendra pour sa part que Godbout, par ce refus de prendre position, défend malgré tout «un point de vue politique, ne serait-ce que le point de vue de celui qui, se défendant d'en avoir aucun, reconduit furtivement l'ambiguïté sur laquelle d'autres misent pour perpétuer, en le légitimant, leur pouvoir⁶³».

Dans ces circonstances, il s'en trouve plusieurs pour reprocher à Godbout de ne pas vouloir faire une œuvre progressiste malgré le conservatisme d'une société réfractaire aux changements trop brusques. Mais la conception qu'il se fait de la place et du rôle de l'intellectuel en général et de l'écrivain en particulier se trouve aux antipodes de celle qui exigerait de lui qu'il assume une fonction d'éclaireur, de

⁶² *Les Habits neufs de la droite culturelle*, op. cit., p. 71. Pelletier souligne.

⁶³ Serge Cantin, «La Fatigue culturelle de Jacques Godbout», *Liberté*, 206, avril 1993, p. 14.

guide national : «L'une des idées reçues, au Québec,» a-t-il récemment déclaré, «veut que les poètes précèdent le peuple et soient les phares qui nous indiquent la voie. En réalité [...] il n'y a pas nécessairement d'équation entre le talent littéraire et la justesse de la pensée politique⁶⁴». Au total, Godbout est persuadé que les écrivains n'ont pas de «lumières particulières⁶⁵» sur le plan politique. On s'explique alors mieux sur quoi repose le réformisme de Godbout qui précise encore, dans un passage de son introduction à la première édition du *Réformiste* qu'il ne reprendra pas dans la deuxième (et avec raison), que, «s'il choisit un jour la révolution, [le réformiste] n'annonce pas très haut, pendant les longues années qui peuvent précéder une conjoncture, de quel côté de la barricade on le trouvera⁶⁶». Cette déclaration dévoile aussi l'envers peu glorieux du réformisme de Godbout : un opportunisme qui consiste à flairer le vent, à choisir le moment opportun avant d'agir dans l'espoir de tirer profit de toutes les situations, ou, en d'autres termes, dans l'espoir de mieux s'arrimer «aux positions culturellement et socialement dominantes⁶⁷». Sur ce point, le ton de Cantin monte d'un cran par rapport à Pelletier. Il attribue cet immobilisme apparent à «la petite peur des biens nantis qui

⁶⁴ «Les Écrivains sont souverains», *op. cit.*, p. 39.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 40.

⁶⁶ «Introduction», *Le Réformiste. Textes tranquilles*, Montréal, Quinze, 1975, p. 9.

⁶⁷ Jacques Pelletier, *Les Habits neufs de la droite culturelle*, *op. cit.*, p. 49.

font leur miel du système politique en place et redoutent tout changement⁶⁸».

Godbout emploie lui-même seulement à deux occasions le terme «réformiste» dans son acception péjorative. En 1964, dans «Faut-il tuer le mythe René Lévesque?», il se demande si cet homme politique se contentera «d'être la bonne conscience d'un réformisme délicat⁶⁹», de se «"laisser porter" par la vague⁷⁰» encore longtemps en restant dans les rangs du Parti libéral du Québec (nous sommes en 1964). Dans un autre numéro de *Liberté*, il assimilera le «révolutionnaire de salon» au «réformiste de colloques⁷¹». Remarquons toutefois que ce n'est pas le réformiste tout court qui est dénigré ici, mais bien un réformisme atténué, quelque peu dénaturé, soit celui qui est «délicat», ou encore celui qui sévit dans les colloques. Cette nuance faite, les exemples précédents suffisent toutefois pour montrer que Godbout n'ignore pas l'acception péjorative vers laquelle peut facilement tendre le mot «réformiste». Après tout, le Parti «Réformiste», qui a fait une entrée remarquée sur la scène politique fédérale aux élections de 1992, n'est-il pas un parti de droite profondément conservateur ? Le fait qu'un tel parti ait choisi précisément ce terme montre bien l'acception la plus courante du mot. Bien entendu, les gens qui sont

⁶⁸ Serge Cantin, *op. cit.*, p. 11.

⁶⁹ Jacques Godbout, *Le Réformiste*, *op. cit.* (1994), p. 96.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 97.

⁷¹ «Notre libération», *Liberté*, 81, mai-juin 1972, p. 38.

eux-mêmes conservateurs ne voient aucun mal dans l'étiquette réformiste. Encore ici, c'est l'allégeance idéologique qui prime. Pour ces raisons, on aurait pu légitimement croire que Godbout allait au moins essayer, dans *Liberté* ou ailleurs, de dissiper le doute qui peut entourer l'emploi de ce terme. Étrangement, c'est en vain qu'on chercherait à y trouver cette intention, à l'exception, comme on l'a vu, des avant-propos des deux éditions du *Réformiste*. En 1980, il se met à coiffer sa chronique mensuelle dans *Liberté* du nom de «Le réformiste», mais sans en justifier davantage les fondements. Le qualificatif est ainsi apparu, selon toute apparence, avec la parution du *Réformiste* en 1975, au terme d'un cheminement d'essayiste d'une quinzaine d'années, s'imposant de lui-même tel un reflet instantané de la tendance dominante présente dans ses essais lorsque l'auteur s'est penché rétrospectivement sur son œuvre. Quoi qu'il en soit, il faut bien admettre qu'un sous-titre comme «textes tranquilles» suggère que ces essais sont bien davantage le lieu de la tranquillité réformiste que celui de l'agitation révolutionnaire, et qu'en ce sens ils représentent le reflet presque parfait de la révolution tout aussi «tranquille» dans laquelle ils s'inscrivent.

Tout bien considéré, force est de reconnaître que l'emploi du terme «réformiste» semble conforme à l'attitude de Jacques Godbout, qu'il affiche du reste ouvertement dans ses essais. Sur ce plan, il est conséquent avec lui-même, le

qualificatif de réformiste décrivant mieux que tout autre sa vision et son attitude, que l'on soit ou non en accord avec celles-ci.

Point de départ de l'analyse

Le désir de réformes sociales, politiques, culturelles, religieuses et linguistiques des essais de Jacques Godbout a exigé de sa part une «conversion préalable⁷²». Ce revirement, première rupture majeure dans son itinéraire d'écrivain, est exprimé en toutes lettres dans un passage déjà cité de l'avant-propos des deux éditions du *Réformiste* : «Donc, je serai un réformiste : baptisé, catholique, libéral, fédéraliste et bilingue, je suis devenu à travers les ans agnostique, laïque, socialiste, indépendantiste et en faveur des territoires unilingues... c'est cet itinéraire que retracent ces textes tranquilles⁷³». La conversion est de taille. Elle a certainement joué un rôle prépondérant dans la décision de Godbout de se mettre à écrire des essais à partir de 1959. Cette volte-face indique aussi ce que seront globalement les projets réformistes de Godbout. Les projets anticlérical et laïque, socialiste, indépendantiste et linguistique, comme autant de points de départ invitants, seront

⁷² Expression empruntée au titre d'un article de Godbout, «La Conversion préalable», *Liberté*, 21, mars 1962, p. 122-126.

⁷³ Jacques Godbout, *Le Réformiste. Textes tranquilles*, Montréal, Quinze, 1975, p. 9.

ici autant de pistes d'investigation de sa production essayiste dans *Liberté*. Les éléments de ce revirement individuel ont, à la même époque, leur équivalent presque exact sur le plan collectif : la transition de l'Ancien Québec au Québec Nouveau (ou Moderne)⁷⁴ vers 1960 a en effet été marquée par l'apparition de l'anticléricalisme, de l'indépendantisme et du socialisme et par le rejet simultané de leur contraire.

Ce qu'on peut aussi se demander à propos du projet que décrivent ces «textes tranquilles» de Godbout, en somme, c'est à la fois comment ils ont pu faire progresser les événements et dans quelle mesure ils ont été influencés par eux. Peut-on croire, en d'autres termes, à partir de l'expérience de Godbout, que la prudence réformiste donne à la longue les mêmes résultats que l'agitation révolutionnaire, l'agressivité et la violence en moins ?

L'urgence d'agir dans les essais de *Liberté*

L'une des choses qui frappe le plus dans les premiers essais du *Réformiste*

⁷⁴ André Belleau, collaborateur à *Liberté* et ami de Godbout, a employé cette expression, qui oppose l'ancien au nouveau, pour décrire la rupture majeure de 1960. La citation exacte est la suivante : «Quel titre donnerions-nous [au] récit [du référendum] ? Victoire de la droite sur la gauche ? [...] Disons plutôt quelque chose comme : l'Ancien Québec versus le Québec Nouveau (ou Moderne) ou encore l'Ancien Régime (discursif et idéologique) versus le Québec actuel». (André Belleau, «Indépendance du discours et discours de l'indépendance», dans *Surprendre les voix*, Montréal, Boréal, 1986, p. 128-129).

et dans ceux de *Liberté*, c'est à quel point pour Godbout il semble y avoir urgence d'agir :

Nous sommes des littéraires. Mais il y a des moments dans la vie d'une nation - et je crois que nous respirons ces moments à pleine poitrine - où littéraires comme scientifiques, étudiants et ouvriers, sont appelés à autre chose que leur métier : une mobilisation générale. Pour l'éducation, par exemple. Et la fierté. Tout à l'heure nous retournerons à nos poèmes, à nos romans, à nos essais⁷⁵.

Cette déclaration surprend d'autant plus que Godbout, par la suite, deviendra réfractaire à cette forme d'engagement. De nombreux autres passages, dont ceux-ci, dans lesquels Godbout invite les écrivains à s'engager socialement, témoignent du même sentiment :

Il ne faudrait pas faire un pas en arrière, *nous n'en avons point le temps*. Lautréamont disait : «Parce que vous écrivez en vers, est-ce une raison pour vous séparer du reste des hommes ?»⁷⁶

Car l'optique dans laquelle il nous faut vivre, et pour assumer ce monde dont la condition essentielle est le changement, *ne nous permet pas de piétiner*⁷⁷.

Or nous sommes si peu aux courses que ceux-là mêmes qui ont choisi de regarder la lutte les mains dans les poches, en silence, *sont*

⁷⁵ «Joyeux anniversaire», *Liberté*, 15-16, mai-août 1961, p. 578.

⁷⁶ «Comptes courants », *Liberté*, 9-10, mai-août 1960, p. 225. Je souligne.

⁷⁷ «Notes éditoriales», *Liberté*, 12, nov.-déc. 1960, p. 319. Je souligne.

*déjà en retard*⁷⁸.

Cette certitude de l'urgence d'agir qu'affiche Godbout se traduira parfois par un alarmisme excessif qu'on rencontre rarement ailleurs chez lui : «Mais le plus angoissant c'est que si d'ici deux ou trois ans ce rêve ne se concrétise pas on peut *garantir sur billet que notre pays ne se relèvera jamais de son coma*. Le cinéma nouveau, ici, c'est la transfusion de sang⁷⁹». Ce sentiment d'urgence est mêlé à l'impression que les générations qui ont précédé, y compris et surtout celle de *Cité libre*, n'ont pas fait leur devoir au moment opportun :

Déjà la nation a dépassé ses chefs sur la gauche ; il reste aux intellectuels que nous sommes à apprendre la ténacité et le courage bien sûr, mais surtout l'efficacité qui transforme les situations et l'humilité qui permet d'accepter que d'autres nous poussent déjà dans le dos. Ceux de *Cité libre*, poussés dans le dos, ont fait volte face, ils se sont mis à reculer, ils ont trébuché : eux tombant, c'est quand même plusieurs années que nous avons perdues, tous⁸⁰.

Une telle affirmation est étonnante si on la compare à l'attitude qu'affiche Godbout à partir du milieu des années quatre-vingt : n'est-ce pas lui qui, aujourd'hui, est

⁷⁸ «La Haine», *Le Réformiste*, op. cit., p. 90. (D'abord publié dans *Parti pris* en novembre 1964). Je souligne.

⁷⁹ «Une expérience : cinéma nouveau cinéma», *Liberté*, 44-45, mars-juin 1966, p. 167. Godbout souligne.

⁸⁰ «*Cité libre* était au pouvoir» (éditorial), *Liberté*, 39, mai-juin 1965, p. 206.

dépassé sur la droite par les jeunes générations, dont un essayiste comme Serge Cantin serait l'un des représentants à *Liberté* ? Godbout ne se comporte-t-il pas aujourd'hui comme «ceux qui s'arrêtent en chemin, persuadés d'avoir enfin trouvé la vérité et désireux de l'imposer aux autres» et qui prennent «vite l'allure de piétons sur une autoroute⁸¹», dont il dénonçait jadis si ouvertement l'immobilisme? Quoi qu'il en soit, le sentiment du temps irrémédiablement perdu, gaspillé, ne s'exprime nulle part ailleurs mieux que quand Godbout jette un regard sur l'histoire du Canada français : «ce qui rapproche [Lord] Durham de [André] Laurendeau, c'est [...] cette permanence incroyable du problème qu'ils doivent analyser⁸²». «Des troubles de 1837 aux bombes du F.L.Q., quel progrès réel ?⁸³».

Ces extraits permettent de mesurer l'imposante tâche devant laquelle Jacques Godbout se sent malgré lui placé au début des années soixante : à ses yeux c'est toute la société québécoise qui se trouve depuis trop longtemps dans l'égarement et qu'il importe de ramener dans le droit chemin. Cette vision dualiste, quasi manichéenne, où le passé est perçu comme négatif et le présent comme positif, procure à Godbout et sa génération une «caution négative, un système à récuser»

⁸¹ Jacques Godbout, «La Peinture : Borduas et l'école», *Liberté*, 12, nov.-déc. 1960, p. 387.

⁸² «La Commission Durham-Laurendeau», *Liberté*, 37-38, janv.-avril 1965, p. 72.

⁸³ *Ibid.*, p. 75.

qui lui permet de «s'affirmer dans sa différence⁸⁴». Et quelle différence ! 1960 marque un point tournant idéologique décisif au Québec, alors que l'on passe du «respect des traditions» au «défi du progrès⁸⁵». Au moment de cette prise de conscience aiguë commence la lente élaboration d'un projet réformiste à quatre volets majeurs, qui sera une réponse d'essayiste à des préoccupations qu'il partage pour la plupart avec la majorité de ses contemporains. Si, à partir du milieu des années soixante, le sentiment d'urgence s'atténuera peu à peu chez lui pour disparaître presque complètement de ses essais à *Liberté*, son projet réformiste continuera néanmoins de prendre lentement forme, l'agitation, le bouillonnement et la hâte fiévreuse des débuts faisant peu à peu place à une obstination plus modérée.

⁸⁴ Fernand Dumont, «Une révolution culturelle ?», dans *Idéologies au Canada français, 1940-1976*, Tome 1er : La presse - La littérature, Québec, P.U.L., coll. «Histoire et sociologie de la culture», 1981, p. 7.

⁸⁵ Denis Monière, «Après 1945 : de la tradition au rattrapage», *op. cit.*, p. 320.

LES PROJETS DE RÉFORMES

1) Le projet anticlérical et laïque

Causes historiques de la domination du clergé au Québec

Par ses modes de recrutement et d'accession à l'autorité, une Église est plus susceptible que d'autres institutions d'introduire une certaine continuité dans les vicissitudes de l'histoire.

Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, p. 220.

Jusqu'au début des années soixante de ce siècle, l'Église catholique a eu une influence si profonde et si déterminante sur les francophones d'Amérique en général et sur les Canadiens français et les Québécois en particulier qu'il serait prétentieux de prétendre la décrire en détail dans le peu d'espace dont je dispose ici. Je me limiterai à donner un aperçu des multiples conséquences qu'a pu entraîner l'hégémonie du clergé sur la société québécoise, après en avoir brièvement retracé les causes historiques.

Pour comprendre l'importance de la rupture de 1960 sur le plan religieux, il n'est pas superflu de remonter deux cents ans plus tôt, jusqu'à la première rupture majeure ayant affecté la société québécoise, alors simple colonie française. Les historiens les plus pessimistes ont vu dans la conquête anglaise de 1760 une coupure radicale : «Une société en formation du temps de la Nouvelle-France, après avoir acquis les éléments essentiels de son développement, est brusquement bloquée dans

sa croissance ; les débris en seront livrés aux vicissitudes de la survivance¹». Si certains pourront trouver cette interprétation exagérée, cet événement, quoi qu'on en dise, a certainement modifié «la structure de la société en gestation : la nouvelle métropole lui est étrangère par sa culture, sa religion, ses intérêts ; un peuple d'origine anglaise va s'installer sur le territoire pour y créer une société parallèle²». La nouvelle colonie anglaise qu'est désormais le Bas-Canada n'aura alors guère le choix que de se replier sur ses institutions de base afin d'assurer sa continuité. L'Église catholique, «seul encadrement de la population à la mesure de la collectivité³», se trouve au premier plan de ces institutions. Dès 1760, et davantage encore à partir de 1840, soit au début de ce que l'on a appelé l'ère de la «survivance» chez les Canadiens français, l'Église deviendra ainsi le principal facteur de cohésion chez eux.

On connaît la suite : l'Angleterre, devant la menace bien réelle de sécession de ses colonies américaines, cherche à s'assurer l'appui indéfectible de ses colonies du Canada. Cette stratégie politique et militaire entraînera la promulgation de l'*Acte de Québec* en 1774, qui redonnera aux Canadiens plusieurs des droits qu'ils avaient perdus lors de la Conquête, dont au premier chef le libre exercice de leur religion.

¹ Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1993, p. 87.

² *Loc. cit.*

✶ ³ *Ibid.*, p. 92.

À la même époque, «le conquérant est bientôt forcé de reconnaître [que l'Église] est indispensable au fonctionnement de la colonie⁴». Par la suite, elle sera la première institution à ébranler le pouvoir colonial (en douce, tout de même !) à chaque fois que celui-ci l'entravait dans sa lutte pour sa propre autonomie.

Mais tout en luttant pour son émancipation, l'Église canadienne reste «écartelée entre son ancrage autochtone et l'utilisation qu'en veut faire le pouvoir britannique⁵». Son unique recours afin de briser cette ambivalence sera d'affirmer son «attachement à Rome, puissance concurrente de l'Empire». Là se trouve préfiguré «ce qui sera plus tard l'ultramontanisme des chefs de l'Église canadienne⁶». L'Acte d'Union de 1840 (qui visait l'assimilation des Canadiens français à la suite des recommandations contenues dans le rapport du conseiller anglais Durham, venu enquêter sur les causes des rébellions des Patriotes en 1837-1838) viendra pour sa part consacrer la montée du pouvoir clérical au Québec. À ce moment, l'Église a la partie facile devant la déconfiture et «la déroute du parti Patriote, [qui] avait créé un vide que l'Église s'est hâtée de remplir, d'autant plus

⁴ *Loc. cit.*

⁵ *Loc. cit.*

⁶ *Loc. cit.*

facilement que les chefs avaient plus ou moins fui et abandonné leurs troupes⁷».

Heinz Weinmann a montré comment la rupture de 1760, et surtout celle de 1840, ont conduit les Canadiens français tout droit dans le giron protecteur de l'Église catholique. Celui-ci explique que, délaissé une première fois par sa mère-patrie française en 1760, le Canada français se tourne alors vers l'Angleterre, sa nouvelle patrie. Ce mariage forcé tiendra bon jusqu'à ce que l'Angleterre mate les rebellions des Patriotes de 1837-1838 et applique les recommandations du rapport Durham en 1840. Abandonné, trompé une seconde fois par «ses parents terrestres, le Canadien français se cherche un idéal stable, incorruptible, non soumis aux aléas de l'histoire, de la réalité⁸». Où trouver un tel idéal, sinon dans l'au-delà ?

À ce moment, en effet, le Canadien se tourne vers ses «parents» célestes. Il montre un attachement particulier à sa mère céleste, la Vierge Marie, sa protectrice depuis la première fondation de Montréal, Ville-Marie. Ce qui séduit évidemment le Canadien dans Marie, c'est sa virginité associée à la maternité. Cette virginité est la garantie absolue que cette «bonne mère» ne se dégrade pas en marâtre, en putain, comme c'est arrivé avec ses autres mères.

Cette nouvelle orientation du «roman familial» explique dès lors l'emprise morale du curé sur les Canadiens français, qui, indisciplinés, aux mœurs dissolues jusque-là, étaient loin d'être

⁷ Jean-Claude Robert, *Du Canada français au Québec libre. Histoire d'un mouvement indépendantiste*, Paris, Flammarion, 1975, coll. «L'Histoire vivante», p. 109.

⁸ Heinz Weinmann, *Du Canada au Québec : généalogie d'une histoire*, Montréal, l'Hexagone, 1987, p. 19.

soumis à son autorité⁹.

Le *British North America Act* de 1867 allait renforcer ces données initiales. Il suffit de lire ce que l'Évêque de Rimouski dira de l'entente fédérative¹⁰ pour se convaincre que celle-ci faisait l'affaire sinon de l'ensemble de la population canadienne et de ses dirigeants politiques, du moins d'une bonne partie de son élite ecclésiale : «Vous la respecterez donc, cette nouvelle constitution qui vous est donnée, comme l'expression de la volonté suprême du législateur, de l'autorité légitime, et par conséquent de celle de Dieu même¹¹». Cette exhortation de l'Église à la soumission envers une entente pourtant loin d'être parfaite n'est pas nouvelle. Tout régime politique, fût-il colonial ou autoritaire, reste acceptable à ses yeux tant et aussi longtemps qu'il ne nuit pas à l'exercice de son propre pouvoir. Ce fut notamment le cas en 1760 et en 1840. La Révolution française de 1789 devient elle aussi pour le clergé un prétexte «pour prêcher la soumission et la fidélité à la monarchie britannique¹²». Une telle attitude s'explique par le fait qu'une «politique de collaboration n'enlevait rien [à l'Église] et pouvait [lui] rapporter quelques

⁹ *Loc. cit.*

¹⁰ L'entente de 1867 n'est pas de nature confédérale, mais bien fédérale. Voir Denis Monière, *op. cit.*, p. 198.

¹¹ Fernand Dumont, *op. cit.*, p. 250-251.

¹² Denis Monière, *op. cit.*, p. 107.

avantages¹³». Le pouvoir ecclésial et la constitution de 1867 liés de cette même manière, il ne faut pas s'étonner que Jacques Godbout, quelque cent ans plus tard, s'en prenne aux deux institutions simultanément.

La place du clergé vers 1960

Des perles incontrôlables suintent hors les murs. [...]
Par-delà le christianisme nous touchons la brûlante fraternité humaine dont il est devenu la porte fermée.
Le règne de la peur multiforme est terminé.

Paul-Émile Borduas, *Refus global*, 1948.

Mais que de temps précieux ainsi perdu depuis cent ans ! Et en quel état lamentable l'Église nous rend-elle la nation !

Jacques Godbout, «Le Bill 60 à Québec», (oct. 1963), *Le Réformiste*, p. 35.

À la naissance de *Liberté* en 1959, l'Église catholique jouit toujours d'un ascendant considérable sur la société québécoise. La contestation de son hégémonie n'est sérieusement entamée que depuis une dizaine d'années et l'effritement de l'idéologie de conservation débute à peine. Le régime conservateur de l'Union

¹³ Michel Brunet, *Les Canadiens après la Conquête, 1759-1775*, Montréal, Beauchemin, 1969, p. 37, cité dans Denis Monière, «Le Régime anglais : 1760-1791», *op. cit.*, p. 92.

nationale sous Maurice Duplessis, cet «archétype du Québec d'ancien régime¹⁴», ou du « Québec traditionnel et rural¹⁵», au pouvoir durant près de 20 ans (1936 à 1939 et 1944 à 1959), a fait de l'Église son alliée privilégiée. Même après la mort, en 1959, de celui qu'on a surnommé le «Chef», son successeur, le libéral Jean Lesage, affirmera sans rire : «Je téléphone chaque semaine au Cardinal, [...] ce qui est normal¹⁶». Sur le plan du laïcisme comme sur tous les autres, on le verra, le Québec Nouveau (laïque) ne s'élèvera pas du jour au lendemain sur les ruines de l'Ancien Québec (catholique). Bien au contraire, la transition sera progressive et s'échelonnera sur de nombreuses années, voire plusieurs décennies.

¹⁴ Jean-Claude Robert, *op. cit.*, p. 170.

¹⁵ Denis Monière, *op. cit.*, p. 297.

¹⁶ Jacques Godbout, «L'Égoïsme sénile», *Le Réformiste. Textes tranquilles*, *op. cit.*, p. 37. (d'abord paru dans *Parti pris* en novembre 1963).

L'anticléricalisme et le projet laïque de Godbout

[...] le péché originel est une notion culturelle que je préférerais ne pas transmettre.

Jacques Godbout, «Notes éditoriales», *Liberté*, 14, mars-avril 1961, p. 476.

L'écrivain est l'anti-prêtre. [...] L'homme de parole et non l'homme de sermon. Celui qui a troqué le mensonge pour la lucidité.

Jacques Godbout, «En toute liberté», *Liberté*, 112-113, juil.-oct. 1977, p. 368.

Premiers éléments de la conversion identifiée plus haut : de *baptisé* et *catholique* à *agnostique* et *laïque*. Sur le plan religieux, Jacques Godbout est placé dans la même situation que la plupart des enfants qui sont nés et ont grandi dans la religion de leurs parents : il s'est un jour aperçu qu'il était baptisé et catholique, sans avoir eu au préalable l'occasion d'opérer consciemment ces choix. Passer de cet état à celui d'agnostique, d'athée et de laïque exigeait au contraire un effort de sa part, une prise de conscience réfléchie et objective. En 1974, alors que les fondateurs de *Liberté* reviennent sur l'état d'esprit qui les habitait lors de la fondation de la revue, Godbout se remémore ainsi son propre cheminement religieux:

Et puis aussi, j'étais parti du Canada agnostique, doux, mais j'étais revenu fortement anticlérical, en voulant trouer la peau de tous les

curés, parce que, le tort qu'ils avaient fait ici au Québec, j'avais été en mesure de vérifier en pays de mission qu'ils en étaient partout coupables et capables¹⁷.

Cette prise de conscience apparaît en effet très tôt dans ses essais à *Liberté*, en fait dès le premier numéro. Dans une chronique de théâtre dont le sujet est tout autre, Godbout ne peut s'empêcher de décocher quelques flèches à l'Église catholique : «Le Canadien français est un latin perdu en pays nordique sous la tutelle d'un État et d'une Église tous deux très paternels...¹⁸». L'Église devient vite l'ennemi principal pour Godbout. Elle a droit à ses critiques les plus sévères en particulier quant à la qualité du système d'enseignement et celle de l'éducation en général, dont elle a eu la charge et la responsabilité pendant longtemps : «Une nation comme la nôtre ne peut se payer un tel système d'enseignement médiéval où la qualité est le dernier critère [...] et le catéchisme plus important que la langue française¹⁹».

Il faut comprendre qu'au départ, Godbout n'a pas le sentiment que le combat pour la laïcité est une lutte nouvelle. L'objectif de la laïcité lui apparaît au contraire comme un combat séculaire qui a simplement été trop longtemps mis en veilleuse.

¹⁷ «La 150e réunion. Enregistrement d'une réunion de la revue *Liberté* où Jacques Folch-Ribas tenta de donner une dimension d'anniversaire à des conversations libres», *Liberté*, 95-96, sept.-déc. 1974, (collectif), p. 10.

¹⁸ «Le Théâtre : le gibet et les grands départs», *Liberté*, 1, janv.-fév. 1959, p. 49.

¹⁹ «Notes éditoriales», *Liberté*, 11, sept.-oct. 1960, p. 235.

Il est persuadé de réactiver une vieille idée, non d'en défendre une nouvelle. Cette conviction lui donne l'assurance que «L'idée Laïque a un an. Et elle en a cent. L'on nous reprochera de vouloir briser les traditions ? Nous voulons renouer plutôt²⁰». Renouer est en effet le mot juste, sachant que les Libéraux, durant tout le XIXe siècle, représentés successivement par le parti Canadien, le parti Patriote et le parti Rouge, se sont battus eux aussi pour la laïcité, mais sans grand succès. Louis-Joseph Papineau, chef des Patriotes et libéral notoire, par exemple, «répudie la collusion de l'Église et de l'État, la domination des religieux sur l'éducation ; il prône un enseignement universitaire sous une direction laïque et ouvert à tous, sans distinctions de religions²¹». Godbout fera d'ailleurs allusion à ce personnage : «Papineau était en Amérique le romantique belliqueux anticlérical, rêvant d'une république indépendante et laïque [...]. Papineau parlait bien, pensait juste. [...] On se mit à vouloir avoir *la tête à Papineau*²²». L'on sait pourtant l'infortune que connaîtront les idées chères à Papineau et ses pairs au cours du siècle qui suivit. Mais, en 1960, l'impératif de renouer avec l'idée laïque amènera Godbout à fonder le *Mouvement laïque de langue française* (MLF) et à préconiser la ligne dure contre

²⁰ «Joyeux anniversaire», *Liberté*, 15-16, mai-août 1961, p. 579.

²¹ Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, op. cit., p. 176.

²² «Faut-il tuer le mythe René Lévesque ?», dans *le Réformiste*, op. cit., p. 93. (D'abord paru en novembre 1964 dans la revue *Maclean*)

le pouvoir clérical. Auparavant, soit à partir de septembre 1960, il passera une année complète à la direction de *Liberté*. Ce poste lui permettra, par le biais de ses éditoriaux, d'affronter idéologiquement les porte-parole de l'Église catholique canadienne-française plus systématiquement que jamais : «Par définition, le cléricalisme [...] est une maladie qui affecte ceux qui croient être l'incarnation de Dieu sur terre. Ceux qui ne distinguent pas *leur* message de celui du Christ²³». Cette nouvelle tribune sera pour lui l'occasion de plonger définitivement dans les débats sociaux et politiques, éloignant momentanément cette problématique de ses chroniques artistiques et littéraires.

Lors du débat entourant l'adoption de la loi 60 visant à réformer le système d'éducation, Godbout dressera un bilan particulièrement négatif de la conduite de l'éducation sous l'autorité de l'Église :

Depuis cent ans, on le sait, [...] le système d'éducation de langue française restait l'affaire de l'Église catholique. Cent ans, c'est long, quand il s'agit d'incurie. Décrire tout le tort causé par le système demanderait des encyclopédies ; disons tout simplement qu'une nation dont les enfants apprennent à être fidèles à Rome d'abord, à leur patrie ensuite, peut difficilement tabler sur la fière énergie de ses citoyens pour construire le pays²⁴.

²³ «Notes éditoriales», *Liberté*, 12, nov.-déc. 1960, p. 318.

²⁴ «Le Bill 60 à Québec», *Le Réformiste*, op. cit., p. 33-34. (*Les Lettres françaises*, oct. 1963).

Ce constat l'amènera à écrire, au nom du MLF, que si «l'Église catholique du Québec, depuis 1837, impose aux citoyens de se soumettre d'abord à Rome, puis à Ottawa, enfin à Québec», désormais, «même un catholique canadien-français, lecteur de *Cité libre* et abonné au *Devoir*, doit inverser l'ordre d'obéissance²⁵», c'est-à-dire se mettre en premier lieu sous l'autorité de Québec, ensuite d'Ottawa, puis de Rome (notons que Godbout ne suggère pas une rupture par rapport aux deux dernières tutelles, mais simplement leur atténuation, par le renversement du lien de dépendance). Dans cet article, l'auteur du manifeste du MLF reconnaît que la démarche préconisée jusque-là par le mouvement s'est avérée une demi-défaite : «En 1961, le Mouvement laïque présentait un programme révolutionnaire. Le gouvernement du Québec, en paroles plus qu'en actes, a amorcé un *révisionnisme tranquille*²⁶». En conséquence, il s'impatiente et hausse le ton d'un cran : «Evidently: ou bien on cherche à sauver la nation, ou bien on veut sauver ses fesses. Or, les évêques (je vous le donne en mille), que veulent-ils sauver ? Leurs petites fefesses, aussi *evidently* que tout à l'heure [...]»²⁷.

Le manifeste du MLF énonce, de manière programmatique, la position officielle du Mouvement. Il traduit aussi l'opinion personnelle de Godbout, qui en

²⁵ «Le Mouvement du 8 avril», *Le Réformiste*, (avril 1966), op. cit., p. 124.

²⁶ *Ibid.*, p. 132. Godbout souligne.

²⁷ «L'Égoïsme sénile», *Le Réformiste*, op. cit. (nov. 1963), p. 39.

est le principal rédacteur, sinon le seul. L'argumentation centrale qu'on y retrouve repose sur un diagnostic catégorique et sans appel :

Aujourd'hui les Québécois ne sont pas libres, il vivent au volant d'automobiles modernes, mais sous une loi dont l'esprit remonte au Moyen-Âge. Or lorsque, dans notre société, un individu pourra naître, se marier, avoir des enfants ou en adopter, se prévaloir des services sociaux et du droit, assurer à ses fils et ses filles l'école et le travail puis mourir SANS QU'INTERVIENNE OBLIGATOIREMENT L'ÉGLISE, la liberté de conscience [...] y sera respectée²⁸.

Plus tard, Godbout évoquera son adhésion au MLF en des termes qui traduisent assez bien son degré d'engagement à l'époque : «J'étais, dans le MLF, l'anticlérical bruyant. Je faisais crucifix de tout bois. J'agressais toute soutane. Pas un jésuite n'était à l'abri de mes invectives. Je les traquais jusqu'au fond de leurs âmes, dévoilant leurs objectifs infâmes²⁹». Mais au même moment, il se voit forcé de concéder que «Gérard Pelletier avait raison de nous dire les dangers de la laïcité³⁰», puisqu'il constate, non sans amertume, que malgré tous ses efforts le clergé réapparaît maintenant à de nouveaux postes de pouvoir : «Avec ou sans cravate, col romain retourné ou soutane retroussée, les voilà à Québec parce que l'air de Rome

²⁸ «Le Mouvement du 8 avril», *op. cit.*, p. 125. Les majuscules et le souligné sont de Godbout.

²⁹ «À suivre...», *Liberté*, 110, mars-avril 1977, p. 81.

³⁰ *Loc. cit.*

est devenu malsain³¹».

Si la préoccupation pour la laïcité restera présente par la suite chez Godbout, elle n'atteindra plus guère ce sommet. Dès le début d'ailleurs, se faisant en cela simplement pragmatique, Godbout sent la victoire à portée de mains. Il constate que les assises du clergé ne sont déjà plus aussi solides qu'autrefois : «Le simple fait que les évêques et la droite aient peur à ce point démontre pourtant la faiblesse de leur position : ils ne sont plus aussi sûrs qu'*au pays du Québec rien ne va changer*. Ils craignent la laïcité inévitable qu'impose peu à peu une civilisation industrielle à un peuple de culture médiévale³²». Cette assurance lui permet même déjà d'affirmer qu'aujourd'hui, «laïcité et indépendance sont les mamelles des intellectuels. Demain ce sera autre chose³³» et que s'il «restera bien quelques escarmouches à livrer, [...] la partie est gagnée d'avance³⁴».

La place du clergé aujourd'hui

De nos jours, au Québec, il est bien évident que le pronostic de Godbout s'est

³¹ *Ibid.*, p. 82.

³² «Le Bill 60 à Québec», *Le Réformiste*, (oct. 1963), op. cit., p. 34. Godbout souligne.

³³ «Un certain silence», *Le Réformiste*, 1994, p. 21. (*Cité libre*, en déc. 1961).

³⁴ «Notes éditoriales», *Liberté*, 13, janv-fév. 1961, p. 397.

réalisé : l'Église catholique a perdu une grande partie de son influence pour réintégrer la place qui lui est normalement dévolue au sein des sociétés occidentales modernes et développées. Mais le portrait de la réalité n'est pas aussi simple qu'il en a l'air. Si l'Église a bel et bien été éjectée de la sphère politique pour se cantonner dans les stricts domaines du spirituel et du social, il ne faudrait pas croire que son influence, entre autres dans le domaine de l'éducation, est désormais réduite à néant. Soumises à la loi de l'inertie, les structures du passé peuvent souvent avoir une influence plusieurs décennies par la suite, ne serait-ce que par reconduction tacite³⁵. Ainsi, le Mouvement laïque québécois d'aujourd'hui a dû se radicaliser, notamment sur la question de l'indépendance du Québec, qu'il pose désormais

³⁵ C'est ce que soutient Serge Cantin dans «La Fatigue culturelle de Jacques Godbout», (*op. cit.* p. 18) : «l'idéologie traditionnelle, conservatrice et préservatrice, qui a régné à peu près sans partage durant un siècle au Québec (disons en gros de 1840 à 1950), ne s'est pas évanouie dans la lumière de la Révolution tranquille. Le Nouveau Québec n'a pas éclipsé une fois pour toutes l'Ancien, aussi profonde qu'ait été la remise en question des valeurs et des institutions qui s'est opérée durant les années soixante». En ce sens, il ne faut pas s'étonner du fait que le MLF existe toujours aujourd'hui. Après sa dissolution en 1970, le MLF, six ans plus tard, renaît de ses cendres sous le nom de *Mouvement laïque québécois* (MLQ). Le système scolaire québécois serait aujourd'hui toujours confessionnel, si l'on se fie à ce que Daniel Baril, l'un des porte-parole du MLQ, en dit dans son livre *les Mensonges de l'Église catholique. Les insolences d'un militant laïque*, Montréal, VLB, «Parti pris actuels», 1995, 190 p. Chose certaine, deux critiques du *Devoir* se rendent au même constat que Baril après avoir lu son livre. Robert Saletti : «Trente ans après le rapport Parent et la création du ministère de l'Éducation, le Regroupement scolaire confessionnel est encore au pouvoir à la CECM et l'instance la plus influente de tout le réseau demeure peut-être l'assemblée des évêques» («L'École à côté de ses pompes», *Le Devoir*, samedi 18 février 1995, p. D-4) et Pierre Graveline : «Il faut le constater : la séparation entre l'État et l'Église, principe essentiel sur lequel sont fondées la plupart des démocraties contemporaines, reste largement à faire au Québec. Trente ans après la Révolution tranquille, il faut bien avouer que celle-ci a complètement avorté sur [ce] point pourtant crucial», («Les Mensonges de l'école catholique», *Le Devoir*, jeudi 23 février 1995, p. A-6).

comme préalable à la laïcisation complète du Québec³⁶. Godbout délaissera pourtant le combat laïque à partir du début des années soixante-dix, et n'évoquera par la suite son souvenir qu'en de rares occasions. Ce sera cependant à chaque fois avec éclat, en pesant bien ses mots dans l'exposé du sévère diagnostic qu'il pose envers l'Église. À cet égard, ses vieux démons le hantent toujours. Il lui arrivera par exemple d'en parler quand il flairera dans l'attitude de ses contemporains des relents de culture catholique hérités du passé : «[...] il n'est pas trop tard pour refuser le pari de Trudeau qui, lui, est prêt à sacrifier les Canadiens français sur l'autel du Canada, parce que le tout, croit-il, est plus grand que les parties. *C'est un vieux concept catholique*³⁷». De même pour l'idéologie du texte national, qu'il impute à l'héritage catholique : «En réalité il s'agit d'une *idée reçue*. D'une idée ecclésiale : le groupe, la famille, la protection du plus faible, l'intégrité à protéger, la réussite de l'individu qui retombe sur le groupe, c'est ce que l'Église nommait le corps mystique³⁸». Ou encore, comme ici, quand il cherchera à tirer des leçons du passé pour mieux expliquer le présent : «Le Québécois ne lit pas, probablement parce qu'il appartient

³⁶ «MLQ, Résolution de l'Assemblée générale (1990)», dans André Ferretti et Gaston Miron, *Les Grands textes indépendantistes, écrits, discours et manifestes québécois, 1774-1992*, Montréal, l'Hexagone, 1992, p. 224-226.

³⁷ «Journal d'hiver», *Liberté*, 148, août 1983, p. 58. Je souligne.

³⁸ «Le Réformiste : La question référendaire est-elle littéraire ?», *Liberté*, 128, mars-avril 1980, p. 110. Godbout souligne.

à une tradition catholique. Dans la tradition catholique le livre, l'interprétation du livre appartient aux prêtres et non à la population. Dans la tradition protestante chacun doit mettre le nez dans le livre, et y voir clair si possible³⁹». Il s'aventure parfois même jusqu'à affirmer que l'influence néfaste qu'a eue l'Église est à jamais imprégnée en chaque Québécois :

[Les Canadiens français sont] un peuple qui vit déjà dans l'éternité, et dont l'aventure historique est métaphysique. Il accepte que l'on défigure ses villages, de son passé il ne conserve rien, sinon ses chansons et son âme.

Après quatre cents ans d'Église il est peut-être en effet trop tard pour revenir sur terre⁴⁰.

Qui plus est, cette influence se ferait sentir, selon l'essayiste, dans plus d'une sphère de l'existence des Canadiens français :

Les prêtres [...] ont structuré un peuple messianique (voyez Trudeau) en le gardant dans une douce ignorance des biens de la terre et du véritable sens de l'aventure humaine, réussissant pendant plus d'un siècle à remplacer l'idée d'histoire (civile) par celle de l'Histoire sainte. Aujourd'hui encore, une fraction importante des souverainistes confond Moïse et René Lévesque. Or cela, cette confusion dangereuse et terrible, [...] menace tous les jours la marche entière d'un peuple⁴¹.

³⁹ «Colloque de la rencontre québécoise internationale des écrivains : *Écrivain et lecteur* (troisième séance)», *Liberté*, 118-119, juillet-oct. 1978, p. 111.

⁴⁰ «Les Bons sauvages», *Liberté*, 131, sept.-oct. 1980, (Spécial NON donc?) p. 10-11.

⁴¹ «En toute liberté : Lettre ouverte», *Liberté*, 112-113, juillet-oct. 1977, p. 369.

Enfin, Godbout ne pourra pas esquiver cette question (incontournable, il faut le reconnaître) quand il lui arrivera de revenir sur la période qui a précédé la Révolution tranquille, comme ici dans le portrait qu'il en brosse :

Les routes et la civilisation industrielle eurent raison de notre absence au monde.

Cela ne se fit pas d'un seul coup : des historiens catholiques, dont le plus grand magicien fut certainement le chanoine Lionel Groulx, tentèrent à toute vitesse, voyant notre espace/temps remis en question, de nous donner un rêve américain, une promesse, un espace missionnaire, un temps chrétien. Et ces messieurs de nous fabriquer une mythologie de l'absence à l'histoire et de présence au ciel, c'est-à-dire à l'intemporel qui n'était pas piquée des vers. [...]

Nos héros ne mouraient pas pour la cité terrestre, nos soldats ne créaient pas l'histoire, nos luttes n'avaient aucune ambition territoriale : nous étions les soldats du Christ.

Cela fait des crises de soldats : jamais prêts à se battre, pas plus en 1914 qu'en 1940, car à quoi bon aller se faire tuer pour céder en héritage à ses enfants, restés à la maison, un espace céleste ! [...]

«L'essentiel c'est le ciel» disaient nos évêques, «dans ce cas-là on va rester chez nous», répondaient les habitants [...] ⁴².

Mais du Québécois d'alors, c'est à dire de «Séraphin Poudrier et sa culture» à celui d'aujourd'hui, dit-il, «il y a un monde, celui qui sépare le ciel de la terre⁴³». Si bien que le portrait que Godbout dresse dans cet article du Québécois d'aujourd'hui est pratiquement exempt de la dimension religieuse. Ainsi, si «les années cinquante

⁴² «Entre l'Académie et l'Écurie», *Liberté*, 93, mai-juin 1974, p. 19 et *le Réformiste*, op. cit., p. 234.

⁴³ *Ibid.*, p. 20.

avaient été celles des confessionnaux et des sermons, les années soixantes seraient celles du parler et des discussions [...]»⁴⁴.

Une fois la lutte anticléricale mise au rancart, Godbout devient de plus en plus sensible à ce qu'il perçoit comme l'émergence d'une nouvelle religion. Ce nouveau dogme n'est plus commandé à partir de Rome, mais de Californie : «Les curés sont comme l'hydre de Lerne : vous leur coupez une tête, dix repoussent. [...] Aujourd'hui, la religion s'est déplacée : c'est la télévision. Le tabernacle, on le branche dans son salon. La foi était catholique romaine, elle est maintenant cathodique américaine. [...] On n'en finira jamais avec les curés, mes frères⁴⁵». La préoccupation de Godbout envers ce «murmure marchand», au centre duquel se trouve la télévision, fera l'objet de la dernière partie de cette recherche. Retenons simplement pour le moment qu'elle occupera une place prépondérante dès 1965, mais surtout à partir de 1975, et jusqu'à aujourd'hui, dans les essais de Godbout à *Liberté*.

⁴⁴ «Or le cycle du sirop d'érable dure donc», *Liberté*, 100, juillet-août 1975, p. 6, et *Le Réformiste*, op. cit, p. 256.

⁴⁵ «Pour une religion laïque», *Liberté*, 145, janv.-fév. 1983, p. 48-49.

2) Le projet politique de Godbout : «l'indépendance» du Québec

Il n'est pas indifférent que laïcité et nationalisme de gauche aient surgi en même temps. C'était là deux expressions d'un vouloir-vivre normal puisque nous, Québécois, étions dos au mur, n'ayant le choix qu'entre le sursaut d'énergie et la disparition totale.

Jacques Godbout, «Le Mouvement du 8 avril (1966)», *Le Réformiste*, p. 128.

La nation remplaça l'Église, l'indépendance la paroisse, et la nationalisation de l'électricité la communion des saints.

Idem, «Or le cycle du sirop d'érable dure donc», *Liberté*, 100, juillet 1975, p. 7.

En 1961, la lutte anticléricale n'est déjà plus prioritaire pour Godbout, l'Église ayant fini par perdre la plus grande partie de son influence politique pour se cantonner désormais strictement au domaine spirituel : «Hier le problème primordial était la domination du catholicisme clérical. Aujourd'hui déjà, il est passé au second plan⁴⁶». Une nouvelle priorité ne tarde pas à passer au premier plan pour lui : «Nous mettons la moitié de nos énergies à ne pas déplaire aux Anglo-Saxons qui eux mettent la même énergie à éviter de nous marcher sur les pieds de trop évidente façon⁴⁷». Ce constat me permet d'enchaîner avec la deuxième dimension de la

⁴⁶ «Notes éditoriales», *Liberté*, 13, janv.-fév. 1961, p. 397.

⁴⁷ *Loc. cit.*

conversion de Godbout : de *fédéraliste*, il dit être devenu *indépendantiste*. Par rapport aux positions traditionnelles des Canadiens français et des Québécois, ce changement de cap est radical. Godbout n'hésitera pas à s'engager dans cette voie, du moins dans les années soixante, puisqu'il pense alors qu'à «cause de l'aventure même de notre nation, il nous est difficile, je crois, de refuser l'engagement. En fait, le créateur, ces années-ci n'a qu'un choix : être engagé ou être barouetté⁴⁸». «Ces années-ci», en effet : par la suite, l'écrivain aura de nouveau le choix, et Godbout sera parmi les premiers à prendre ses distances par rapport à l'engagement social et politique.

Origine de l'éveil d'une conscience nationale

Le Québécois est un adolescent de 14 ans qui a décidé de vivre ce que ses ancêtres ont refusé, *l'Amérique*.

Jacques Godbout, «Entre l'Académie et l'Écurie», *Liberté*, 93, mai-juin 1974, p. 21.

Pour bien comprendre l'importance historique de la conversion de Godbout,

⁴⁸ «L'Engagement et le créateur devant l'homme d'ici», *Liberté*, 27, mai-juin 1963, p. 238. Je souligne.

de l'équipe de *Liberté*⁴⁹ de même que de l'ensemble de la fraction intellectuelle de gauche de sa génération à l'idée de l'indépendance politique, il faut remonter loin en arrière en essayant de retracer le moment où une conscience nationale s'éveille chez les Canadiens français. Je ne reprendrai pas ici l'interminable débat qui oppose ceux qui cherchent à établir avec précision à quelle époque elle est née⁵⁰. Disons simplement, à l'instar de Fernand Dumont, que passé un certain stade, «la symbolique nationale s'insinue jusque dans la littérature⁵¹». Au Québec, ce

⁴⁹ Lors d'une rencontre des membres fondateurs de *Liberté* tenue en 1974, ceux-ci se rappellent que lors de la fondation de la revue, ils se disaient tous, à des degrés divers, anti-séparatistes, universalistes et pancanadianistes : «Bref, le point de vue de Trudeau en réalité» («La 150e réunion» (collectif), *Liberté*, 95-96, sept.-déc. 1974, p. 12), points de vue qu'ils ont rejeté l'un après l'autre avec force depuis. Au pancanadianisme, *Liberté* opposera vite l'indépendantisme. Dès 1964, le passage d'Aquin aura eu son petit effet : «la revue est acquise au double versant de la Révolution tranquille : son discours, lorsqu'il est politique, sera toujours axé dans le sens de l'indépendance» (Jean-Marcel Paquette, *op. cit.*, p. 74), si bien que quand Godbout relèvera ce passage du premier numéro de *Liberté* : «*Liberté* 59 est une revue nationale et à cette fin, elle désire s'assurer la collaboration des intellectuels canadiens, qu'ils soient de Montréal, de Winnipeg ou de Vancouver», Jean-Guy Pilon bondira : «Hostie ! Pourquoi pas de Côte-des-Neiges !» («La 150e réunion», *ibid.*, p. 14).

⁵⁰ Heinz Weinmann (*op. cit.*, p. 184) est de ceux qui ont tenté d'y voir clair : «*Quand commence le Québec ?* Aucune question ne divisera plus les Québécois que celle de son point d'origine [...]. Parmi les souverainistes, il y a ceux qui font commencer le Québec à ce jour J de l'indépendance; d'autres font coïncider son début avec les premières élections que le Parti Québécois a remportées en novembre 1976. Bien des historiens ont trouvé dans la Constitution de la Confédération canadienne (1867) et la création d'un gouvernement du Québec la coupure inaugurale qui donne naissance au Québec. (A. Linteau, R. Durocher et J.-C. Robert, *Histoire du Québec contemporain*). D'autres encore, dont notamment Lionel Groulx, voient dans le hiatus de la Conquête de 1760 les aurores d'un Québec renaissant de ses cendres, tel un phénix. Enfin, il a ceux, pour qui le Québec naît l'année de la fondation de Québec (1608). (Denis Vaugeois et Jacques Lacoursière, *Canada-Québec. Synthèse historique*)».

⁵¹ Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, *op. cit.*, p. 15.

phénomène a mis du temps à apparaître mais son origine reste facile à retracer. La conquête anglaise de 1760 lui a donné un premier élan : les Canadiens, vaincus, se sont vus forcés de redéfinir prématurément leur identité par opposition aux vainqueurs, sans quoi ils se condamnaient à disparaître. Leur nouvelle identité se constituera dès lors lentement jusqu'à la rupture de 1837-38 qui, loin de mettre un terme à ce processus, lui donnera une nouvelle impulsion. De Canadiens qu'ils étaient depuis la fondation de Québec (1608), ils allaient alors devoir se dire Canadiens français, obligés qu'ils devenaient de se différencier par rapport à un voisin anglo-saxon qui allait bientôt les dépasser en nombre⁵². Cette différenciation progressive entraînera, vers le milieu du XIXe siècle, l'émergence d'écrivains qui se mettent à transposer systématiquement dans leurs œuvres les traits de leur collectivité, qui chercheront à donner un sens à la vie collective. On ne parle plus alors seulement «de la *présence* de l'écriture mais d'un *programme* d'écriture en corrélation avec un programme de société⁵³». Frappés d'inexistence par

⁵² Encore en 1843, François-Xavier Garneau publiera une *Histoire du Canada* qui décrit uniquement l'histoire des francophones du Canada. Au recensement de 1861, les *Canadiens* furent dépassés en nombre par les *Canadians*. Dès lors, les Canadiens n'avaient plus le choix de reconnaître officiellement l'existence d'un autre type de Canadiens qu'eux : les Canadiens anglais, ce qui, par ricochet, les transformait en Canadiens français. Sur les différents noms qu'ont porté à travers l'histoire les Québécois, voir Robert Major, «Québécois ou Canadien français : note sur l'identité québécoise et la fortune d'un vocable», dans *Contemporary French Civilisation*, automne 1977, II, 1, p. 59-72.

⁵³ Fernand Dumont, *op. cit.*, p. 316.

l'évanouissement de tout espoir d'une autonomie politique après l'intervention armée de l'Angleterre en 1837-38, les Canadiens français allaient maintenant tenter d'assumer leurs différences en se dotant d'un projet d'autonomie littéraire. Je retiendrai donc les premières décennies du XIX^e siècle comme marquant l'apparition d'une conscience véritablement nationale chez les Canadiens français.

La conquête de 1760 a aussi inauguré les débuts d'une longue survivance. La première fois que les Canadiens français tenteront collectivement d'en sortir, soit par les rébellions des Patriotes de 1837-1838, l'aventure s'avérera un cuisant échec qui entraînera dans son sillage l'Acte d'Union, qui aura comme effet de les rendre peu à peu minoritaires au Parlement. À deux reprises donc, les Canadiens français n'eurent, comme le dit Godbout à propos de 1960, «le choix qu'entre le sursaut d'énergie ou la disparition totale». Cette continuité historique où domine une constante quête d'identité permet de comprendre l'adhésion d'une très mince majorité des élus francophones du Bas-Canada à l'entente fédérative de 1867 (26 contre 22⁵⁴). Dans la deuxième moitié du siècle, les héritiers du parti Patriote du début du XIX^e siècle se regroupent sous la bannière du parti Rouge. Il rassemblera «un moment les opposants au nouveau statut minoritaire imposé au Canada français⁵⁵».

⁵⁴ Voir Jean-Claude Robert, *op. cit.*, p. 141 et Denis Monière, *op. cit.*, p. 200.

⁵⁵ Jean-Claude Robert, *op. cit.*, p. 280.

Or, l'AANB consentait aux Canadiens français, à défaut de l'autonomie complète, un demi-gouvernement (provincial) dans lequel ils se retrouveraient majoritaires. Bien qu'elle ne les satisfît qu'à demi (puisqu'elle représentait un recul par rapport aux pouvoirs conférés par l'Acte constitutionnel de 1791), les «Rouges» allaient se contenter de cette «entente» (temporairement, pensaient-ils) à défaut de mieux, sentant bien que la défaite de 1837-38 écartait pour un temps de l'horizon politique l'indépendance complète dont ils rêvaient. L'indépendance politique allait même devenir «la voie interdite dans l'avenir du peuple canadien-français⁵⁶», la seule voie permise étant bien sûr la collaboration et l'union avec les autres colonies britanniques. 1867 allait au moins faire en sorte que le gouvernement du Québec allait pouvoir continuer d'être leur gouvernement national et Québec, la capitale d'une éventuelle république québécoise⁵⁷. L'histoire récente montre aujourd'hui que, si les attributs et les pouvoirs d'une province ont longtemps suffi aux Canadiens français, ils ont commencé à s'y sentir à l'étroit à partir des années 1950. C'est à ce stade qu'entre en scène la génération de Godbout.

⁵⁶ Jean-Claude Robert, *op. cit.*, p. 14.

⁵⁷ Jean Bouthillette, dans *Le Canadien français et son double* (Montréal, l'Hexagone, 1972, 102 p.), a bien montré que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique portait en germe la différenciation nationale des Canadiens français par la reconnaissance à l'article 92 de l'autorité du gouvernement du Québec sur seize sphères de compétence précises comme la santé et l'éducation.

Le nouveau nationalisme des années 1960

Le rejet du passé

Or pour ceux-là qui ne le savaient pas, mieux vaut ne pas monter les escaliers à reculons. Le passé n'existe pas, il a existé. Il ne compte pas, il a compté.

Jacques Godbout, «Notes éditoriales», *Liberté*, 12, nov.-déc. 1960, p. 317.

C'est pour que l'homme soit encore humain que la jeunesse du Québec veut faire, par l'indépendance, un autre pays.

Idem, «Pour une révolution culturelle», *Le Réformiste*, (janv. 1968), p. 172.

Nous avons vu plus haut que la société québécoise du début des années soixante, sur le plan religieux, est toujours habitée par l'esprit de ce que j'ai appelé, à la suite d'André Belleau, «l'Ancien Québec», c'est-à-dire qu'elle reste sous l'emprise des «trois dominantes de la pensée canadienne-française : l'agriculturisme, le messianisme et l'anti-étatisme⁵⁸». Cela est aussi éminemment vrai sur le plan politique. Tous les régimes en place depuis 1867 s'accommodent fort bien du fédéralisme canadien instauré par l'AANB, ne cherchant jamais sérieusement à le remettre en question. Jean-Claude Robert a bien remarqué que «l'appartenance du

⁵⁸ Denis Monière, *op. cit.*, p. 169 et Jean-Claude Robert, *op. cit.*, p. 55.

Québec à la Confédération est un dogme de la pensée nationaliste traditionnelle⁵⁹». À cet égard, même Honoré Mercier (1887-1891), nationaliste déclaré, «fait montre d'un nationalisme qui s'insère dans le cadre fédéral et ne le remet pas en cause⁶⁰». Plus près de nous, on pourrait dire exactement la même chose de Maurice Duplessis qui, tout en réclamant le respect et le renforcement des pouvoirs accordés aux provinces, «ne s'oppose aucunement au fédéralisme et à la Constitution de 1867 parce qu'il privilégie avant tout la stabilité et l'ordre⁶¹». Godbout rejette sans équivoque cette quasi-unanimité des générations qui ont précédé la sienne : «La Confédération n'a jamais, bien au contraire, ennuyé Duplessis en sa douce dictature. Alors l'un pour l'autre, au plan politique, l'indépendance vaut peut-être mieux que l'énorme dissolution dans laquelle nous sommes depuis si longtemps engagés⁶²».

Godbout dresse un sombre bilan de la période qui a vu le Canada français choisir la collaboration avec la majorité canadienne-anglaise et la dépendance qu'elle a entraînée. Il rejette en fait le nationalisme traditionnel centré sur la famille, la religion et l'agriculture au profit d'un nouveau nationalisme progressiste, de type

⁵⁹ Jean-Claude Robert, *op. cit.*, p. 169.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 156.

⁶¹ Denis Monière, «L'Idéologie de Maurice Duplessis», *op. cit.*, p. 298.

⁶² Jacques Godbout, «La Conversion préalable», *Liberté*, 21, mars 1962, (no spécial : le séparatisme), p. 124.

libéral et autonomiste. Après les dépendances successives par rapport à Paris (1534-1760), Londres (1760-1840) et Rome (1840-1950), celle par rapport à Ottawa, dernière en lice (depuis 1867), sera donc vue par Godbout comme le principal obstacle à l'émancipation des Québécois et la principale cause de leur aliénation.

L'originalité du nationalisme québécois : le nationalysme «avec un i grec»

Le questionnement identitaire qui anime les Québécois au début des années soixante est à bien des égards semblable à celui qui est apparu un siècle plus tôt, alors que les Canadiens devenaient des Canadiens français sous la poussée démographique des Canadiens de langue anglaise. Ces deux passages se traduisent par le même genre d'hésitation et de flottement entre l'ancienne et la nouvelle identité. On ne renonce pas du jour au lendemain à une identité qui a fait l'affaire durant plus de trois cents ans. Godbout est depuis peu collaborateur à *Liberté* au moment où cette nouvelle «crise» identitaire atteint son paroxysme. Aussi ne faudra-t-il pas se surprendre que ses essais soient à l'occasion traversés par cette profonde ambivalence des Québécois : «Nous savons ce que nous voulons obtenir en tant que *Canadiens français québécois*⁶³». Aux abords du référendum de 1980, soit près de quinze ans plus tard, Godbout hésitera encore entre les deux termes quand il parlera

⁶³ «Le Mouvement du 8 avril» (avril 1966), *Le Réformiste*, op. cit., p. 129. Je souligne.

de «la culture québécoise canadienne-française⁶⁴», justement dans un contexte où la lutte référendaire se déroule entre les partisans de deux visions opposées de l'identité culturelle du Québec, soit ceux qui la qualifient depuis peu de québécoise et ceux qui la définissent toujours comme canadienne-française.

On comprendra alors aisément que le nouveau type de nationalisme qui émerge au début des années soixante est un concept flou en instance de définition. La nature ayant horreur du vide, Godbout entreprend donc de définir ce concept. Il s'enquiert de la définition qu'en donne le *Petit Larousse*, pour constater que le nationalisme est entaché d'un sens qu'il rejette avec dédain :

nationalisme : n.m. Doctrine qui se réclame essentiellement de la tradition et des aspirations exclusivement nationales.
(Le petit Larousse)

Évidemment. C'est gênant. Je me disais : je vais leur prouver que le nationalisme est un sentiment positif, utile et nécessaire. Ah Laurendeau et Pelletier n'ont qu'à bien se tenir ! Et puis j'ai ouvert le dictionnaire, et quand j'ai lu cette définition du nationalisme, avec celle du national-socialisme quelques lignes plus bas [...] la tradition exclusive et le repli sur son nombril ! Très peu pour moi !⁶⁵

⁶⁴ «La Question référendaire est-elle littéraire ?», *Liberté*, 128, mars-avril 1980, p. 110.

⁶⁵ «La Conversion préalable», *op. cit.*, p. 122-123. Il est à noter que Godbout retient seulement le sens le plus péjoratif de nationalisme qu'on retrouve dans les dictionnaires. Ce n'est que dans la première définition (parmi trois) qu'en donne par exemple le *Grand Robert de la langue française* (1994) qu'on précise que le nationalisme est «accompagné parfois de xénophobie et d'une certaine volonté d'isolement». Il est cependant vrai que les dictionnaires du milieu du siècle condamnaient plus facilement qu'aujourd'hui le nationalisme, celui-ci ayant engendré des excès comme le nazisme.

Godbout n'en reste pas moins sur ses positions : « Je restais persuadé d'une part, [que le nationalisme] était une saine identification à soi-même ; d'autre part, je n'en avais aucune preuve ». Cherchant à contourner cet écueil, il créera un néologisme, démontrant par là la radicale nouveauté de la réalité qu'il cherche à décrire :

Je me suis dit : le scorbut, oui, le nationalisme, non. [...] D'où je serai forcé de parler d'un nationalisme qui n'est pas celui des dictionnaires. Qui n'existe pas, *qui est une revendication du droit de pouvoir un jour rejeter le nationalisme* ! Ce désir donc, qui se traduit par un besoin de libération nationale nous le dirons «nationalysme», avec un i grec, pour plus de clarté⁶⁶.

Godbout inventera par la suite d'autres mots afin de mieux rendre une idée ou pour jouer d'ironie, ce qui n'est pas sans fonder par ailleurs en partie l'originalité de son œuvre essayiste. Dans la même catégorie que le mot précédent, par exemple, il parlera de la «nationalite», (avec tréma, comme dans «crise aiguë») pour décrire «l'incapacité organique d'accepter la réalité nationale et de l'*orienter*⁶⁷», maladie dont

⁶⁶ *Ibid.*, p. 123. Godbout souligne. Cette ambiguïté bien réelle entourant le sens du mot nationalisme sera résolue par les indépendantistes à l'aide du raisonnement suivant : «L'indépendantisme n'est pas comme le nationalisme un mouvement ethnique, assimilant les luttes pour la sauvegarde de la nation aux luttes pour la sauvegarde de la langue et autres caractéristiques et valeurs culturelles, sociales ou religieuses. L'indépendantisme, c'est une volonté et une stratégie de conquête du pouvoir étatique pour libérer la nation québécoise de toutes les tutelles qui entravent sa puissance à prendre entièrement charge d'elle-même [...]». (Andrée Ferretti et Gaston Miron, «Introduction», *Les Grands textes indépendantistes, écrits, discours et manifestes québécois, 1774-1992*, Montréal, l'Hexagone, 1992, p. 19).

⁶⁷ «Cité libre était au pouvoir», *Liberté*, 39, mai-juin 1965, p. 205. Godbout souligne.

l'équipe de *Cité libre* serait selon lui affectée en 1965.

Un fédéralisme sclérosé et aliénant

Et c'est moi qui suis femme de chambre à Ottawa, comme la négresse à New York. De serviteur je tends même à devenir esclave : je prends peu à peu pour acquis que c'est à moi de porter les bagages de Monsieur.

Jacques Godbout, «La Conversion préalable», *Liberté*, 21, mars 1962, p. 125.

Pour Godbout, le nationalisme «avec un i grec», qui lutte contre le fédéralisme canadien et pour l'indépendance du Québec, est entravé par la présence de l'ancien nationalisme, dont les partisans, au contraire, «chante[nt] les louanges du statuquofédérastique⁶⁸». Si le fédéralisme à la canadienne est perçu comme sclérosé et aliénant par les partisans du nationalisme naissant, c'est que Godbout, comme ses pairs, est persuadé que l'AANB se place dans la droite ligne de l'esprit de l'Acte d'Union : «[...] les gouvernements successifs à Ottawa, jusqu'à celui de King, de St-Laurent, de Diefenbaker et de Pearson, ont tenté d'appliquer des recommandations [du rapport Durham] *sans en avoir l'air*». Or, «l'essayiste politique qu'était Durham ne faisait que suggérer une solution que tout Canadien français a

⁶⁸ Jacques Godbout, «Les Mots tuent», *Le Réformiste*, op. cit., p. 60 et *Liberté*, 31-32, mars-avril 1964, p. 143.

envisagé au moins une fois dans sa vie, dans un état de découragement plus ou moins profond : *la disparition totale des Canadiens français pour leur bien, et celui de l'Amérique, et puis surtout, pour éliminer le problème, en éliminer les éléments* !⁶⁹». Dans ce contexte, pour Godbout, le procès est clos. Nul besoin de s'étendre longtemps sur l'importance de combattre une entente qui ne peut avoir, à court, moyen et long terme que des conséquences néfastes pour le peuple québécois.

La prise de conscience de l'aliénation

Le concept de l'aliénation peut être défini comme la situation ou l'état de l'individu qui, par suite des conditions extérieures (économiques, politiques, religieuses, linguistiques ou culturelles), cesse de s'appartenir et devient étranger à lui-même. Ses manifestations, diffuses et changeantes, sont souvent difficiles à identifier. L'aliénation, à plus forte raison lorsqu'elle est collective, est du ressort de l'inconscient, et y demeure jusqu'à ce que quelqu'un ou quelque chose vienne l'en débusquer. Le seul moyen de lutter contre elle consiste donc à la dévoiler en la portant au grand jour, en la révélant aux yeux de tous. Godbout est le premier à reconnaître qu'il a mis du temps avant de prendre conscience de sa propre

⁶⁹ « La Commission Durham-Laurendeau », *Liberté*, 37-38, janv.-avril 1965, p. 67. Godbout souligne.

aliénation, et surtout pour constater qu'elle était directement reliée à celle de son peuple :

J'étais - nous étions - (avec un peu de retard) à l'heure de Paris. J'écrivais des poèmes qu'un Belge aurait pu écrire. J'étais citoyen du monde, homme universel, j'avais vingt ans, je partis en Europe, puis en Afrique, j'avais honte du Québec, comme on a honte de sa famille quand on est aliéné, et qu'on reçoit «de la belle visite» dans la cuisine. [...]

J'avais honte de notre langue, de notre politique, de notre pourriture, et j'aurais contresigné cent fois les articles de P.E. Trudeau dans *Cité libre* (1952) quand il voulait nous sortir de notre «marde», qu'il appelait l'immoralisme québécois. Mais je ne connaissais pas *Cité libre*.

Revenant au pays, en 1958, j'appartenais à cette race de *retours d'Europe* qui embrassait le Québec du regard avec aux lèvres un «Salut bande de caves !» retentissant. À cette époque j'écrivis même un long article que j'intitulai «Les demi-civilisés» et que je voulais publier dans *Liberté*. Mes amis, et particulièrement Jean-Guy Pilon et André Belleau me conseillèrent de «dormir sur le texte», d'attendre,... Je ne le représentai jamais. Je *commençais de reconnaître* que la marde, ça doit s'assumer...⁷⁰

Nous sommes en 1959. Godbout «commence tout juste de reconnaître» l'aliénation de son peuple. Mais il lui faudra plus encore pour en saisir l'évidence, pour la percevoir dans toutes ses ramifications. Des amis devront le secouer un peu :

C'est ce qu'on gagne à lire le *Montreal Star* quand on a douze ans, à admirer les anglais pour tout et rien et à compter dans la famille un premier ministre libéral : un jour on saisit d'un seul coup

⁷⁰ «Écrire», *Liberté*, 76-77, juillet-oct. 1971, p. 141. Je souligne.

l'aliénation totale, et l'on voit comme le Québec ne peut exister que s'il se tient debout. Je dois d'ailleurs cette prise de conscience à André D'Allemagne et Pierre Bourgault [...] ⁷¹.

Cette révélation faite sur le plan personnel, il restait alors à la diffuser. Jacques Godbout assume le rôle sensibilisateur que son engagement à *Liberté* suppose : « nous sommes [...] de cette espèce pour qui la générosité consiste à réveiller les gens ⁷² », car « que pouvaient faire cent écrivains pour assainir la situation (dramatique) dans laquelle ils végétaient, croupissaient, sinon dire : "Camarades, citoyens, nous sommes tous aliénés, exploités, méprisés. Vous l'êtes, en fait, plus que nous" ⁷³ ? ». La revue *Parti pris* aura, à cet égard, l'originalité d'afficher encore plus ouvertement sa volonté de désaliéner l'homme québécois, le « Québécois ⁷⁴ », s'acceptant, après celle de *Cité libre*, « comme la deuxième

⁷¹ *Ibid.*, p. 143.

⁷² « Notes éditoriales », *Liberté*, 14, mars-avril 1961, p. 475.

⁷³ « Les Mots tuent », *Liberté*, 31-32, mars-avril 1964, p. 141.

⁷⁴ Jacques Godbout, « Notre libération », *Liberté*, 81, mai-juin 1972, p. 31. Godbout définira ailleurs les traits dominants de l'*Homo quebecensis* : « le sens du tragique que nous avons, l'influence de la lumière du nord sur des Latins buveurs de bière, l'antimimétisme qui nous caractérise (faisant de nous des Américains à Paris et à New York nous transformant en Français d'origine), notre indiscipline, notre refus de combattre ou parfois même de travailler - nos façons d'être colonisés en somme -, tout cela, jusqu'aux modes du vêtement qui alternent ici entre l'Europe et l'Amérique, nous a sûrement modelé un état d'esprit » (« Lettre ouverte à François Truffaut », *Le Réformiste*, op. cit., p. 77. D'abord paru dans *Les Lettres françaises* en octobre 1964).

génération qui conteste globalement l'être-au-monde québécois⁷⁵». Ainsi, *Parti pris* «décide d'être la conscience regardante de la société québécoise, d'être le regard qui révélera cette société à elle-même et précipitera sa prise de conscience révolutionnaire. La littérature sera donc action par dévoilement⁷⁶».

Godbout tâchera lui aussi, au début des années 60, de «réveiller les gens» pour leur montrer en quoi la nation québécoise est aliénée, tout comme on le lui a appris. Les multiples facteurs qui entraînent cette aliénation la rendent complexe et difficile à décrire. Parmi ceux que Godbout a identifiés dans ses essais, on compte le régime politique en vigueur : «La solution de Durham était humanitaire, elle avait l'avantage de vraiment être une solution. La confédération de 1867, elle, n'a rien résolu puisque nous en sommes toujours au même point⁷⁷»; la réalité démographique : «les 190 millions d'anglophones pèsent lourd sur la grammaire et la syntaxe de cinq millions de francophones⁷⁸»; le fait que «l'ennemi» n'est pas seulement l'Autre (le Canadien anglais, l'étranger, etc.) mais aussi le Même (le Canadien français au service de l'Autre) : «Aujourd'hui, sachant que l'ennemi de la

⁷⁵ Robert Major, *Parti pris : idéologies et littérature*, op. cit., p. 20.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 79.

⁷⁷ «La Commission Durham-Laurendeau», *Liberté*, 37-38, janv.-avril 1965, p. 72.

⁷⁸ «Notre créole : le joual», op. cit., p. 64. (*Les Lettres françaises*, avril 1964).

nation canadienne-française est la nation qui l'a conquise *et ses serviteurs*⁷⁹»; la passivité des Québécois eux-mêmes : «Notre pays est pauvre parce que nos instituteurs n'ont aucune pensée politique, ne sont pas engagés dans le social. [...] Nègres blancs d'Amérique, il faudrait quand même que nous nous accordions les institutions nécessaires. C'est très bien de crier que l'ennemi nous étouffe : mais peut-être sommes-nous à nous suicider⁸⁰»; l'emprise de la culture américaine en général, de la musique en particulier, sur les âmes québécoises : «[Léo Ferré] parle à mon intelligence, [Frank Sinatra] a toute mon enfance pour lui. [...] Du biberon à mon premier rye-whisky, j'ai tété (*sic*) de l'américaine : c'est, je suppose, ce qu'on nomme l'aliénation par le rythme⁸¹»; le joual, qui est l'illustration par excellence de l'aliénation du peuple québécois : «en être rendus à faire *consciemment* une littérature créole n'est qu'un autre aveu de nos frustrations, une autre preuve de l'aliénation culturelle dont sont atteints ses plus *sérieux* représentants⁸²»; et le bilinguisme, qui corrode l'outil principal de libération qu'est la langue : «Et nos mots français, ces mots dégradés, pourris par le bilinguisme, tuent depuis longtemps toute pensée originale en ce pays. [...] puisque, songez-y, un langage plus un

⁷⁹ «La Haine», *Le Réformiste*, op. cit., (*Parti pris*, nov. 1964), p. 89. Godbout souligne.

⁸⁰ «Joyeux anniversaire», *Liberté*, 15-16, mai-août 1961, p. 578-579.

⁸¹ «Opinion II : La chanson», *Liberté*, 46, juillet-août 1966, p. 77.

⁸² «Les Mots tuent», op. cit., p. 149. Godbout souligne.

langage ne font pas deux pensées, mais une *absence de pensée*⁸³». Tout cela pour revenir encore et toujours au constat de départ, c'est-à-dire que «le B[ritish] N[orth] A[merica] A[ct] n'est que le certificat de baptême d'une fausse couche : *la bikoulture, for everyone*⁸⁴». Mais, plus que tout, la force avec laquelle Godbout prend conscience de l'aliénation des Canadiens français procède de sa lecture essentiellement pessimiste de l'histoire des Québécois et de la situation déshumanisante qui en découlerait. Ce constat lui semble d'une évidence telle qu'il ne juge pas pertinent de l'approfondir, comme ici dans «la Conversion préalable», quand viendra le temps de montrer ce qui devrait amener chaque Québécois à se convertir au laïcisme, à l'indépendance et au socialisme : «Évitons de décrire notre état minoritaire, notre infériorité numérique, financière, linguistique et raciale dans le grand tout (nirvâna) canadien⁸⁵».

Devant un portrait d'ensemble aussi alarmant, comment arriver à dépasser cette aliénation multiforme ? La seule issue que Godbout entrevoit consiste à rejeter énergiquement le statut de Canadien français, puisque, pour lui, être Canadien français «c'est, d'une certaine façon accepter l'aliénation mentale comme état de fait» et que «si on peut vivre une dichotomie, si on peut être schizophrène et gagner sa

⁸³ *Ibid.*, p. 141. Godbout souligne.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 143. Godbout souligne.

⁸⁵ «La Conversion préalable», *Liberté*, 21, mars 1962, p. 125.

croûte, si on peut être aliéné et s'imaginer libre dans la ville, on ne saurait pourtant s'épanouir. Un Canadien français ne s'épanouit pas, il ne peut jamais s'épanouir, il survit⁸⁶». Pour rassembler cette identité fragmentée, il s'avère donc essentiel de se dire Québécois : «En termes psychanalytiques il faut offrir au schizophrène qu'est le Canadien français, parce qu'il tente de vivre simultanément les deux pôles d'une personnalité déchirée où tantôt l'anglais, tantôt le français domine, [...] la possibilité d'une personnalité totalisante, la québécoise⁸⁷». Ce parti pris permet aux Québécois de renouer avec la situation antérieure à la Conquête, d'effacer en bonne partie la crise identitaire qui l'a suivie : «Les Québécois, ce sont des Canadiens français réconciliés avec leurs ancêtres qui n'étaient pas schizophrènes (eux), qui se disaient *habitants*, c'est-à-dire canayens. C'est quand le trait d'union est apparu qu'est apparue la maladie⁸⁸». Ainsi, au début des années soixante, par la force des choses, Godbout se *découvre* indépendantiste, découverte qui viendra ajouter au désir de réformes présent dans ses essais.

⁸⁶ «Entre l'Académie et l'Écurie», *Liberté*, 93, mai-juin 1974, p. 32.

⁸⁷ *Loc. cit.* Même conclusion chez Jean Bouthillette («Reconquête», *Le Canadien français et son double*, op. cit., p. 93 à 97) pour qui la seule façon de renverser la vapeur consiste à adopter l'identité de Québécois et ainsi s'assurer la reconquête d'une identité usurpée par l'histoire et le régime politique.

⁸⁸ «Entre l'Académie et l'Écurie», op. cit., p. 32.

Le nationalisme québécois de 1970 à 1980

Le nationalisme prend forme politique

Après une décennie complète à avoir parlé d'indépendance et à l'avoir analysée sous tous ses angles et toutes ses coutures, Godbout se sent essouffé. Il se dit littéralement envahi par ce qu'il appelle «*l'impatience des demi-libérés... Car qu'a-t-on fait au Québécois depuis 10 ans ? On lui a rallongé la chaîne, il a donc des illusions de liberté, mais chaque fois, au bout de sa course, il s'étouffe un peu plus car il court de plus en plus vite, pourtant il est toujours attaché*⁸⁹». Godbout constate donc qu'il y a eu accélération des événements mais que sur l'essentiel, sur les questions de fond, le problème reste entier. Viendra la Crise d'octobre 1970, que Godbout, comme toute l'équipe de *Liberté*, ressentira comme une dure épreuve. Jusque-là, l'élan de la Révolution tranquille n'avait rencontré que peu d'obstacles sur son chemin, les Québécois prenant peu à peu en mains leur destinée : «*Mais vint Octobre, comme vint la conquête. [...] Québécois, nous ne sommes déjà plus chez nous*⁹⁰». Après deux longs mois de silence⁹¹, que la revue justifie en disant que

⁸⁹ «Écrire», *Liberté*, 76-77, juillet-oct. 1971, p. 144. Godbout souligne.

⁹⁰ «Or le cycle du sirop d'érable dure donc», *Liberté*, 100, juillet-août 1975, p. 7-8.

⁹¹ «[...] ce silence, en réalité, en disait plus long que maints textes manifestes sur les rapports que la revue entretenait avec la politique des pouvoirs.» (Jean-Marcel Paquette, «Le Discours politique à *Liberté*», *op. cit.*, p. 74).

«rien n'avait de sens dans cette atmosphère de répression politique, d'inquisition et d'occupation militaire de notre territoire» et que, dans ces circonstances, «parler était un crime⁹²», Godbout choisit malgré tout, dans la partie qu'il signe de l'éditorial collectif rédigé pour l'occasion, d'assumer entièrement cette épreuve : «Nous continuons, comme si de rien n'était, parce que rien n'est arrivé qui soit contraire au Mouvement historique dans lequel nous sommes inscrits. *Liberté* ne choisit pas l'exil mental. *L'exil, quossa donne ?*⁹³». Si les Événements d'octobre marquent un point tournant dans la lutte des Québécois pour l'indépendance nationale, ils ne doivent cependant pas nous cacher les continuités sous-jacentes qui traversent alors la société québécoise. La société québécoise reste malgré tout, à bien des égards, semblable à elle-même. Godbout, du moins, en est persuadé :

En 1960, je disais que le Québec était [...] «une gare centrale où les gens de partout et les colis du monde entier se croisent, mais où les trains partent à l'heure pour aller nulle part». En 1970, la gare est toujours là. De temps à autre un chef de train audacieux empoigne le micro et annonce une voie, un voyage peut-être, les Québécois détenteurs de billets se précipitent par les portes grillagées ! Mais l'on décommande le tout immédiatement : on a oublié d'attacher la locomotive ou bien il y a l'hiver qui s'en vient, et l'hiver vaut mieux rester dans la salle des pas perdus : c'est plus chaud puis à Noël on montera un grand sapin qu'on illuminera, on boira un peu, comme ça,

⁹² «Note de gérance», *Liberté*, 71, déc. 1970, p. 1.

⁹³ «Un geste d'amour», *Liberté*, 71-72, sept.-déc. 1970, p. 8. Godbout souligne.

ce sera plus gai, ça permettra d'attendre le printemps, l'été, octobre...⁹⁴

Dans le sillage de cette crise, qui se déroule justement un mois d'octobre, on remarque chez Godbout un net déplacement de la problématique. Le procès de l'aliénation collective tire à sa fin. Ses représentants, dont il fait partie, sentent bien que déjà un bon bout de chemin a été parcouru : le gouvernement Québécois, sous la gouverne de l' «équipe du tonnerre» libérale (les trois L : Lesage, Lévesque et Lajoie) notamment, a remis la nation sur ses rails en assumant davantage ses responsabilités. D'autre part, l'identité de Québécois a définitivement évincé celle de Canadien français. Enfin, le projet indépendantiste s'incarne désormais dans un parti politique qui obtient de plus en plus de voix d'élections en élections. Malgré ce nouveau contexte sociopolitique, l'indépendance politique n'aboutit toujours pas. Impatient, Godbout écrira l'un de ses essais les plus importants (sous un titre explicite : «Notre libération»), dans lequel il sent le besoin de faire une rétrospective et un bilan des luttes passées pour mieux mettre en relief les enjeux de l'heure. Ainsi, «l'unique question qui se pose depuis dix ans au peuple québécois est de savoir s'il va s'inscrire dans l'Histoire justement ou s'il va rester, comme depuis la conquête, un peuple heureux, colonisé bien nourri, à l'abri des

⁹⁴ «Écrire», *op. cit.*, p. 136.

conflits⁹⁵». Pour quelqu'un qui affirme n'être «*qu'un témoin certain de la pauvreté culturelle du Canada français d'avant le rêve québécois*⁹⁶», le parti à prendre reste sans équivoque celui du rêve québécois. Désormais, depuis que «l'écrivain québécois a inventé un pays», dit-il, «c'est au pays maintenant de dire si l'écriture est un mensonge ou le Hall d'entrée de l'Histoire⁹⁷».

Heureusement pour Godbout, les Événements d'octobre, en écartant de l'horizon politique immédiat la tentation révolutionnaire et la clandestinité, précipiteront la prise de pouvoir du Parti Québécois, dont la plus grande modération (par rapport au FLQ ou au RIN) lui vaudra de gagner peu à peu la faveur populaire jusqu'à sa victoire de 1976. Mais ce dernier événement, curieusement, ne suscitera «aucun intérêt particulier dans les pages de la revue⁹⁸», *Liberté* réitérant son désir de se consacrer prioritairement aux questions littéraires et culturelles. Cependant, une fois ce nouveau pas franchi et une fois la *Charte de la langue française du Québec* (loi 101) adoptée, en 1977, le débat recommence à stagner. Mais Godbout s'explique aisément ce surplace, lui qui, déjà en 1975,

⁹⁵ «Notre libération», *op. cit.*, p. 32.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 30. Godbout souligne.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 39.

⁹⁸ Jean-Marcel Paquette, *op. cit.*, p. 75.

avait senti qu'était «commencé le long piétinement vers l'indépendance⁹⁹» :

Le problème, au Québec, contrairement à celui des nations qui sont devenues indépendantes depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, c'est que nous n'avons pas à demander, à quémander ou à arracher notre indépendance. Nous avons à nous l'accorder à nous-mêmes ; il n'y a pas vraiment d'armée étrangère sur notre sol ; il y a une mainmise économique plus subtile, bien sûr, mais l'économie n'exige quand même pas autant de subtilité qu'on le prétend¹⁰⁰.

Godbout consacrera quelques articles à essayer de comprendre et d'expliquer les causes et l'origine de l'ambivalence proverbiale des Québécois à l'égard de l'indépendance, ambivalence qui, on le verra, ne l'épargnera guère. Puis viendra un point tournant : le Grand Rendez-vous du référendum de 1980¹⁰¹.

⁹⁹ «Pour une révolution culturelle», *Le Réformiste*, op. cit., (janv. 1968), p. 168.

¹⁰⁰ «Allocution de Jacques Godbout à la remise du Prix Duvernay 1974», *Liberté*, 92, mars-avril 1974, p. 9.

¹⁰¹ La perception de Godbout de l'ambivalence identitaire et politique des Québécois n'est nulle part mieux résumée que dans *les Têtes à Papineau*, roman qu'il a publié à la suite de ce référendum. Il met en scène un personnage bicéphale, Charles-F.(rançois) Papineau, qui vit l'écartèlement entre une double identité. Ces deux têtes ne sont en réalité qu'une métaphore des Québécois eux-mêmes : Charles, fédéraliste, et François, indépendantiste, sont condamnés à vivre ensemble, à partager le même corps, pour le meilleur et pour le pire, puisque les Québécois viennent tout juste de rejeter l'option de la «séparation» des deux têtes. Mais dans le roman de Godbout, la séparation est malgré tout devenue inéluctable. Une seule des deux têtes, la fédéraliste, sans doute la moins irrésolue, survivra au traumatisme de l'opération. L'opération, cependant, l'a rendue unilingue anglaise.

Le référendum de 1980

[...] et si nous étions aux courses je parierais sur le cheval indépendance à six pour un contre la jument confédérée.

Jacques Godbout, «La Haine», (nov. 1964), *Le Réformiste*, p. 90.

Godbout sera un *observateur* privilégié du référendum de 1980, à défaut de s'en révéler, sur le terrain, l'un des *acteurs* politiques de premier plan. Dans *Liberté*, il défendra la cause du *oui*. Pour lui, son bien-fondé ne fait pas de doute. Dans «Et si Trudeau avait raison ?», Godbout démolit point par point la logique de l'argumentation de son adversaire de longue date. Une fois l'irrecevabilité de ses arguments démontrée¹, Godbout conclut sur une note qui ne laisse planer aucun doute sur sa position : «Voulons-nous écrire nos histoires ou les laisser rédiger par d'autres ? Poser la question (référendaire) c'est y répondre. Pour le reste nous serions bien bêtes de raisonner : la prémisse, que nous n'avons jamais choisie, n'est-elle pas, dès l'abord, le Canada ?²».

Parallèlement à ce parti pris très net en faveur de l'indépendance politique du

¹ Il en retiendra particulièrement quatre : «Que l'État-nation est un concept démodé. Que notre place en Amérique du Nord est celle d'une province. Que les droits des individus seront toujours mieux protégés dans un système fédéral. Que la réussite sociale, économique et intellectuelle réclame que nous cessions de nous replier sur nous-mêmes pour nous projeter dans l'univers, ou à tout le moins dans le Canada». («Et si Trudeau avait raison ?», *Liberté*, 123, mai-juin 1979, p. 5).

² *Ibid.*, p. 9.

Québec, les essais de Godbout dans *Liberté* sont traversés par une remise en question de la *faisabilité*, dans l'absolu, d'une telle indépendance, compte tenu notamment de la domination sans partage de la langue anglaise sur l'Amérique du Nord en particulier et l'Occident en général, domination qui, si elle n'est pas nouvelle, semble le préoccuper plus que jamais³, avec la place de plus en plus grande que prennent la haute-technologie et l'informatique dans nos vies :

Les souverainetés nationales sont en outre remises en question par la domination évidente de l'anglais, que les Américains de plus en plus souvent comparent au latin d'un autre âge. Les programmes d'accès aux informations et la majorité de celles-ci sont en effet produits en anglais. [...]

Là se situe la question de la souveraineté, qui ne sera jamais l'enjeu du référendum québécois⁴.

Considérant cet «imaginaire colonisé et [ce] savoir prisonnier, le peuple, la nation, la tribu ou la famille s'illusionnent en se croyant protégés par des structures politiques⁵». Godbout n'en défendra pas moins avec ferveur le *oui* :

Cette question, c'est le timide reflet de celle que les artistes du

³ L'écrivain québécois André Brochu, dans *La Grande langue. Éloge de l'anglais* (Montréal, 1994) a très bien décrit la fascination qu'exerce l'anglais sur les Québécois et, de manière plus générale, sur la plupart des peuples du monde.

⁴ «Des dieux pour nous régir», *Liberté*, 127, janv.-fév. 1980, p. 111.

⁵ *Ibid.*, p. 113.

Québec posent à la population depuis très longtemps. La psychanalyse a suffisamment duré. La famille devrait savoir qu'elle peut assumer ses paroles et quitter le cocon où elle radote depuis trop longtemps déjà. Éclater ce printemps ! [...] Nous avons le choix entre vivre avec style, répondre oui, se donner une signature originale, ou se fondre dans le beige, dans la grisaille des autres provinces, se laisser écrire par d'autres. [...] [Cette question] offre à ses répondants une éthique, un style, un récit, et l'occasion de prendre en main l'histoire du roman québécois⁶.

Les Québécois refuseront cette prise en main salubre qui s'offrait à eux. «Les Canadiens français, comme leur nom l'indique, ont évidemment voté moitié-moitié⁷». Godbout, comme beaucoup de souverainistes, s'attendait à un tel revers:

Tous savaient que ce n'était ni la vraie question, ni le bon moment de la poser. Pendant trois semaines à l'Assemblée Nationale (*sic*) avait eu lieu le véritable débat référendaire. Les souverainistes avaient alors gagné la joute oratoire. Ils avaient fait une fois de plus l'indépendance par le discours. Pour un pays dont la langue est la principale raison d'être, c'était somme toute normal. Mais la question posée ne parlait plus de cela. [...] La question, du même coup, n'avait plus aucun intérêt. C'était une question de fonctionnaire sur le fonctionnement. Non plus sur l'être⁸.

L'échec du référendum entraînera dans son sillage une grande désillusion, qui lui fera dire qu'il croit désormais «qu'il est peut-être trop tard pour réaliser les rêves

⁶ «La Question référendaire est-elle littéraire ?», *Liberté*, 128, mars-avril 1980, p. 111.

⁷ «Les Bons sauvages», *Liberté*, 131, sept.-oct. 1980 (Spécial NON donc ?) p. 8.

⁸ *Ibid.*, p. 7.

d'indépendance», mais, s'empresse-t-il de préciser, «il n'est pas trop tard pour refuser le pari de Trudeau⁹». Faut-il voir là un signe de la mollesse des convictions de Godbout, qui seraient selon certains trop faibles pour résister à la moindre épreuve¹⁰? Quoi qu'il en soit, il tente, du coup, de prendre un certain recul par rapport à la nouvelle problématique devant laquelle il est placé, se faisant ainsi plus critique : «Ce qui m'a sidéré, dans l'aventure référendaire, c'était d'avoir à choisir entre deux options conservatrices. Voter *oui* pour que nous protégions ce qui reste de la famille ou voter *non* pour que la famille reste ce qu'elle est¹¹». Il endossera ainsi sans réserves la perception de Denys Arcand dans son documentaire *le Confort et l'indifférence*, devenu un classique depuis, où le cinéaste pointe du doigt le conservatisme des Québécois pour expliquer leur verdict au référendum et l'ambivalence qu'il a mise en relief. Godbout arrivera à identifier avec une grande justesse plusieurs des nombreux autres facteurs qui expliquent cette ambivalence, dont l'américanité du Québec, par exemple : «En réalité nos idées viennent de France, mais nos mythes, nos fictions, nos cartes de crédit, notre confort viennent des États-Unis. Au référendum c'est de cela qu'il s'agissait. Ceux qui ont voté avec

⁹ «Journal d'hiver», *Liberté*, 148, août 1983, p. 58.

¹⁰ Jacques Pelletier, *Les Habits neufs de la droite culturelle*, Montréal, VLB, 1994, p. 54.

¹¹ «Les Bons sauvages», *op. cit.*, p. 8.

leur tête ont choisi de dire *oui*. Ceux qui ont voté avec leur corps ont dit *non*¹²». Il ne faudrait pas minimiser l'importance de cette double appartenance (à la fois française et américaine) ressentie par la majorité des Québécois, pour expliquer leur ambivalence identitaire et politique, Godbout lui-même n'y échappant pas : «Si, comme l'affirme Sartre, "on pense comme on est structuré, on agit comme l'on est organisé", je crois avoir été structuré à la française et organisé à l'américaine¹³». Autant dans leur vie quotidienne que dans le cadre d'événements plus importants comme le référendum de 1980, les Québécois agiraient donc à l'américaine (choisissant plus souvent qu'autrement le pragmatisme anglo-saxon) bien qu'ils réfléchissent généralement à la française (la simple tenue d'un référendum sur l'indépendance manifeste un désir de liberté proprement français). Toujours à la lumière du verdict référendaire, il émettra une hypothèse intéressante pour tenter d'interpréter la légendaire passivité des Québécois¹⁴ :

¹² *Ibid*, p. 11.

¹³ «Place cliché», *Liberté*, 138, nov.-déc. 1981, p. 38.

¹⁴ Heinz Weinmann croit que la passivité que l'on attribue souvent au Canadien français n'est en réalité apparue qu'à partir de la conquête anglaise de 1760. Celle-ci, privant les coureurs des bois de l'accès à la plus grande partie du territoire de la Nouvelle-France, les aurait rendus dociles en les sédentarisant. Par la suite, notamment à partir de l'Acte d'Union, la consécration d'un mythe sacrificiel autour du patron Saint-Jean Baptiste accompagné de son éternel mouton aurait suffi pour accréditer l'image d'un peuple passif et soumis. («Le Canadien, un guerrier féroce qui fit trembler toute l'Amérique», *Du Canada au Québec...*, op. cit., p. 261-263). Cette passivité devenue idée reçue, Godbout pourra l'attribuer à la fatalité : «en réalité le Québécois n'est pas tant pacifiste que pacifique. L'histoire nous a voulu ainsi» («Le Sommet des innocents», *Liberté*, 150, nov.-déc. 1983, p. 29).

Le référendum a permis de toucher du doigt le véritable comportement politique du Canadien français. *C'est un comportement qui refuse toute initiative.* Le Canadien français accepte de se battre, mais seulement, comme l'a démontré la lutte des gens de l'air, s'il est provoqué. Et même là il fait le bon Huron, il tend d'abord l'autre joue. [...] Nous avons eu comme modèle les Indiens. [...] Les Indiens ont voté *non* au référendum. On ne pouvait faire autrement. Notre société est douce, elle n'aime pas la bataille, les cris, les belligérants. Notre «Révolution» fut tranquille, notre «indépendance» le sera aussi. Mais nous deviendrons indépendants quand plus personne ne voudra de nous. D'ici là nous ne quitterons pas la Confédération, pour ne pas faire de mal à qui que ce soit. [...] Nous ne voulons pas de violence. Nous sommes même prêts à disparaître comme peuple pour défendre la douceur¹⁵.

Longtemps encore, par la suite, la défaite de 1980 laissera Godbout amer, comme ici, en 1983 : «Mais nous n'habitons pas un pays. Nous habitons un contrat. Nous n'avons même pas à être patriotes, nous n'avons pas de patrie¹⁶».

¹⁵ «Les Bons sauvages», *op. cit.*, p. 10.

¹⁶ «Journal d'hiver», (août 1983), *op. cit.*, p. 16.

Godbout et l'indépendance nationale : l'ambivalence des Têtes à Papineau

Partagé entre un désir d'autonomie, d'indépendance, et une volonté de préserver l'acquis, entre Jacques Parizeau et Robert Bourassa, deux vieux amis avec qui il est à tu et à toi, Godbout n'arrive pas, n'arrive plus, à se décider, à choisir résolument son camp.

Jacques Pelletier, *Les Habits neufs de la droite culturelle*, 1994, p. 48.

Nous venons de voir que Jacques Godbout, dans ses essais à *Liberté*, s'affiche à plusieurs reprises comme un partisan de l'indépendance du Québec. Nous avons vu par contre qu'à la suite de certains échecs durement ressentis, sa ferveur a eu tendance à tiédir. Jacques Pelletier et Serge Cantin l'ont bien remarqué, eux qui ont mis en relief la profonde ambivalence de Godbout à l'égard de la question nationale à l'époque du *Mouton noir* (1990) et de l'article «les Écrivains sont souverains» (1992). Mais pour mieux interpréter son attitude, il faudrait d'abord savoir plus précisément à quelle forme d'indépendance il fait référence quand il prétend, au tournant des années 60, être devenu indépendantiste.

La réponse à cette question est plus simple qu'elle ne semble l'être de prime abord. Elle tient, justement, au type d'indépendance que Godbout réclame. On a vu qu'au tournant des années soixante-dix, Godbout délaisse peu à peu l'engagement social et politique au profit de son engagement culturel (littéraire et artistique). Dans

la mesure où seule compte désormais pour lui la dimension culturelle de la vie collective des Québécois, l'indépendance essentiellement politique que véhicule le Parti Québécois n'est plus une nécessité absolue. Déjà en 1974, il affirme plutôt que «dans la civilisation des années à venir nous ne pouvons réellement espérer qu'une *indépendance culturelle* parce que c'est la seule qui soit nécessaire : elle englobe toutes les autres, politiques, économiques ou sociales¹⁷». Or, la littérature québécoise a atteint un statut distinct, son «indépendance culturelle» à part entière le jour où on a commencé à la reconnaître et à l'étudier pour sa valeur intrinsèque et où on a cessé de la dire «canadienne» pour l'appeler «québécoise». Ce moment est survenu vers la fin des années soixante, ce dont témoigne, par exemple, le changement de nom, en 1968, de la revue littéraire *Livres et auteurs «canadiens»* pour *Livres et auteurs «québécois»*. À *Liberté* même, le substantif «Québécois» apparaît pour la première fois sous la plume de Jean Éthier-Blais, collaborateur occasionnel et élément extérieur à la revue, à l'occasion d'un numéro spécial sur le séparatisme en mars 1962. Sous la même signature, «une autre nouveauté : "Québec libre"». Or, fait étonnant, «dans le même numéro, Aquin n'emploie encore que le terme "Canadiens français". Le premier emploi de l'adjectif "québécois" se produira deux numéros plus tard», par Fernand Ouellette cette fois, dans des expressions comme

¹⁷ «Allocution de Jacques Godbout à la remise du Prix Duvernay 1974», *Liberté*, 92, mars-avril 1974., p. 13. Godbout souligne.

«cité québécoise, l'homme québécois ou liberté québécoise (no 23, 1962)¹⁸».

Cette nouvelle identité québécoise ne doit pas, pour Godbout, occulter le fait que le Québec, «comme la Tchécoslovaquie, est un pays culturel; une langue, des créateurs¹⁹», et que cette «langue *est* notre pays, mais pas seulement celui des prosateurs, c'est *le seul pays* québécois²⁰». Reconnaître cette langue et cette culture, c'est, par le fait même, reconnaître l'existence du «pays». Or, selon lui, l'État fédéral a fini par donner force de loi à cette reconnaissance :

Je pense [...] que les écrivains ont obtenu leur souveraineté avant tout le monde : la littérature canadienne-française est devenue la littérature québécoise (on connaît aussi la littérature acadienne) qui a obtenu depuis trente ans son territoire et ses statuts (y compris un PEN club). Le Canada reconnaît par l'entremise du Conseil des arts particulièrement, mais aussi dans tout l'appareil fédéral que, de la loi sur les langues officielles, découlent deux littératures officielles.

Dans les colloques à l'étranger, comme dans l'édition française [...], la littérature québécoise a droit de cité. C'est ce qui me permet d'avancer que les écrivains ne sont pas souverainistes, mais souverains dans leur domaine²¹.

Ce raisonnement explique et justifie le titre que porte l'article : «Les Écrivains sont

¹⁸ Jean-Marcel Paquette, «Le Discours politique à *Liberté*», *op. cit.*, p. 73.

¹⁹ «La Question référendaire est-elle littéraire ?», *op. cit.*, p. 111.

²⁰ «Où en sont les littératures nationales ?», *Liberté*, 112-113, juillet-oct. 1977, p. 81. Godbout souligne.

²¹ «Les Écrivains sont souverains», *Liberté*, 203, oct. 1992, p. 40.

souverains». Le fédéralisme, pour lui, loin de limiter la souveraineté des écrivains, va jusqu'à la promouvoir, du moins sur papier. Godbout pardonne donc du coup l'«oubli» de 1867 : la Loi sur les langues officielles consacre maintenant concrètement l'égalité des deux peuples fondateurs non seulement par le biais du Conseil des arts mais aussi «dans tout l'appareil fédéral», ce que l'AANB ne reconnaissait que symboliquement. Une telle reconnaissance a l'heur de le satisfaire, de lui apparaître comme un compromis honorable. Mais cette position, objectivement, peut surprendre. Au moment où il l'énonce, en 1984, deux ans se sont écoulés depuis le rapatriement unilatéral de la constitution qui a rendu caduque et inopérante la théorie des deux peuples fondateurs. La *Loi constitutionnelle de 1982* consacre en effet le triomphe du principe de l'égalité des dix provinces canadiennes, ravalant le Québec au rang de «province comme les autres²²». Dans ce contexte, il n'y a plus qu'un peuple au Canada, le peuple canadien, qui s'exprime dans plusieurs langues. Godbout ne tient pas compte de cette nouvelle donne. Une fois l'indépendance culturelle acquise, l'indépendance politique cesse d'être à ses yeux une condition sine qua non à l'épanouissement de l'écrivain. Godbout a de quoi de réjouir : il a obtenu ce qui comptait le plus pour lui. Quant au reste, il semble n'y voir que luxe et superfluité :

²² Voir Robert Vigneault, «La Belle Province comme les autres», *Le Devoir*, mardi 7 mars 1995, p. A-7.

Alors, quand on vient me demander si je crois toujours à l'indépendance, je me permets de rire un peu. Car il faudrait savoir si la souveraineté du peuple québécois, selon la formule de l'indépendance politique, est le plancher ou le plafond de notre édifice social, national ou économique. [...]

Pour ma part, je vois *l'autonomie* comme un objectif à atteindre [...].

Nous sommes passés de la Révolution tranquille à *l'autonomie* sereine. Bien sûr, il manque le plafond, l'indépendance, mais il manque aussi un toit au stade. Peut-on se le payer, le grand mât tiendra-t-il ?²³

Notons le déplacement de la problématique : en 1984, ce n'est désormais plus l'indépendance qui est «un objectif à atteindre» pour Godbout, mais «l'autonomie». Déjà en 1977, avait affirmé que son pays était «mort il y a quelques années quand, plutôt que de construire ses propres villes, le peuple québécois accepta d'habiter des Holiday Inn pensés par d'autres...²⁴». D'où vient ce pessimisme de sa part ? Serait-ce qu'il en est maintenant arrivé à la conclusion que le Québec a fini par devenir ce «Mississippi de langue française²⁵» dont il craignait l'avènement ? Chose certaine, cette attitude montre qu'au stade où Godbout en est rendu dans sa réflexion, il ne subsiste guère pour lui d'espoir de changement. Pour le reste, il semble laisser à d'autres générations le soin de poursuivre le combat pour l'indépendance que la

²³ «L'orgie», *Liberté*, 153, mai-juin 1984, p. 35, 36 et 39. Je souligne.

²⁴ «Où en sont les littératures nationales ?», *Liberté*, 112-113, juillet-oct. 1977, p. 78.

²⁵ «Pour un ministère de la culture», *Liberté*, 50, mars-avril 1967, p. 4.

sienne a entrepris.

L'hypothèse que je viens de soulever a le mérite (considérable) d'éclairer un cheminement politique qui, autrement, reste ambigu et équivoque, y compris pour les lecteurs qui fréquentent assidûment l'œuvre de Godbout²⁶. Elle permet, en outre, de mieux saisir le sens de déclarations comme celle qu'il a faite à la suite de son travail sur *le Mouton noir* : «Pour ce qui est de l'ensemble des Québécois, nous sommes partagés par le milieu, comme les Têtes à Papineau. Ça n'a pas changé, en douze ans», c'est-à-dire depuis le référendum de 1980, «et pourquoi est-ce que cela changerait ?²⁷». Évidemment, quand on remarque qu'en 1990 les deux «têtes à Papineau» dirigeaient la Commission Bélanger-Campeau (la bleue personnifiée par Jean Campeau et la rouge par Michel Bélanger), et que leur électorat les a

²⁶ C'est le cas d'Alain Roy qui, dans «La Sagesse de Mireille», tombera dans le piège de l'ambiguïté de ce terme chez Godbout. Roy affirme, sans doute avec toute la bonne foi du monde, que «dans *Le Réformiste*, Godbout ne cesse d'accumuler les professions de foi indépendantistes» (*Liberté*, 210, p. 98), se basant, pour en faire la démonstration, sur deux déclarations «parmi tant d'autres», qui, malheureusement pour lui, ne prouvent rien. La première est tirée du manifeste du MLF : «Nous sommes pour un *Québec laïque* car c'est le premier pas vers un *Québec libre*» («Le Mouvement du 8 avril», *Le Réformiste*, op. cit., p. 125), Roy concluant de l'emploi du mot «libre» par Godbout qu'il est pour l'indépendance, alors qu'en 1966 le MLF ne liait aucunement l'avènement de la laïcité au Québec à celui de l'indépendance politique du Québec. La seconde est la fameuse conversion de Godbout, dont on a vu qu'elle tenait pour une bonne part à de la simple rhétorique : «Opposé à Duplessis en 58, appuyant la Révolution tranquille en 60, je me découvris très tôt en faveur d'un Québec laïque, socialiste et indépendant». Mais de quel type d'indépendance Godbout parle-t-il au juste ici ? Roy ne se pose même pas la question, tant la réponse semble pour lui être évidente. Il aurait certes eu avantage à aligner ces autres exemples dont il prétend avoir remarqué l'abondance dans *Le Réformiste*.

²⁷ «Les Écrivains sont souverains», op. cit., p. 42.

littéralement placés nez à nez lors des élections québécoises de septembre 1995 en leur donnant respectivement 44.7% et 44.3% des suffrages, on peut sincèrement se poser la question... Mais ce constat montre surtout que Godbout ne se berce plus d'illusions en entretenant l'espoir que cette ambiguïté séculaire des «Québécois-Canadiens-français» puisse un jour être dépassée, il accepte avec résignation cette «monstruosité apparente, ce dédoublement cérébral», pour parler comme Cantin, si bien que là où certains «diagnostiquent une déficience, un blocage, une aliénation à surmonter, lui voit plutôt ce qui, de façon inaliénable, nous constitue et nous définit comme "société distincte"», distinction qui serait «la raison même de notre force historique, le secret de notre longévité proverbiale, de notre légendaire prudence et de notre "indéfectible solidarité"», ce qui le pousse à attribuer à Godbout la devise «Bicéphales nous sommes, bicéphales nous resterons²⁸».

Pour conclure sur cette question, il reste à s'arrêter quelques instants sur les réponses que Godbout a données à un sondage de la revue *Liberté* portant sur l'indépendance dans son article «les Écrivains sont souverains». Ce texte a à juste titre fait sursauter Cantin et Pelletier. Les réponses que Godbout donne aux six questions du sondage ressemblent à autant d'esquives et, à ce titre, ne peuvent que laisser le lecteur dans une grande confusion. À la première question, (Croyez-vous

²⁸ Serge Cantin, «La Fatigue culturelle de Jacques Godbout», *op. cit.*, p. 12.

important de vous prononcer, en tant qu'écrivain, sur la question de l'indépendance du Québec?), Godbout répond qu'il faut reconnaître le talent littéraire de Louis-Ferdinand Céline, même si ses idées politiques étaient odieuses (son antisémitisme, notamment). À la seconde, (Votre intérêt pour cette question s'est-il maintenu, a-t-il augmenté ou diminué au cours des dernières années?), il répond que la leçon que l'on peut tirer du cas de Céline est qu'il «n'y a pas nécessairement d'équation entre le talent littéraire et la justesse de la pensée politique²⁹» et que, de toute façon, «les écrivains [québécois] ont obtenu leur souveraineté avant tout le monde» (40). À la troisième, (Votre œuvre est-elle influencée par la situation politique du Québec ?), Godbout donne sa définition de ce que devrait être un vrai Québécois («Toute personne qui habite le territoire du Québec et entend participer à sa vie collective») et met en doute, à l'instar de l'écrivain anglo-montréalais Mordecai Richler, la volonté des Québécois de vouloir inclure dans leur projet de souveraineté «les éléments qui n'ont pas "l'accent de chez-nous"» (41). Il poursuit cette accusation à peine voilée en allant jusqu'à sous-entendre que les organisateurs du sondage n'ont sûrement pas cru bon de solliciter l'opinion des écrivains anglophones et, surtout, s'inquiète de savoir s'il va retrouver leurs réponses dans ce numéro spécial de *Liberté*, ce que la rédaction s'empresse, bien sûr, de confirmer (sur vingt-quatre

²⁹ «Les Écrivains sont souverains», *op. cit.*, p. 39. Les renvois suivants à cet article seront indiqués entre parenthèses.

textes retenus, sept ne proviennent pas de Québécois «de souche»). À la question suivante, (À l'inverse, croyez-vous que votre œuvre peut avoir une certaine influence sur la situation politique du Québec?), il hisse l'écrivain anglo-montréalais Mordecai Richler au «sommet de notre panthéon», jusqu'au rang de «plus grand écrivain québécois» (41) et suggère que ce n'est pas parce qu'il a aussi «publié quelques essais intempestifs parfois drôles, souvent injustes, sur les Canadiens français» qu'il faut pour autant «lui nier la "citoyenneté québécoise"». À l'avant-dernière question, (Êtes-vous pour ou contre l'indépendance du Québec), Godbout affirme que son travail sur *le Mouton noir* l'a persuadé que les Québécois étaient «partagés par le milieu, comme les Têtes à Papineau», qualité qu'il associe à de la «prudence» (42), et que puisque cela «n'a pas changé en douze ans», il se demande pour quelles raisons cela pourrait bien changer dans l'avenir. Il en conclut, s'appuyant sur la thèse de Francis Fukuyama (*La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992), que les Québécois ne peuvent désirer l'indépendance que par désir d'être reconnus, pour gonfler leur orgueil, ou leur «thymos», puisqu'ils détiennent déjà la liberté et la richesse, les deux seules autres dimensions qui inciteraient à l'action politique. D'où il conclut «que la fédération canadienne survivra aux velléités d'indépendance des souverainistes, si elle survit à la bêtise des petits hommes politiques provinciaux (du Canada anglais), ce qui est beaucoup moins certain», se

trouvant par là à répondre laconiquement à la dernière question (Croyez-vous que l'indépendance du Québec va se réaliser ?). À la lumière de ces réponses, il faut bien convenir que, sur ce plan, il y a loin du Godbout de 1970 et de 1980 à celui de 1992, et que, d'une «épreuve» à l'autre, le lecteur le trouve de plus en plus indifférent à l'égard d'une question qui reste pourtant aussi incontournable qu'il y a vingt ou trente ans.

Godbout et le texte national

Le romancier américain voit une situation, compose des personnages et fouille la nature humaine. Le romancier québécois voit une situation, campe des personnages et se met à refaire la confédération.

Jacques Godbout, «La Question référendaire est-elle littéraire ?», *Liberté*, 128, mars-avril 1980, p. 110.

Je viens d'expliquer pour quelles raisons Godbout s'était passablement désengagé à partir du début des années 70. L'autonomie de la littérature québécoise étant maintenant consacrée et sa valeur reconnue, il choisit désormais de défendre les écrivains contre le retour de balancier qui ne manquerait pas de survenir des suites de leur intervention provisoire dans la sphère politique. Ainsi, Godbout luttera contre ce qu'il a appelé le «service littéraire obligatoire». Un revirement se serait

produit au début des années 70, le texte national s'étant retourné contre les écrivains qui l'avaient pourtant eux-mêmes souhaité : «Imperceptiblement ceux qui chantaient le pays découvrent que c'est le Pays qui les fait chanter³⁰». Dans «Écrire», un article paru dans *Liberté* et qui demeure encore aujourd'hui une référence, il s'en prendra au fait que l'écrivain soit forcé de produire dans le cadre strict du «texte national», c'est-à-dire qu'il doive absolument créer des œuvres qui contribuent à la cause de l'indépendance et à l'édification du pays à naître s'il veut être lu, et surtout sanctionné par l'institution littéraire québécoise. L'article de Pierre Maheu, «Engueulez Miron», publié dans *Parti pris*, reste symptomatique de cette tendance. Maheu intime à l'auteur de *l'Homme rapaillé* l'ordre de publier ses poèmes en recueil afin de «rompre ce silence poétique qui dessert le Québec³¹». Il se fonde pour ce faire sur la conviction que «tout acte valable participe au mouvement d'émancipation du Québec³²».

La tentative d'édification d'une littérature nationale du début des années 60, comme on l'a vu, est la seconde à avoir vu le jour au Canada français, la première

³⁰ «Écrire», *Liberté*, 76-77, juil.-oct. 1976, p. 146.

³¹ V, 5, fév. 1968, p. 48-49, cité dans Robert Major, *Parti pris : idéologies et littérature*, op. cit., p. 61.

³² *Ibid.*, p. 102.

étant apparue dans le sillage des rébellions de 1837-38 et de l'Acte d'Union³³, lequel reposait sur la présomption du rapport Durham à l'effet que les Canadiens français formaient un peuple sans histoire et sans littérature. Si d'une entreprise littéraire à l'autre, le corps social québécois a changé, il présente des similitudes étonnantes. On peut appliquer rétroactivement ce que Godbout dira de l'entreprise des années 60 à la première, soit que «nous avons assisté, en 1960, [comme après 1840,] à la tentative de constitution d'une littérature nationale avant même que se puisse constituer une légalité de la nation. Il était inévitable, dans ces conditions, que la littérature devînt le lieu du patriotisme³⁴». Il fallait, en d'autres termes, «créer un Québec *vraisemblable* si l'on voulait qu'il y eut un jour un Québec vrai³⁵». Le phénomène sera analogue à la suite de la répression des rébellions de 1837-38, où l'on croyait à la «parenté entre cette apparition d'une patrie littéraire et la consolidation d'une patrie politique³⁶». Dans les deux cas, le pays réel semblant hors de portée, repoussé dans un avenir lointain, on compense en se rabattant sur un pays littéraire imaginaire, sur un texte national qui, selon la définition de Godbout,

³³ Sur ce vaste sujet, voir Réjean Robidoux, *Fonder une littérature nationale. Notes d'histoire littéraire*, Éd. David, 1994.

³⁴ «Or le cycle du sirop d'érable dure donc», *Liberté*, 100, juillet-août 1975, p. 7.

³⁵ «Notre libération», *op. cit.*, p. 32. Godbout souligne.

³⁶ Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, *op. cit.* p. 317.

«exige des sujets, des lieux, des paysages, des ancêtres, des intentions, des champs, des fleurs, des oiseaux, des thèmes, des naissances, des amours, des alcools, des voyages, des rêves MADE IN QUÉBEC³⁷».

Godbout a bien conscience de vivre, simultanément, une révolution des processus littéraire et politique : «nous vivons des années privilégiées, celles d'un pays qui se fait, celles d'une littérature qui se fait³⁸». Il se rend cependant vite compte que le retentissant *non serviam* qu'il aimerait proférer est tout simplement impensable dans le contexte de l'époque :

À compter du *Couteau sur la table* je découvre combien la tentative d'une œuvre littéraire «personnelle» est vaine et inutile au Québec. L'évolution des consciences, la lutte des langues, l'apparition du groupe de *Parti pris*, la défense du joual, et finalement l'illustration de la marde, la répression, le terrorisme, les trahisons, les ambiguïtés, les générosités, les discours de Gaston Miron (qui donc pourra témoigner de l'ambiguïté intelligente de Gaston Miron !), me font découvrir ce personnage merveilleux qu'est François Galarneau [...] j'écris donc *Salut Galarneau* ! (le premier roman heureux) et... me voilà dans le TEXTE NATIONAL !³⁹.

Désormais, c'est consciemment que Godbout produira des œuvres qui viennent s'imbriquer dans le tissu de la «catalogne nationale», sort auquel les œuvres des

³⁷ «Écrire», *op. cit.*, p. 146.

³⁸ «Introduction aux travaux de la VIII^e Rencontre des Écrivains», *Liberté*, 69, mai-juin 1970, p. 12.

³⁹ «Écrire», *op. cit.*, p. 142.

écrivains québécois seraient, à divers degrés, destinées depuis 1960. Pour certains, dont Heinz Weinmann, le texte national (il lui préfère l'expression *roman familial*) ne serait pas apparu en 1960 ni en 1840, mais bien dès 1760 (l'origine proprement littéraire du texte national remonterait quant à elle à 1837, avec la parution du roman *Le Chercheur de trésors*, de Philippe Aubert de Gaspé fils). Pour lui, les romanciers et les historiens québécois «racontent fondamentalement non *des* histoires, mais *une* histoire, toujours la même : le *roman familial* qui vise à colmater, grâce à l'imaginaire, la brèche affective ouverte dans la réalité canadienne par le retrait affectif de l'amour parental. La France n'a-t-elle pas abandonné son enfant légitime, le Canada ; ne l'a-t-elle pas laissé orphelin ?⁴⁰». Dans l'optique de la psychanalyse freudienne, Weinmann croit que les Canadiens français opposent ainsi «l'imaginaire narcissique consolant [...] au monde réel décevant⁴¹». Cela lui permet de suggérer une hypothèse intéressante :

Nous pouvons avancer que les histoires racontées - romans, poésies, etc. - au Québec depuis 1760 sont des fragments [du] roman de l'origine, lui-même morcelé, et que la généalogie des mentalités canadiennes-françaises se doit de les rapiécer, de les «rapailler». *L'Homme rapaillé* de Gaston Miron est lui-même un moment important dans ce *roman familial* dont les diverses pièces doivent être cousues ensemble à l'instar des ces «courtepointes» (titre d'un autre

⁴⁰ Heinz Weinmann, *op. cit.*, p. 291. L'auteur souligne.

⁴¹ *Ibid.*, p. 292.

recueil de Gaston Miron), «patch-work» composé de morceaux hétéroclites qui finalement forment une structure secrète⁴².

Weinmann rejoint ainsi de manière saisissante le constat de Godbout : «Ce que tout jeune écrivain québécois devrait savoir, c'est qu'il n'échappera pas au chantage du Pays, car justement il découvrira ayant perdu sa virginité que ce n'est pas lui qui écrit ses livres (qu'il signe), et *qu'il n'y a au Québec qu'Un seul Écrivain : NOUS TOUS*⁴³».

Godbout acceptera l'obligation de contribuer à la cause nationale tant et aussi longtemps qu'il la percevra comme un mal nécessaire, comme une étape transitoire devant nécessairement mener à une libération rapide du carcan qui entrave à son avis l'émancipation de l'écrivain. «Mon plus vif espoir reste donc de voir notre "chanson à répondre" un jour sur toutes les lèvres. Car une fois le Québec libéré, une fois ce pays normalisé, les écrivains pourront alors commencer à écrire comme des écrivains. *Ils pourront être!*⁴⁴». Mais d'ici là, «le chantage au pays [...] est dans l'air et c'est la seule vraie pollution car *vivant en pays occupé, comment avoir une écriture libre ?*⁴⁵». Dans l'intervalle, Godbout restera conscient que le texte national

⁴² *Ibid.*, p. 292-293.

⁴³ «Écrire», *Liberté*, 76-77, juillet-oct. 1971, p. 139.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 143.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 143-144.

est une arme à double tranchant, à la fois instrument de libération de la nation et outil d'asservissement de l'écrivain : «Pour tout dire, autant je suis aujourd'hui heureux d'être l'un des écrivains du TEXTE NATIONAL autant j'en ai plein le cul du TEXTE NATIONAL⁴⁶». Paradoxe contre lequel il faudrait se révolter ? «Peine perdue, inutile : le TEXTE NATIONAL n'est pas la chaîne. Et tant que nous ne serons pas dans un pays normal nous devons continuer à nous lamenter ou à nous taire...⁴⁷». Ainsi, seul l'avènement du «pays normal» pourra tout changer. Godbout clôt d'ailleurs ce long article sur cette note :

Alors, mais alors seulement, le TEXTE QUÉBÉCOIS, LA CATALOGNE NATIONALE, LA CHANSON À RÉPONDRE céderont la place à des textes littéraires normaux, c'est-à-dire écrits par des individus pour des individus. Et nous aurons une littérature diversifiée.

[...]

Aujourd'hui le service littéraire est obligatoire. [...] Notre vie est une longue Saint-Jean Baptiste. [...]

Le lendemain de l'Indépendance, *nous enterrerons le Texte québécois*.

Et l'écriture sera libre, ou ne sera pas⁴⁸.

L'indépendance du Québec, qui est aussi «l'entreprise de démolition du Mur des

⁴⁶ *Ibid.*, p. 144.

⁴⁷ *Loc. cit.*

⁴⁸ *Ibid.*, p. 147. Les italiques et les majuscules sont de Godbout.

lamentations⁴⁹» contre lequel les Québécois buteraient périodiquement, devra donc mettre à mort le texte national... Or, l'indépendance politique, à ce jour, n'est toujours pas survenue. La littérature québécoise, entre-temps, a réussi à acquérir sa propre indépendance sans attendre l'avènement du pays réel. On a vu que Godbout a contribué à cette réussite, à cette libération de l'écrivain, et qu'elle semble, à défaut de mieux, lui suffire. Mais comment les écrivains québécois en général se sont-ils repositionnés devant cette nouvelle problématique ?

Les écrivains face au projet d'indépendance aujourd'hui

L'approche d'un nouveau référendum en 1995 au Québec a remis sur la sellette la question de l'engagement politique des écrivains. Aujourd'hui comme en 1960, leurs prises de position publiques montrent qu'ils sont toujours aussi massivement en faveur de l'indépendance du Québec⁵⁰, dans la même proportion où s'y opposent, si l'on veut, les membres du Conseil du patronat du Québec. Mais on reconnaîtra que leur approche a radicalement changé. Si quelques-uns parmi eux soutiennent toujours que l'écrivain a un rôle politique prépondérant à jouer, ils sont

⁴⁹ *Ibid.*, p. 144.

⁵⁰ Le numéro spécial de *Liberté* portant sur l'indépendance («Le Québec des écrivains», 203, vol. 34, no 5, octobre 1992) en témoigne.

loin de faire l'unanimité. Il est permis de s'en étonner, à l'instar de ce journaliste qui se demande : «Mais où diable se cachent-ils? Il y a quinze ans à peine, les écrivains québécois grimpaient sur toutes les tribunes et vociféraient sur toutes les ondes. [...] Aujourd'hui, à la veille des grands choix, leur silence n'est que plus frappant», et qui tente d'en expliquer la cause : «si ce "pays à naître" qui naguère inspirait les plus folles métaphores n'existait plus ?». Ce dernier reconnaît cependant du même souffle, ce que je ferai volontiers avec lui, que «leur silence est cependant trompeur. Ils parlent moins, certes. Mais ils écrivent plus que jamais⁵¹». Néanmoins, la plupart s'indignent à l'idée d'écrire sur commande. C'est pourquoi l'appel les conviant à prendre les armes lancé par l'un d'entre eux suscitera principalement des échos négatifs, d'autant plus qu'à défaut d'obtempérer, les écrivains, à son avis, «porteront la responsabilité de l'échec référendaire de 1995»⁵². Un refus catégorique et cinglant ne tardera pas à lui être opposé :

Qu'est-ce que c'est que cette histoire : si vous n'écrivez pas le Québec, vous «porterez la responsabilité de l'échec référendaire de 1995» ? [...] Je n'aime pas les menaces. Écrire et chanter le Québec, avec ou sans fleurs de lys, ça s'est déjà fait, et très bien à part ça. [...] Non, il ne faut pas considérer les écrivains comme des agences de

⁵¹ Pierre Cayouette, «Pour échapper à l'oubli», *Le Devoir*, 10 septembre 1994, p. D-1.

⁵² Mathieu-Robert Sauvé, «Aux armes, écrivains !», *Le Devoir*, le mercredi 26 octobre 1994, p. A-11.

publicité de la souveraineté⁵³.

Godbout n'est donc plus seul désormais à croire que les écrivains, dans le domaine politique, «n'ont pas de lumières particulières». Beaucoup constatent en réalité le fait qu'aujourd'hui, les artistes en général et les écrivains en particulier se sont libérés de l'obligation de collaborer au texte national. Ils en sont d'ailleurs fort conscients: «on chante, on écrit, on danse et on peint comme si la culture québécoise n'avait pas besoin du pays officiel pour exister. Pour les artistes, tout le débat est là : la culture d'ici peut-elle vivre et prospérer sans l'indépendance ?⁵⁴». Même constat ici : «J'agis moi aussi comme si on avait gagné. Un peu⁵⁵». La littérature québécoise ayant obtenu son statut distinct par rapport aux autres littératures, ces écrivains se contentent pour le reste, tout comme Godbout, d'être des observateurs sympathiques de l'évolution de la cause indépendantiste, mais demeurent, en général, plutôt passifs à son égard⁵⁶. Mais tous, bien sûr, ne les suivent pas nécessairement dans cette voie.

⁵³ Lucie Galibois, «La Responsabilité de l'échec référendaire ?», *Le Devoir*, mardi 15 novembre 1994, p. A-9.

⁵⁴ Alain Beaulieu, «Chantres du pays», dans *Ibidem*.

⁵⁵ Lucie Galibois, *op. cit.*

⁵⁶ Janusz Przychodzen, dans sa thèse de maîtrise, tire la même conclusion de l'attitude des écrivains à partir des années 80 : «[...] l'essayiste québécois, qui dans les années 1960 occupait habituellement la position de dénonciateur, de contestataire et de revendicateur, exprime aujourd'hui le désir de se tourner davantage vers l'écriture» (*Un projet de liberté. L'essai littéraire au Québec (1970-1990)*, Québec, IQRC, 1993, p. 110).

Plusieurs croient plutôt qu'une écriture complètement coupée de ses assises nationales, tout à fait désincarnée et gratuite, ou qui, pour reprendre l'expression de Godbout, «ne [pousse] aucune racine dans l'humus environnant⁵⁷», rime à peu de choses.

«Notre créole : le joual», *Le Réformiste*, op. cit., p. 63 (*Les Lettres françaises*, avril 1964).

3) Le projet socialiste de Godbout

Origine du socialisme québécois

Parmi toutes les idéologies qui surgissent au Québec au début des années 60, le socialisme est, avec l'indépendantisme, celle qui fera le plus de bruit et causera le plus d'agitation. Jusqu'alors, le socialisme d'ici n'avait jamais atteint les sommets qu'il avait atteints en Europe. Si les intellectuels québécois empruntent certaines des idées au socialisme européen dès son apparition sur le vieux continent, ils sont loin d'arriver à en faire un système cohérent. Véritable cas d'espèce, Médéric Lanctôt, considéré par certains comme «notre premier théoricien social⁵⁸», est un libéral radical issu de la petite bourgeoisie qui se lance en politique en 1867 après avoir pris conscience de la lutte des classes à Montréal à la suite d'un voyage en Europe. «Influencé par la fondation de l'Association internationale des travailleurs par Marx et Engels, [...] il prend conscience de la nécessité d'une organisation des travailleurs⁵⁹». Les idées et l'action de ce précurseur feront beaucoup pour assurer la naissance puis la croissance du syndicalisme dans les décennies qui suivirent, inaugurant ainsi «le temps des unions». Ses idées, cependant, furent combattues avec acharnement par le clergé et la bourgeoisie marchande, si bien que ses

⁵⁸ Denis Monière, «Un Réformateur social : Médéric Lanctôt», dans *Le Développement des idéologies au Québec. Des origines à nos jours*, Montréal, Québec/Amérique, 1979, p. 205.

⁵⁹ *Ibid.*

«initiatives échoueront» et qu'il devra émigrer, «ruiné par ses aventures financières⁶⁰». Par la suite, le syndicalisme se répand comme une traînée de poudre au Canada français, souvent sous l'influence américaine, entraînant dans son sillage «la naissance d'une conscience de classe chez les travailleurs⁶¹» qui les opposera désormais directement au patronat. Fait singulier, durant les premières décennies du XX^e siècle, au Québec, contrairement à la plupart des sociétés industrielles, «la lutte pour le contrôle et l'orientation du développement économique» n'oppose pas un modèle capitaliste à un modèle socialiste «visant à mettre l'industrialisation au service de la classe ouvrière» mais bien un «processus d'industrialisation capitaliste [...] [au] modèle de société traditionnelle fondée sur l'agriculture⁶²» défendu par l'Église et les idéologues laïcs. Plus encore, «ce qu'on critique dans le capitalisme ce n'est pas l'exploitation des travailleurs mais la décadence morale qu'elle entraîne⁶³». Dans ce contexte, il est compréhensible que le socialisme à proprement parler ne connaisse pas de succès véritable avant le début des années 60, ses manifestations demeurant jusque-là toujours marginales. La véritable «explosion» viendra enfin, avec la naissance de revues comme *Parti pris*, *La Revue socialiste*,

⁶⁰ *Ibid.*, p. 207.

⁶¹ *Ibid.*, p. 209.

⁶² *Ibid.*, p. 259-260.

⁶³ *Ibid.*, p. 271.

*Révolution québécoise et Socialisme (québécois)*⁶⁴. C'est alors seulement que le socialisme prendra une couleur locale vraiment originale.

Le socialisme de Godbout

De *libéral* qu'il était, Godbout s'inscrira dans ce jeune courant en affirmant être devenu *socialiste*. Contrairement à sa position à l'égard de l'indépendance du Québec, il est moins disert sur celle qu'il entretient par rapport au socialisme, si bien qu'on se perd en conjectures quand il s'agit de déterminer quelle forme de socialisme il endosse. À vrai dire, la question de savoir s'il appuie un socialisme qui s'apparenterait par exemple plutôt au marxisme, au socialisme décolonisateur, à l'existentialisme sartrien ou encore à un mélange des trois est sans doute mal venue, puisqu'au départ, on peut se demander s'il endosse le socialisme tout court. Godbout aborde si peu dans ses essais la question du socialisme et de sa présumée conversion à cette idéologie qu'on en arrive à penser qu'il s'affiche comme tel simplement pour l'effet que cela peut produire, parce que ce mot viendrait renforcer, du moins en apparence, la séquence quadruple de sa conversion à l'agnosticisme, au laïcisme, à l'indépendantisme, et à l'unilinguisme territorial. Jacques Pelletier

⁶⁴ À ce sujet, voir Denis Monière, «L'Émergence du mouvement socialiste québécois», dans *ibid.*, p. 343-351.

s'explique pour sa part cette attitude en affirmant que Godbout aurait «flirté» avec la problématique marxiste et socialiste seulement l'espace d'un moment, alors que l'idée était «dans l'air du temps», principalement sous l'influence de *Parti pris*. En réalité, soutient-il, «le fondement de sa pensée» n'aurait jamais changé, ayant toujours été «un libéralisme réformiste⁶⁵». Avant de nous prononcer, voyons tout d'abord ce qu'il en est dans *le Réformiste* et dans *Liberté*.

Il faudra attendre jusqu'en mars 1964 pour que Godbout fasse mention du socialisme. Et encore, c'est seulement à titre d'observateur distant du groupe des socialistes déclarés qu'il s'exprime : «[...] certains écrivains (Jasmin, Aquin, ceux de *Parti pris*, d'autres) cherchent à enseigner à ce peuple [...] que la dignité n'est pas un vain mot, que debout les morts-nés, et qu'un socialisme pour la nation n'est pas nécessairement du national-socialisme⁶⁶». Godbout ne s'inclut manifestement pas parmi ceux qui cherchent à répandre ces valeurs socialistes. La seconde allusion que Godbout fera à cette idéologie sera dans la discrétion d'une note infrapaginale d'un autre article publié en 1964, mais, cette fois, à *Parti pris* : «il s'agit tout simplement d'établir nos droits, ce qui se fera par la force. [note :] La force, ce *peut être* l'option socialiste d'un gouvernement du Québec déterminé à construire une démocratie

⁶⁵ Jacques Pelletier, «La Problématique nationaliste dans l'œuvre romanesque de Jacques Godbout», *op. cit.*, p. 89.

⁶⁶ «Les Mots tuent», *Liberté*, 31-32, mars-avril 1964, p. 142.

économique⁶⁷». L'indécision que traduit ce «peut-être» montre bien la tiédeur des convictions socialistes de Godbout. À ces deux seules allusions succèdera un silence de près de trois années qu'il rompra momentanément en 1967, dans sa prise de position en faveur de la création d'un ministère de la culture : «Bien sûr un Québec socialiste et indépendant aurait (aura) l'avantage d'offrir aux citoyens du pays une culture *socialisée*⁶⁸». Puis, il replonge de nouveau dans un mutisme qui durera cinq ans. Quels seront la nature et les fondements de cette «culture socialisée» et du socialisme québécois dont elle découlerait ? Godbout ne le précise nulle part, comme si cela allait de soi : le Québec sera socialiste, point. Ce fait semble pour lui une évidence dont ni la teneur ni la nécessité n'ont à être clarifiées. Par la suite, le seul autre passage où il aborde la question permet de remarquer que contrairement aux socialistes traditionnels qui remettent surtout en cause l'exploitation économique, politique et sociale des travailleurs, la principale préoccupation de Godbout reste l'exploitation culturelle du citoyen : «À quoi bon tenter de définir un socialisme québécois si ce projet ne remet pas aussi en question les structures de l'exploitation culturelle ?⁶⁹». Conséquent avec lui-même sur ce point, il s'activera en effet intensément à attaquer ces structures à partir de 1976,

⁶⁷ «La Haine», *Le Réformiste*, op. cit., p. 89. (*Parti pris*, nov. 1964). Je souligne.

⁶⁸ «Pour un ministère de la culture», *Liberté*, 50, mars-avril 1967, p. 22.

⁶⁹ «Notre libération», *Liberté*, 81, mai-juin 1972, p. 34.

dénonçant, avec *le Murmure marchand* et *l'Écran du bonheur*, l'omniprésence de la publicité et la toute-puissance de la télévision. Cependant, s'il combattrait l'exploitation culturelle qu'il a identifiée, ce sera sans jamais se référer à Marx, ni à tout autre théoricien du socialisme. Après 1972, c'est de nouveau le silence. Définitif celui-là. Plus jamais, du moins dans *Liberté*, *Cité libre* et *Parti pris*, Godbout ne reviendra sur ses velléités de socialisme, quel qu'en soit la forme. Force est donc de reconnaître avec Jacques Pelletier le manque de sérieux de Godbout lorsqu'il prétend être devenu socialiste de même que le peu de crédibilité de sa présumée conversion à cette idéologie.

4) Le projet de revalorisation du français

La profession d'écrivain est parmi les premières à être affectée par le statut de la langue. L'écrivain se sent donc au premier chef concerné par les enjeux linguistiques. Godbout, loin d'échapper à la règle, est consterné par la situation du français au Québec au moment où il se met à collaborer à *Liberté*. Le problème l'affecte doublement, à la fois à titre de citoyen (le français est la langue commune de communication des Québécois) que d'écrivain (c'est aussi l'outil de travail principal de l'écrivain du Québec).

Sur les plans politique et social, les années soixante furent celles du compromis linguistique pancanadien, de la commission Laurendeau-Dunton et, en général, de la promotion du bilinguisme hissé au rang de vertu cardinale, en modèle (et compromis) individuel et collectif par excellence. Mais, pour Godbout, les écrivains, «(des êtres dont la fonction est de créer une personnalité nationale), ne peuvent se concevoir dans une biculturebilinguebinationale !⁷⁰». La chose, comme le mot, lui semble odieuse :

C'est ce à quoi je songeais en tentant (avec difficulté) depuis plusieurs jours de définir ce que le bilinguisme pouvait avoir - pour moi - de *si répugnant*. Ainsi, depuis mes plus tendres souvenirs jusqu'à mes querelles d'adolescent, toute ma vie n'était-elle pas

⁷⁰ «Les Mots tuent», *op. cit.*, p. 140.

bilingue ? Vrai, j'ai une mémoire bilingue. Et même il m'est arrivé, à Paris, de m'ennuyer des sons que font les Anglais en parlant. Or, aujourd'hui, plus j'écris, plus je réfléchis, plus cette langue seconde qu'est devenu pour moi l'anglais m'écorche les oreilles, la conscience; plus je réfléchis plus je suis agacé, ennuyé, par le bilinguisme, plus je me sens *amoindri* de trop bien savoir *deux* langues⁷¹.

Pour l'écrivain, le problème est plus aigu encore : «Si, pour le citoyen canadien-français, l'anglais n'est pas une langue de convenance mais celle, imposée *of course*, de l'armée qui conquiert ses terres voilà 200 ans, pour l'écrivain, cette langue étrangère est de plus, et quotidiennement, ce qui gruge sa force, ce qui lui fait faire des fautes - de syntaxe, de grammaire, - de pensée⁷²». Or, l'acte d'écrire démontre «qu'on ne peut penser que dans une langue à la fois. Et que le bilinguisme est une façon polie d'imposer une pensée étrangère par le viol des mots, et de la conscience⁷³». C'est seulement «quand le bilinguisme, cette solution visqueuse qui ne méritait pas une enquête, sera enterré» que «les écrivains indigènes pourront donner un visage à leur patrie, ce qui (voir Valéry) est leur rôle premier dans la nation⁷⁴». Mais avant de s'aventurer plus loin dans la question des luttes

⁷¹ *Loc. cit.*, Godbout souligne.

⁷² *Loc. cit.*

⁷³ *Ibid.*, p. 142.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 143.

linguistiques de Godbout, il n'est pas superflu de faire une fois de plus un bref rappel historique à propos de l'évolution du français au Québec.

L'évolution du français québécois

L'histoire des langues du monde nous enseigne que le lieu géographique d'implantation d'une langue finit, à la longue, par la distinguer de la langue de laquelle elle est issue. Cette différenciation sera plus ou moins prononcée selon un ensemble de facteurs sociaux, historiques ou politiques. Le français parlé par les Canadiens français n'échappe pas à cette règle d'airain. Leur différenciation linguistique par rapport à la France, déjà engagée en Nouvelle-France, a subi une accélération marquée à partir de la Conquête de 1760, l'ancienne colonie française se voyant coupée de la norme française. Bon gré mal gré, ces derniers allaient se forger une langue plus conforme à leur réalité. Il n'est donc pas étonnant que, plus de deux siècles plus tard, Godbout se rallie à l'opinion d'Hubert Aquin, pour qui il «semble évident qu'un certain écart linguistique se perpétuera» entre le Québec et la France⁷⁵. Retenons, entre autres facteurs responsables de l'originalité de cet écart, que le français du Canada allait se voir inondé d'anglicismes durant toute la période où les Canadiens français furent sous le contrôle d'élites économiques et

⁷⁵ «Entre l'Académie et l'Écurie», *Liberté*, 93, mai-juin 1964, p. 23.

politiques anglo-saxonnes (disons de 1760 à 1950) et que cette domination a longtemps confiné le français aux régions rurales pendant que l'anglais régnait dans les villes. On peut aussi ranger dans cette catégorie la condamnation péremptoire du rapport de Lord Durham, qui niait chez ce peuple jusqu'à l'existence d'une culture et d'une histoire propres, en ce qu'elle a engendré, à partir de 1840, la fondation d'une littérature nationale visant à faire mentir ce constat. Quand on envisage ces événements dans leur ensemble, et tous ceux, des plus anodins aux plus notoires, qu'il serait trop long d'énumérer ici, et qu'on considère leurs conséquences sur le plan linguistique, on comprend mieux la précarité du fait français au début des années soixante et l'inquiétude manifeste qui en découle chez les consciences qui s'éveillent alors.

Situation du français au Québec dans les années 1960

Le bilinguisme

Une lecture la moindrement attentive des essais de Godbout dans *Liberté* permet de vérifier qu'il n'avait pas tort de se sentir «amoindri» de trop bien savoir deux langues. À plusieurs endroits dans ses essais, le lecteur peut en effet s'étonner de voir avec quelle spontanéité les termes empruntés de l'anglais semblent lui venir à l'esprit, même dans le cas où la langue française comporte un équivalent aussi

précis et répandu. En d'autres termes, le français semble bien souvent ne pas lui suffire, l'anglais semblant parfois mieux traduire la réalité : «L'art dramatique [...] trouve son accomplissement (fullfillment) dans la *cinématurgie*⁷⁶»; «Le journaliste (forcément) résume et ne donne qu'un compte-rendu qui vaut ce que vaut un objet usagé (second hand)⁷⁷»; «un téléroman sur un écran de télévision est *unbearable*⁷⁸»; il décrit le style du *Devoir* comme «le court essai documenté de type universitaire *with tremendous foot notes*⁷⁹», ou encore : «*Décor*mag offra[i]t [...] à la jeune *middle class* instruite l'image [...] de sa réussite⁸⁰». Curieusement, on observe ce phénomène à des moments où Godbout a depuis longtemps pleinement conscience de la pression qu'exerce sur lui l'anglais.

Certains collaborateurs de *Liberté* tenteront d'expliquer cette situation intolérable d'écartèlement des Québécois entre deux langues et deux identités et chercheront à lui trouver différentes issues. Dans le texte collectif «L'Affaire des deux langues», chacun avance une hypothèse personnelle et y va de son propre

⁷⁶ «Une expérience : cinéma nouveau cinéma», *Liberté*, 44-45, mars-juin 1966, p. 161. Godbout souligne.

⁷⁷ «La Télévision : Notre œil quotidien sur la démocratie», *ibid*, p. 182.

⁷⁸ «De la dramaturgie à la télévision», *Liberté*, 49, janv.-fév. 1967, p. 74. Godbout souligne.

⁷⁹ «Le Roman journal (petite conférence)», *Liberté*, 115, janv.-fév. 1978, p. 109. Godbout souligne.

⁸⁰ «Le Murmure marchand», *Liberté* 117, mai-juin 1978, p. 18. Je souligne.

scénario de sortie. Hubert Aquin affirme que le problème du bilinguisme est politique, Jacques Folch-Ribas qu'il est plutôt de nature psychologique. Le troisième, Godbout, affirme que ses deux collègues n'y entendent rien ; pour lui, le problème est à n'en pas douter sexuel. Il exploite ainsi jusqu'à l'allégorie la métaphore (aujourd'hui éculée) du couple mal assorti :

Le bilingue heureux est un cas d'exception et nous serions tenté de croire, avec M. René Lévesque, que les lits jumeaux du bilinguisme ne feront le bonheur de personne, et qu'il faut, dans ces conditions, faire chambre à part. En somme, si l'on veut faire le bonheur des habitants de ce pays, la discussion devrait porter désormais sur les dimensions de l'accessibilité à la porte communicante entre deux chambres unilingues, et non sur la possibilité de fourrer tout le monde dans un même grand lit à ciel bilingue⁸¹.

De toute évidence, pour Godbout, la porte de sortie à ce problème «sexuel» est politique. Ainsi, «ce qu'un jeune écrivain québécois devrait savoir c'est qu'il ne pourra exercer sa sexualité de façon normale tant qu'il ne vivra pas dans un pays normal⁸²».

⁸¹ «L'Affaire des deux langues», *Liberté*, 56, mars-avril 1968, p. 14-15.

⁸² «Écrire», *Liberté*, 76-77, juillet-oct. 1971, p. 147.

Le joual

La problématique du français québécois apparaîtra très tôt dans les essais de Godbout. Au départ, il le définira par opposition à une certaine norme venue de France. La «littérature française d'Amérique», quant à elle, tiendrait son originalité du fait qu'elle émane «d'un peuple blanc, d'expression française, mais qui vivra l'aventure d'une *minorité*⁸³». D'autre part, Godbout fait remarquer que «l'homme québécois [...] ne peut être - ne sera jamais plus - un Français comme les autres⁸⁴». Ce constat rappelle au lecteur québécois d'aujourd'hui que les choses ont bien changé en trente ans : ce qui constitue aujourd'hui un truisme (le Québécois n'est pas un Français comme les autres) restait alors encore à affirmer. C'est dire l'importance, sur le plan identitaire, du passage du terme *Canadiens français* à celui de *Québécois*. Le problème de la langue de l'écrivain, pour sa part, n'est pas nouveau : «Au Canada français, depuis cent ans déjà, ces problèmes de langage épuisent les écrivains : ils sentent bien comme cela sonne faux quand leurs personnages s'expriment en un français correct⁸⁵». Ainsi, «en termes d'écriture

⁸³ «Littérature française d'Amérique», *Le Réformiste*, op. cit., p. 25. (D'abord publié dans *Les Lettres françaises* en mai 1963). Cette situation n'est pourtant pas propre aux Québécois : les Wallons de Belgique et les francophones de Suisse sont eux aussi blancs et francophones.

⁸⁴ «Une civilisation atlantique», *ibid.*, p. 45. (D'abord paru dans *Les Lettres françaises* en décembre 1963).

⁸⁵ «Notre créole : le joual», *ibid.*, p. 63. (*Les Lettres françaises*, avril 1964)

littéraire la langue française, correcte, bien élevée, qui ne fait jamais pipi sur le tapis du salon, n'est pas un langage. Le langage québécois, qui exprime une réalité sociale, culturelle, économique et politique, aussi différente de la réalité française que sont différentes nos rivières, est la première réalité dont doit tenir compte le romancier⁸⁶». Godbout prend donc le parti de s'exprimer dans un français «incorrect», parce qu'il est persuadé qu'une littérature «se réussit mieux avec des mots vivants, ceux de la rue, ceux du restaurant, ceux de la vie de tous les jours et ceux des soirées perdues. Quand, entre la langue écrite et la langue parlée, le décalage est trop grand, la littérature devient alors artificielle, emprunte ses thèmes ailleurs et ses solutions aux manuels de philosophie». Il rejette d'emblée l'élitisme littéraire, puisqu'il croit qu'une «littérature en dentelle, tout empesée, assise sur le bout de son fauteuil, fesses serrées [...] n'est valable que pour [une] infime minorité⁸⁷». C'est le piège que n'auraient pas su éviter les écrivains de Louisiane, qui «écrivaient en français une littérature valable, sur le plan universel, mais qui allait bientôt mourir puisqu'elle ne poussait aucune racine dans l'humus environnant. [...] Un jour cette littérature disparut, aussi brusquement qu'une voiture dans un

⁸⁶ «Notre libération», *Liberté*, 81, mai-juin 1972, p. 38.

⁸⁷ «Notre créole : le joual», *op. cit.*, p. 62-63. C'est, en gros, la problématique à laquelle est confronté Thomas D'Amour, dans *D'Amour, P.Q.* À la fin du roman, après une profonde remise en question, ce personnage adopte le français québécois.

ravin⁸⁸».

Godbout croit que le bilinguisme canadien, dans sa foulée, a entraîné la naissance d'une «forme avancée du franglais qui inquiète Étiemble, une forme *intégrée*, car les 190 millions d'anglophones pèsent lourd sur la grammaire et la syntaxe de cinq millions de francophones : ces derniers ont peu à peu inventé un créole, c'est-à-dire une langue de colonisé, pour se défendre, mais aussi sans que cela soit jamais l'œuvre d'une conscience lucide⁸⁹». Pour lui, à travers ce créole (ou joual) québécois peut se profiler aussi bien le spectre de l'assimilation qu'un espoir de libération. Le joual est «peut-être la dernière phase avant la disparition complète de toute pensée francophone en Amérique, mais aussi ce peut être l'expression juste et grave d'un effort conscient de décolonisation⁹⁰». Trente ans plus tard, le recul historique aidant, on peut affirmer hors de tout doute que l'apparition du joual traduisait davantage l'hypothèse optimiste.

À ce stade, il serait instructif de faire intervenir dans le débat les écrivains partipristes, qui sont à l'origine du mouvement littéraire et politique du joual. Les

⁸⁸ *Ibid.*, p. 63.

⁸⁹ «Notre créole : le joual», *Le Réformiste*, op. cit., p. 64, (*Les Lettres françaises*, avril 1964). Gaston Miron a lui aussi exprimé avec force le caractère aliénant du bilinguisme dans un texte publié la même année («Aliénation délirante», *L'Homme rapaillé*, Montréal, P.U.M., 1970, p. 108-111).

⁹⁰ *Ibid.*, p. 65.

motifs qui les ont amenés à avoir un «recours (évidemment partiel et momentané) au joual⁹¹» littéraire sont clairement énoncés dans trois articles incontournables (parce que fondateurs) publiés dans cette revue⁹². En gros, les écrivains partipristes se sentent «coupables d'être d'origine bourgeoise et comme tels, d'avoir échappés au mal commun de "joualisation" de notre langue⁹³». Pour cette raison, ils veulent consciemment traduire dans toute sa laideur la condition aliénée des québécois, étant prêts pour cela à faire fi de leur formation classique bourgeoise qui leur avait permis de s'élever au-dessus de la masse. La principale crainte qui motive ce rejet reste le fait que les écrivains partipristes refusent de faire partie «de cette minorité pensante et écrivante qui pourrait donner l'illusion à l'observateur superficiel que les Québécois ne souffrent pas d'une infériorisation. Ne parlons-nous pas bien ? Ne sommes-nous pas bilingues ? [...] Et pourtant, nous refusons cette situation qui pourrait être la nôtre. [...] Nous refusons d'être les français de service ; une couronne française sur une tête jouale. Nous refusons de servir à maquiller par notre beau langage, le langage pourri de notre peuple⁹⁴». Avec les écrivains

⁹¹ André Brochu, «D'un faux dilemme», *Parti pris*, avril 1965, p. 59.

⁹² Gérald Godin, «Le Joual et nous», II, 5, janv. 1965, et «Le Joual politique», II, 7, mars 1965, pp. 57-59, et André Brochu, *ibid.*, pp. 58-59.

⁹³ Gérald Godin, «Le Joual politique», *Ibid.*, p. 57.

⁹⁴ *Loc. cit.* Pour les mêmes motifs, Miron a refusé pendant longtemps de publier ses poèmes en recueil, craignant de donner des armes à ceux qui affirment qu'un francophone peut s'épanouir

partipristes, le joual dépasse le stade du simple procédé littéraire et acquiert une dimension nettement politique, dans la mesure où il permettra de «dévoiler un état de désintégration de la langue, analogue à celui de la société⁹⁵» qui, espère-t-on, accélérera l'avènement d'un véritable État québécois francophone : «Tant que cet État n'existera pas, il faudra faire son deuil du bon français et assumer l'infériorité du peuple dont nous faisons partie en parlant la même langue que lui : le joual⁹⁶», tout en sachant cependant très bien que les Québécois passeront aussi difficilement du joual au français que de la «situation présente à celle de nation libre⁹⁷». Godbout, quant à lui, résumait ce paradoxe en affirmant qu'écrire joual, «c'est se couper tous les ponts, voilà ce qui fonde le tragique de l'écriture québécoise rêvée; pourtant seul le joual peut traduire l'épaisseur de la condition québécoise⁹⁸».

Les Québécois mettront du temps à sortir de la problématique du joual et il faudra attendre longtemps pour qu'ils puissent en parler avec sérénité. Godbout, pour sa part, juge très tôt la question avec un détachement qui lui procure une précieuse lucidité. À partir du milieu des années 60, il lui apparaît évident que la

dans sa langue dans un Québec fédéré.

⁹⁵ André Brochu, «D'un faux dilemme», *op. cit.*, p. 58.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 59.

⁹⁷ André Brochu, *op. cit.*, p. 59.

⁹⁸ «Une raison d'écrire», *Le Réformiste*, *op. cit.*, p. 115.

langue québécoise devra se situer quelque part entre le français standard et le joual: «dans l'idéal il nous faudra un jour écrire en un français que pourront comprendre dans le monde le plus de francophones possible, *mais sans jamais sacrifier la description exacte de notre société*⁹⁹». La spécificité du français d'ici repose selon lui sur le fait que l'écrivain québécois «aimerait bien écrire en une langue qui soit authentique, qui ait notre accent, *sorte de français sauvage* [...], mais qui exige, nous n'avons pas eu des ancêtres catholiques en vain, d'abord et avant tout un acte de foi. Notre seconde entreprise consiste donc à faire admettre notre parlure américaine. Notre huron moderne¹⁰⁰». Ce français original sera, «tout simplement, le québécois. La langue de l'écrivain québécois, ce sera, au niveau syntaxique, le français. Une structure française, une forme québécoise : c'est avec cette sculpture que nous entendons nous exprimer¹⁰¹». Au début des années 70, Godbout aborde la question du joual sans l'acrimonie que de nombreux écrivains et intellectuels conserveront longtemps envers elle. Le joual, pour lui, n'est déjà plus le symbole de l'aliénation québécoise qu'il a été, «ce n'est plus le nom commun qui dit la dislocation du français des champs au contact de l'anglais des villes. Le joual est devenu une appellation contrôlée de l'un des niveaux de langage, à la disposition

⁹⁹ *Ibid.*, p. 117.

¹⁰⁰ «Entre l'Académie et l'Écurie», *Liberté*, 93, mai-juin 1974, p. 25-26. Godbout souligne.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 29.

de l'écrivain québécois comme tous les autres niveaux langagiers¹⁰². Cette attitude ne l'empêchera pas d'attaquer ouvertement les tenants de «l'idéologie du joual», qu'il traite de «ramollis du cerveau» pour qui «parler joual devient plus important que de dire quelque chose¹⁰³» et qui, pour la plupart, «se prennent à croire que rompre avec la langue française serait une solution de rechange aussi bénéfique que rompre avec la France», ce qui n'est pas sans occulter «les véritables dimensions du langage (de l'écrivain) québécois¹⁰⁴». On aura alors compris que ce n'est pas parce que Godbout est persuadé que l'écart entre le français du Québec et celui de France va se maintenir qu'il en conclut pour autant que les Québécois doivent rompre avec le français. Au contraire, il pense qu'ils doivent s'y rattacher sans sacrifier pour autant leur spécificité linguistique. Ainsi, les Québécois pourront réussir à «accoucher d'un langage québécois qui soit au français ce que l'américain est à l'anglais¹⁰⁵». En ce sens, il faut dès maintenant cesser d'écrire en français, «c'est-à-dire avec une tête française», puisque c'est là «se provincialiser, c'est s'aliéner, c'est remettre son âme à la métropole en lui demandant de la conserver au musée des colonies» pour, au contraire, «écrire en québécois, c'est-à-dire avec une tête

¹⁰² *Ibid.*, p. 27-28.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 30.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 23.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 24.

québécoise, [et ainsi] *se choisir comme capitale*¹⁰⁶». Mais l'entreprise reste délicate: il faut éviter que le joual devienne un miroir aux alouettes qui cache les vrais enjeux¹⁰⁷ : «Il nous reste un seul système qui nous relie encore exclusivement à la France : la langue. C'est pourquoi ceux qui l'attaquent, dont Léandre Bergeron, travaillent objectivement pour la Gendarmerie Royale du Canada¹⁰⁸».

Le français au Québec après 1980 : vers la consolidation d'une norme

De nos jours, le débat entourant le joual ne fait manifestement plus couler autant d'encre qu'il y a vingt ans et ne soulève plus guère de passions. Certains, dont Léandre Bergeron et Victor-Lévy Beaulieu, restent farouchement campés sur leur position d'antan. Mais ils ne rallient plus personne de sérieux à leur cause. Si le français québécois reste un français particulièrement soumis à la pression de l'anglais, on remarque depuis trente ans que la francisation a fait des pas remarquables. Plus personne n'ignore les termes techniques, informatiques ou scientifiques français, si bien que de plus en plus de gens les préfèrent à l'anglais.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 30. On pourrait ironiser ici : ce choix de capitale, Godbout ne le fera lui-même qu'à demi, publiant ses essais à Montréal, mais tous ses romans à Paris.

¹⁰⁷ Ce que Jean Marcel, dans *Le Joual de Troie* (Montréal, Boréal, 1973) a bien démontré en expliquant comment l'idéologie du joual, en posant la langue française en ennemie du français parlé au Québec, occulte son ennemi véritable que reste l'anglais.

¹⁰⁸ «Place cliché», *Liberté*, 138, nov.-déc. 1981, p. 39.

On constate également l'affirmation marquée d'une norme proprement québécoise qui n'a plus à rougir devant la norme française (signe des temps, la Maison Robert, en 1993, a travaillé de concert avec les auteurs du *Dictionnaire québécois d'aujourd'hui* dans l'élaboration du projet). Enfin, différentes législations linguistiques ont donné des dents à la Charte de la langue française du Québec, au point où on a même cru bon à maintes reprises de l'assouplir. À eux seuls, ses facteurs ont certes contribué à désenvenimer le débat.

Ce qui ne veut pas dire pour autant que les problèmes de langue n'épuisent plus les écrivains québécois. Au contraire. L'anglais est et restera longtemps encore la langue principale de communication en Amérique de Nord. Et l'hégémonie culturelle américaine, relayée ici par la majorité anglophone du Canada, n'est pas sur le point de relâcher son emprise sur le Québec. Des écrivains comme Jacques Godbout n'ont pas fini de se rendre à l'évidence que les Québécois habitent en quelque sorte un pays occupé, ce qui les contraint davantage à l'homogénéité que d'autres peuples : «[...] on n'a que le temps de la résistance, c'est le Maître anglo-américain qui dicte notre conduite *puisqu'il nous détermine par sa seule présence*¹⁰⁹».

¹⁰⁹ «Écrire», *Liberté*, 76-77, juillet-oct. 1971, p. 144. Je souligne.

5) Projet de lutte contre la société du spectacle et du marchandisage

Des romans le «*Couteau sur la table* (1965) à *l'Isle au dragon* (1976)» on remarque «une différence essentielle, le colonisateur, *l'ennemi principal* n'étant plus le Canada anglais mais le grand capital international, et au premier chef l'impérialisme américain¹¹⁰». Il ne faut pas minimiser l'importance de ce déplacement de la problématique chez Godbout, qui se manifeste, à la même date, du côté de ses essais. Les quatre volets de son réformisme que j'ai retracés depuis le début ne semblent plus alors avoir pour lui qu'un intérêt accessoire. Les questions de la langue, de l'indépendance, de l'anticléricisme et du socialisme, si elle ne disparaissent pas complètement à partir de 1976, sont désormais subordonnées à l'omniprésence de l'industrie de la marchandisation et de la société du spectacle. Même transfert du côté de ses romans, dans lesquels «la recherche d'identité nationale, puis son affirmation par rapport à la domination anglo-saxonne n'assurent plus la structure de base du récit¹¹¹». Au moment où la problématique et le point de vue sont à son avis renversés, plusieurs certitudes d'antan sont remises en question. Certaines sont centrales, comme l'importance de la langue : «Il n'y a

¹¹⁰ Jacques Pelletier, «La Problématique nationaliste dans l'œuvre romanesque de Jacques Godbout», dans *op. cit.*, p. 44. L'auteur souligne.

¹¹¹ *Ibid.*, p. 47.

plus qu'un langage, [le *modèle* américain de comportement] : pourquoi défendre nos langues ?¹¹²», ou le désir d'indépendance auquel peuvent aspirer les nations : «une nouvelle barbarie est née, vers le milieu du siècle, qui se moque des pays, des paysages, des paysans et des villes. Et qui n'a que faire des nations. Cette barbarie, dont le langage est la publicité, dont l'intérêt est multinational, et dont l'expression est la ville moderne, a produit une nouvelle culture, [partout] identique¹¹³». Cette uniformité envahissante conduit à son tour au constat que «quand nous penserons tous comme des Américains, les sociétés transnationales seront nos pays d'élection¹¹⁴». «L'écran du bonheur» tant honni, quant à lui, vient remettre en question jusqu'à la place du livre, objet sacré pour l'écrivain, s'il en est un : «Partout aussi la forme d'expression privilégiée de cette barbarie n'est plus la littérature, mais la télévision¹¹⁵».

Confronté à cette nouvelle réalité, Godbout se sent forcé de prendre ses distances par rapport au texte national, consacrant désormais son attention à la société du spectacle en Amérique et en Occident. Quand il se demande en quoi il

¹¹² «Le Murmure marchand (quelques notes prises devant le petit écran)», *Liberté*, 117, mai-juin 1978, p. 14.

¹¹³ «Où en sont les littératures nationales ?», *Liberté*, 112-113, juillet-oct. 1977, p. 77.

¹¹⁴ «Le Murmure marchand (quelques notes prises devant le petit écran)», *op. cit.*, p. 13.

¹¹⁵ *Loc. cit.*

a changé du *Réformiste* au *Murmure marchand*, il se voit forcé de reconnaître que cette société du spectacle et du marchandisage est devenue chez lui une véritable idée fixe : «si dans les "textes tranquilles" j'avais des opinions et des idées sur tout, dans le *Murmure marchand* je ramène tout à une seule idée qui n'est pas particulièrement réjouissante [...]. Je pense qu'il y a dans les objets et leur aura publicitaire une odeur de mort culturelle¹¹⁶». Jacques Pelletier a remarqué avec raison que, des années soixante aux années quatre-vingt-dix, Godbout «passe [...] d'une vision optimiste, confiante dans le devenir collectif, inspirée par une croyance au libéralisme et au néo-nationalisme à une vision désenchantée, sceptique, ironique, très postmoderne, du Québec actuel¹¹⁷». Je n'ai pas voulu mettre ici l'accent sur cette nouvelle dimension parce qu'elle s'écarte nettement du projet réformiste de Godbout. Il y aurait cependant certainement matière à s'étendre sur l'attention de plus en plus grande qu'il a accordé à ces phénomènes. De ses premiers essais au *Murmure marchand* et à *l'Écran du bonheur*, ces phénomènes sont passés, chez lui, de préoccupation secondaire à obsession centrale. Il y aurait lieu d'analyser l'ironie dont Godbout se sert à doses habilement calculées dans sa prose, parce qu'elle fonde en grande partie l'originalité de son écriture. La présence

¹¹⁶ *Le Murmure marchand, 1976-1984*, Montréal, Boréal express, 1984, p. 7-8.

¹¹⁷ *Les Habits neufs de la droite culturelle*, op. cit., p. 69.

de cette ironie met en relief le fait que sa conscience aiguë du problème ne lui permet aucunement de leur apporter des solutions, bien au contraire, puisque «même ceux qui refusent la société marchande se meuvent impuissants dans ses structures¹¹⁸».

Pour Godbout, la civilisation de la culture de masse, qu'il appelle «technatomique», aurait commencé à se répandre en 1945 et aurait entraîné à la fois «un renversement des valeurs et [...] une transformation radicale des valeurs renversées», ce qui lui permet d'affirmer du même souffle : «*Nous sommes des mutants*¹¹⁹». Dans ce contexte radicalement différent, «le pouvoir d'achat a remplacé le pouvoir politique, la société marchande libérale a remplacé la démocratie libérale, le consommateur irrité a remplacé le citoyen révolté, les barricades ont forme d'étalage. Liberté, Égalité, Fraternité sont devenues : variété, publicité, satiété¹²⁰». Confronté à une société en profonde mutation, l'écrivain traditionnel se voit forcé de se repositionner. Le choix de Godbout sera de continuer à écrire tout en participant de plus en plus au jeu médiatique, ce qu'il reconnaît volontiers, mais tout en se défendant bien de le faire délibérément : «Il m'a fallu [...] réunir [les

¹¹⁸ «Le Murmure marchand», *Liberté*, 117, mai-juin 1978, p. 21.

¹¹⁹ «Pour un ministère de la culture», *Liberté*, 50, mars-avril 1967, p. 6 et 14. Godbout souligne.

¹²⁰ *Le Murmure marchand, 1976-1984, op. cit.*, p. 31. Godbout souligne.

essais de l'*Écran du bonheur*] pour découvrir à quel point je suis, *malgré moi*, médiatisé¹²¹». La société de la culture de masse a donc accouché d'un écrivain nouveau dont Godbout peut être considéré comme l'archétype. Cet écrivain, s'il désire «réussir», doit se plier aux exigences de la culture de masse (publicité, télévision, marchandisage), à défaut de quoi il se condamne à la marginalité, ce que Godbout est manifestement parvenu à éviter jusqu'à maintenant.

En 1990, Jacques Godbout estime avoir «consacré le premier tiers de sa vie à dénoncer le cléricalisme et le second à démystifier le murmure marchand¹²²». Dans le second cas, cette prépondérance s'est affirmée parallèlement à son désintérêt envers d'autres idées telles que le socialisme, l'indépendantisme et la question linguistique. Ses essais montrent bien, en effet, qu'il perçoit «le clergé et le publicitaire, eux aussi producteurs de mythes (et de spirituel) tout autant que l'écrivain, [...] comme de véritables "concurrents"¹²³». Il s'en prendra donc plus spontanément à eux qu'à tout autre groupe culturel, social ou politique.

¹²¹ «Naître à l'écran», *L'Écran du bonheur. Essais 1985-1990*, Montréal, Boréal, 1990, p. 11. Je souligne.

¹²² *Ibid.*, p. 9.

¹²³ Carole Farmer, *Jacques Godbout : l'essai, entre le mythe et la réalité* (thèse), Département des lettres françaises, Université d'Ottawa, 1989, p. 129.

CONCLUSION

Godbout et le Québec des trente dernières années

En 1974, au beau milieu de sa carrière d'essayiste, Godbout estimait n'avoir rien inventé, n'avoir en réalité que donné forme «à ce qui existait autour de [lui]¹²⁴». On peut dire que cela est valable autant pour ses essais que pour ses romans, et que cela reste tout aussi vrai aujourd'hui. Mais de là à dire que ses essais reproduisent passivement l'état de la société québécoise, au lieu de tenter d'agir directement sur elle, comme on pourrait s'y attendre, il n'y a qu'un pas, qu'il serait cependant réducteur de franchir. Il y a bien chez Godbout, comme on l'a vu, ce côté prudent du réformiste que tout engagement trop radical rebute. Mais ses essais comportent aussi une dimension provocatrice, qui interpelle le lecteur et qui peut même l'inciter à l'action. Godbout ne fait pas que constater, il pose un diagnostic et suggère des pistes de solutions. En ce sens, force est de convenir que son œuvre est doublement révélatrice de l'évolution de la société québécoise.

Tout bien considéré, les essais de Jacques Godbout représentent, sur le plan thématique, une variation personnelle et originale des problèmes de toujours des Québécois, tous ces thèmes obsédants qui reviennent sans arrêt au «même maudit cul-de-sac : l'Indépendance, les curés, les Anglais, les Français, le joual, le parfait

¹²⁴ «Allocution de Jacques Godbout à la remise du Prix Duvernay 1974», *Liberté*, 92, p. 14.

bilingue, l'Indépendance, les curés...¹²⁵». Néanmoins, et en dépit de cet apparent piétinement causé par la présence d'un incontestable «invariant historique» (la vieille idéologie traditionnelle, conservatrice et préservatrice, «sorte de noyau dur de la définition de l'identité québécoise¹²⁶»), le Québec, tel qu'il s'est offert aux yeux de Godbout de la naissance de *Liberté* à aujourd'hui, a certes changé. Si l'on se fie au classement suivant de Pelletier, par exemple, son œuvre montre que Godbout perçoit le Québec du milieu des années 60 comme dominé par 1) la mainmise économique et politique des Canadiens anglais, et plus précisément de la fraction riche de cette communauté qui habite Westmount et règne sur Montréal et le Québec (*c'est l'ennemi principal*) ; 2) la force économique et militaire des États-Unis ; 3) la tutelle politique de l'Angleterre dans la mesure où le Canada est perçu et défini comme pays britannique et 4) par le contrôle politique et idéologique du clergé et des notables traditionnels, ses alliés¹²⁷. Trente ans plus tard, le portrait d'ensemble a changé. La première domination s'est grandement atténuée, avec l'apparition d'une nouvelle classe d'affaires francophone (le «Québec inc.»); la deuxième et la troisième sont toujours présentes, quoique le référendum

¹²⁵ Robert Vigneault, «Le Réformiste», dans *Livres et auteurs québécois*, 1975, p. 173.

¹²⁶ Serge Cantin, «La Fatigue culturelle de Jacques Godbout», *op. cit.*, p. 28.

¹²⁷ Jacques Pelletier, «La Problématique nationaliste dans l'œuvre romanesque de Jacques Godbout», dans *op. cit.*, p. 30-31.

prévu pour 1995 risque de remettre sérieusement en question cette dernière; et la quatrième est écartée pour de bon. On observe donc un changement marqué dans la moitié des cas, changement auquel Godbout n'est pas sans avoir personnellement contribué, pour sa modeste part, à travers ses essais. Le besoin de réforme des «années tranquilles» n'était donc pas le fruit de l'imagination des collaborateurs de *Liberté* et des intellectuels des années 60 mais bien l'expression d'un courant et d'une volonté populaires réels. Ce qui fait que Godbout se sent autorisé à qualifier la révolution tranquille d'«orgie» : «L'orgie a duré vingt ans. Sans reprendre souffle la Province, de provinciale paroissiale et rurale, est devenue un État confédéré urbain laïque¹²⁸».

Pourtant, les préoccupations plus globales de Godbout, que ce soit la précarité du fait français en Amérique et au Québec, le statut politique de cette province dans la fédération canadienne, la toute-puissance des médias de masse ou la place de l'écrivain dans la société, demeurent pour la plupart d'une actualité brûlante et, dans le contexte politique et social actuel, ne cessent d'être préoccupantes. La société québécoise a donc commencé à changer avec la Révolution tranquille, mais ce processus allait rester inachevé jusqu'à aujourd'hui. La génération de Godbout, à cet égard, n'a fait que franchir le premier pas, qui était

¹²⁸ «L'orgie», *Liberté*, 153, mai-juin 1984, p. 34.

aussi le plus considérable. L'«erreur» de la génération du «bébéboume¹²⁹», qui sera en partie la cause de la désillusion assez répandue que l'on remarque aujourd'hui chez elle, aura été d'avoir, dans l'enthousiasme initial, sous-estimé la durée des changements profonds qui s'annonçaient et cédé à la tentation de l'éphémère. Les événements récents montrent assez que le processus enclenché par les ruptures de 1960 allait avoir une incidence très profonde à moyen et à long terme autant sinon plus qu'à court terme.

Mais, au total, cette impression de piétinement était peut-être un peu inscrite dans les gènes de Godbout. On me permettra ici d'établir une analogie qui n'a, c'est le moins qu'on puisse dire, rien de bien scientifique. Le premier ministre québécois Adélard Godbout (1939-1944), qui est aussi le grand-oncle de Jacques Godbout, «aura, sur le plan intérieur, une politique progressiste, réformiste ; par contre, il pratique une politique «nationale» en accord avec le gouvernement fédéral¹³⁰». Tout en étant incomplet, n'est-ce pas bien là, malgré les décennies qui séparent les deux hommes, un portrait assez fidèle des positions sociopolitiques du plus jeune?

¹²⁹ Orthographe empruntée au titre d'un article de Godbout, « Le Bébéboume québécois », *Liberté*, 152, avril 1984, pp. 70-74.

¹³⁰ Jean-Claude Robert, *op. cit.*, p. 183.

Jacques Godbout et l'essai : une aventure fructueuse

L'approche que j'ai adoptée pour l'étude des essais de Godbout comporte un désavantage. En choisissant de retracer chronologiquement l'évolution des thèmes dominants qu'on y retrouve, j'ai quelque peu occulté l'un des traits les plus distinctifs de l'essai. Ce genre littéraire, en effet, ne prétend pas «à la *linéarité* sans faille des idées», mais se construit plutôt «*circulairement* ou *autour d'une pensée*¹³¹». Or, Godbout, en véritable essayiste, utilise précisément ce procédé dans ses essais. Il *grave* donc sans cesse *autour* des mêmes idées : l'anticléricalisme, la langue, l'indépendance, le socialisme et le murmure marchand, qui apparaîtront pêle-mêle dans ses articles. Ce n'est que pour schématiser le «discours d'un réformiste» que je me suis permis de présenter son œuvre comme le produit d'une réflexion qui semble partir du point a pour aboutir au point b. Cette approche m'a permis (c'était là mon principal objectif) de tirer au clair les énoncés de ce discours. Une étude portant plus spécifiquement sur l'ironie envahissante qui se manifeste dans l'écriture des essais de Godbout gagnerait à être menée. Elle pourrait mettre en relief ce qui distingue son écriture de celle d'autres essayistes ou, en d'autres termes, ce qui fonde sa manière personnelle d'interroger et de s'appropriier le

¹³¹ Robert Vigneault, *L'Écriture de l'essai*, op. cit, p. 29.

vécu¹³².

Dans un autre ordre d'idées -et pour conclure-, l'ambivalence de Godbout, décriée par plusieurs critiques (qui avaient en grande partie raison), tient sans doute au moins en partie au fait que, tout en acceptant «l'état de fait et la situation canadienne-française», il refuse «de s'y laisser enfermer. Il veut participer au mouvement général du monde nord-américain qui l'entoure¹³³». En ce sens, Godbout est sans doute le représentant, dans le monde littéraire, d'un type assez répandu de Québécois qui se trouvent coincés entre leur américanité et leur francité, ambivalence que même leur acceptation de la «québécoité» ne parvient à résoudre qu'en partie. À cela près qu'il a su mieux que bien d'autres dépasser ce dilemme en tentant d'amalgamer les meilleurs aspects de l'américanité avec les meilleurs de ceux de la francité, son œuvre cherchant sans cesse à concilier les deux dimensions. Le défi des Québécois du tournant de l'an 2000, préfiguré de manière magistrale dans les essais de Godbout, sera justement de trouver le moyen de participer pleinement à l'américanité en l'enrichissant de leur spécificité culturelle de francophones en terre d'Amérique, sans pour autant se voir trop dépossédés par la culture contagieuse qui bouillonne au sud du 50e parallèle comme à l'ouest de la

¹³² Formulation inspirée de la définition que Vigneault donne de l'essai : «Discours argumenté d'un SUJET énonciateur qui interroge et s'approprie le vécu par et dans le langage», *Ibid.*, p. 21.

¹³³ Michel Tétu, «Jacques Godbout ou l'expression québécoise de l'américanité», dans *Livres et auteurs québécois*, 1970, p. 278.

rivière des Outaouais. L'avenir dira si un tel échange se révèle plus enrichissant qu'acculturant pour les Québécois, ou si, en quelque sorte, il reste possible d'intégrer le courant «états-unien» de l'Amérique sans lui sacrifier sa spécificité, sans s'y fondre littéralement. En des termes plus godboutiens : dans l'hypothèse d'une séparation des deux «Têtes à Papineau» à laquelle la française survivrait (dans *Les Têtes à Papineau*, seule l'anglaise survit à l'opération), le Québec doit chercher à lui associer l'américanité le plus harmonieusement possible pour éviter qu'elle ne devienne, comme la canadianité avant elle, une tête différenciée, autonome, qui nuirait à son émancipation plutôt que d'y contribuer, qui l'entraverait dans ses mouvements plutôt que de le propulser vers l'avenir.

Jacques Godbout, du reste, au lendemain du référendum de 1980, en arrive à la conclusion que la réconciliation entre ces deux tendances est la seule issue envisageable. Il se dit persuadé que s'il est une leçon que les intellectuels doivent tirer du fait que les partisans du *oui* ont voté avec leur tête et ceux du *non* avec leur corps, «c'est qu'il faudra désormais proposer une nouvelle théorie et de nouveaux récits, dans lesquels désormais la tête et le corps seront réunis¹³⁴». Godbout pressentait peut-être déjà de la sorte l'un des traits dominants de l'écrivain et du Québécois «post-moderne» à venir au XXI^e siècle.

¹³⁴ «Les Bons sauvages», *Liberté*, 131, sept.-oct. 1980, (Spécial NON donc?), p. 11.

BIBLIOGRAPHIE

I) ŒUVRES DE JACQUES GODBOUT

1) ESSAIS PARUS DANS *LIBERTÉ*

(Les essais parus dans *Le Réformiste* portent un astérisque. Ceux parus dans *Le Murmure marchand* en portent deux.)

Liberté 1) vol. I, no 1, janvier-février 1959, *Le Théâtre : le gibet et les grands départs*, 49-52, et *Notes de lecture*, 64

2) I, 2, mars-avril 1959, *Le Théâtre : Les excuses...*, 120-122

3) I, 3, mai-juin 1959, *La Peinture : Quelques questions sans réponses*, 203-205

4) I, 4, juillet-août 1959, *Il n'est aucune justice*, 249-255 et *Notes de lecture*, 259

5) I, 5, septembre-octobre 1959, *La Mort des petits chevaux*, 331-334

6) I, 6, novembre-décembre 1959, *La Peinture : La main de l'homme*, 427-429

7) II, 1, janvier-février 1960, *La Peinture : Ces sujets inépuisables*, 63-65

8) II, 2, mars-avril 1960, *La peinture : Cartes postales de Russie*, 129-132 et *Paul-Émile Borduas*, 133

9-10) II, 3-4, mai-août 1960, *Témoignages sur Alain Grandbois*, 187-188, *La peinture : Inventaire 1960*, 216-218 et *Comptes courants*, 225

11) II, 5, septembre-octobre 1960, *Notes éditoriales*, 235-236, *Pour croire aux miracles*, 288-289 et *Au musée des beaux-arts*, 308

12) II, 6, novembre-décembre 1960, *Notes éditoriales*, 317-319, *Lettre refusée au Devoir*, 359-361 et *La Peinture : Borduas et l'école*, 386-387

- 13) III, 1, janvier-février 1961, *Notes éditoriales*, 397-400 et *Peinture 1961*, 465-466
- 14) III, 2, mars-avril 1961, *Notes éditoriales*, I, 475-477
- 15-16) III, 3-4, mai-août 1961, **Joyeux anniversaire*, 592-594 et *La Peinture*, 668-671
- 18) III, 6, décembre 1961, *Chocolates for supper*, 779-781
- 21) IV, 2, mars-avril 1962, *La Conversion préalable*, 122-126
- 25) V, 1, janvier-février 1963, *Les Montréalais*, 67-68
- 26) V, 2, mars-avril 1963, *Un «show» cochon*, 173-175
- 27) V, 3, mai-juin 1963, *L'Engagement et le créateur devant l'homme d'ici*, 235-238
- 28) V, 4, juillet-août 1963, *L'Équipe de Liberté devant Montréal : essai de situation*, 275-296 et *La Côte-des-Neiges*, 300-303
- 31-32) VI, 2, mars-avril 1964, **Les Mots tuent*, 139-143
- 33) VI, 3, mai-juin 1964, *Le Pont : Chapitre III*, 192-195
- 35) VI, 5, septembre-octobre 1964, *Manicargent*, 357-360
- 37-38) VII, 1-2, janvier-avril 1965, *La Commission Durham-Laurendeau*, 64-75
- 39) VII, 3, mai-juin 1965, **Cité Libre* était au pouvoir, 203-206, *À Paris, une nouvelle image du Québec*, 292-294 et *L'Atlantique est disparu*, 316-318
- 42) VII, 6, novembre-décembre 1965, **De la poésie au roman*, 522-525
- 43) VIII, 1, janvier-février 1966, *La Télévision c'est votre affaire !*, 64-65
- 44-45) VIII, 2-3, mars-juin 1966, *Une expérience : cinéma nouveau cinéma*, 160-168 et *La Télévision : Notre œil quotidien sur la démocratie*, 182-183

- 46) VIII, 4, juillet-août 1966, *Opinions II : La Chanson*, 77
- 47-48) VIII, 5-6, septembre-décembre 1966, **La Télévision est immorale*, 152-156
- 49) IX, 1, janvier-février 1967, **De la dramaturgie à la télévision*, 71-75
- 50) IX, 2, mars-avril 1967, *Pour un ministère de la culture*, 3-24 et *Notes de lecture*, 89-90
- 56) X, 2, mars-avril 1968, *L'Affaire des deux langues*, 11-15
- 57) X, 3, mai-juin 1968, *Quelques interventions* (Sixième Rencontre des écrivains), 49
- 59-60) X, 5-6, septembre-décembre 1968, *Kid sentiment*, 49-55
- 63-64) XI, 3-4, mai-juillet 1969, *La Communicationite*, 44-45
- 69) XII, 3, mai-juin 1970, *Introduction aux travaux de la VIIIe Rencontre des Écrivains*, 5-20
- 71-72) XII, 5-6, septembre-décembre 1970, *Un geste d'amour*, 8-9
- 73) XIII, 1, janvier-février 1971, **Du même auteur*, 15-18
- 76-77) XIII, 4-5, juillet-octobre 1971, : **Écrire*, 135-147
- 81) XIV, 3, mai-juin 1972, **Notre libération*, 30-39
- 92) XVI, 2, mars-avril 1974, **Allocution de Jacques Godbout à la remise du Prix Duvernay 1974*, 8-15 et **L'Année du brie*, 77-79
- 93) XVI, 3, mai-juin 1974, **Entre l'Académie et l'Écurie*, 17-33
- 95-96) XVI, 5-6, septembre-décembre 1974, *La 150e réunion*, 5-43 (collectif)
- 97-98) XVII, 1-2, janvier-avril 1975, *L'Écriture est-elle récupérable ?*, 90-95

- 100) XVII, 4, juillet-août 1975, **Or le cycle du sirop d'érable dure donc*, 5-12 et *Faut péter la baloune*, 91-95
- 104) XVIII, 2, mars-avril 1976, *À suivre...*, 83-85 et 87-90
- 105) XVIII, 3, mai-juin 1976, *À suivre...*, 100-105
- 106-107) XVIII, 4-5, juillet-octobre 1976, *À suivre...*, 382-385, 388-389 et 391-393
- 110) XIX, 2, mars-avril 1977, *À suivre...*, 78 et 81-84
- 111) XIX, 3, mai-juin 1977, ***L'Entêté de la famille*, 61-66
- 112-113) XIX, 4-5, juillet-octobre 1977, *Où en sont les littératures nationales ?*, *Débats* : 77-82, 87-90, 94-109, 205-206, 215-218, 246-248, 300 et 304, 368-370
- 115) XX, 1, janvier-février 1978, *Le Roman journal (petite conférence)*, 106-113
- 116) XX, 2, mars-avril 1978, *À suivre...*, 105-106
- 117) XX, 3, mai-juin 1978, ***Le Murmure marchand*, 9-45 et *À suivre...*, 106-107
- 118-119) XX, 4-5, juillet-octobre 1978, (Colloque de la rencontre québécoise internationale des écrivains, troisième, quatrième et cinquième séances) : *Écrivain et lecteur*, 110-114, 117-124, 136-137, 162, 173, 191-192, 198-199, 207
- 120) XX, 6, novembre-décembre 1978, *Poème*, 66
- 121) XXI, 1, janvier-février 1979, *À suivre...*, 138 et 140-143
- 123) XXI, 3, mai-juin 1979, *Et si Trudeau avait raison ?*, 5-9
- 126) XXI, 6, novembre-décembre 1979, *Les Enfants de Jean Drapeau et ceux de Jacques Couture*, 111-115 et *À suivre...*, 139
- 127) XXII, 1, janvier-février 1980, *Le réformiste* : ***Des dieux pour nous régir*,

107-114 et *À suivre...*, 126

- 128) XXII, 2, mars-avril 1980, Le réformiste : *La Question référendaire est-elle littéraire ?*, 106-111
- 129) XXII, 3, mai-juin 1980, Le réformiste : *L'Idée de génération*, 117-121
- 131) XXII, 5, septembre-octobre 1980, ***Les Bons sauvages*, 7-11 et *À suivre...*, 107-109
- 134) XXIII, 2, mars-avril 1981, *Vient de paraître*, 38-42 et 57-61, *Les Subventions: La bourse ou la vie*
- 137) XXIII, 5, septembre-octobre 1981, Le réformiste : ***L'Écrivain d'affaires*, 57-61
- 138) XXIII, 6, novembre-décembre 1981, **Place Cliché*, 35-40
- 139) XXIV, 1, janvier-février 1982, Le réformiste : *Vérité et mensonge*, 99-102 et *Nicolas de Larguillierre : L'événement*, 115-117
- 142) XXIV, 3, mai-juin 1982, 14-20, *Les Dix émissions les plus populaires de la télévision : CHiPS*, et *À suivre...*, 134-136
- 143) XXV, 1, février 1983, *Pour une religion laïque*, 48-49
- 146) XXV, 2, avril 1983, *Le Retour des exilés*, 20-25
- 147) XXV, 3, mai-juin 1983, ***Des Peuples heureux*, 86-96
- 148) XXV, 4, août 1983, *Journal d'hiver* (décembre 1981 - avril 1982), 11-63
- 150) XXV, 6, décembre 1983, *Le Sommet des innocents*, 27-32
- 152) XXVI, 2, avril 1984, **Le Bébéboume québécois*, 70-74
- 153) XXVI, 3, juin 1984, ***L'Orgie*, 34-39

169) XXIX, 1, février 1987, *La Peine capitale*, 70-74

203) XXXIV, 5, octobre 1992, *Les Écrivains sont souverains*, 39-42.

2) RECUEILS D'ESSAIS ET PROSE D'IDÉES :

L'Écran du bonheur. Essais 1985-1990, Montréal, Boréal, 1990, 204 p. (coll. «Papiers collés»)

Le Murmure marchand 1976-1984, Montréal, Boréal express, 1984, 154 p.

Plamondon, un cœur de rockeur, Montréal, Éditions de l'homme, 1988.

Le Réformiste. Textes tranquilles, Montréal, Quinze, 1975, (1^e édition), 200 p. et 2^e édition, Montréal, Boréal, 1994, 266 p. (coll. «Papiers collés»)

L'Écrivain de province, journal 1981-1990, Paris, Seuil, mars 1991, 314 p. (Coll. Fiction et cie)

3) POÉSIE :

Carton-pâte, Paris, Seghers, 1956, 38 p.

Les pavés secs, Montréal, Beauchemin, 1958, 38 p.

C'est la chaude loi des hommes, Montréal, Hexagone, 1960, 67 p.

Poésie/poetry 64, Montréal, Jour, 1963, 157 p.

La Grande muraille de Chine, Montréal, Jour, 1969, 115 p.

Souvenirs shop, Montréal, Hexagone, 1985, 199 p.

4) ROMANS :

L'Aquarium, Paris, Seuil, 1962, 156 p.

Le Couteau sur la table, Paris, Seuil, 1965, 157 p.

Salut Galarneau !, Paris, Seuil, 1967 et collection «Points roman», 1980, 158 p.

D'Amour, P.Q., Paris-Montréal, Seuil-HMH, 1972, 156 p.

L'Isle au dragon, Paris, Seuil, 1976, 157 p.

Les Têtes à Papineau, Paris, Seuil, 1981, 155 p.

Une histoire américaine, Paris, Seuil, 1986 et coll. «Points roman», 1988, 182 p.

Le Temps des Galarneau, Paris, Seuil, 1993, coll. «Fiction et cie», 185 p.

5) FILMS DOCUMENTAIRES :

Les Dieux, 1961 ; *Pour quelques arpents de neiges* (en collaboration), 1962 ; *À Saint-Henri le 5 septembre*, (en collaboration), 1962 ; *Rose et Landry* (en collaboration), 1963, *Paul-Émile Borduas*, 1963 ; *Le Monde va nous prendre pour des sauvages*, 1964 ; *Huit témoins*, 1965 ; *Les Vrais cousins*, 1970 ; *Aimez-vous les chiens ?*, 1975 ; *Arsenal*, 1976 ; *Derrière l'image*, 1978 ; *L'invasion*, 1978 ; *Deux épisodes dans la vie d'Hubert Aquin*, 1979 ; *Distorsions*, 1981 ; *Un monologue Nord Sud*, 1982 ; *Comme en Californie*, 1983 ; *Québec soft*, 1985 ; *En dernier recours*, 1987 ; *Alias Will James*, 1988 ; *Le Mouton noir* (1992).

6) FILMS (FICTIONS) :

Fabienne sans son Jules, (en collaboration), 1964 ; *Yul 871*, 1966 ; *Kid sentiment*, 1968 ; *Ixe-13*, 1972 ; *La Gammick*, 1974 ; *Les Troubles de Johnny*, 1974.

II) OUVRAGES :

- ANGENOT, Marc, *La Parole pamphlétaire. Typologie des discours modernes*, Paris, Payot, 1982, 425 p.
- BARIL, Daniel, *Les Mensonges de l'Église catholique. (Les insolences d'un militant laïque)*, Montréal, VLB, «Parti pris actuels», 1995, 190 p.
- BELLEAU, André, *Surprendre les voix*, Montréal, Boréal, 1986.
- BOUTHILLETTE, Jean, *Le Canadien français et son double*, Montréal, 1972.
- DUMONT, Fernand, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1993, 389 p.
- DUMONT, Fernand, Jean HAMELIN et Jean-Paul MONTMINY, *Idéologies au Canada français (1940-1976)*, Tome I : La presse, la littérature, Québec, P.U.L., 1981, (coll. Histoire et sociologie de la culture).
- FARMER, Carole, *Jacques Godbout : l'essai, entre le mythe et la réalité*, (thèse M.A.), Département de Lettres françaises, Université d'Ottawa, 1989, 166 p.
- FERRETTI, Andrée et Gaston Miron, *Les Grands textes indépendantistes, écrits, discours et manifestes québécois, 1774-1992*, Montréal, l'Hexagone, 1992, 492 p.
- MAJOR, Robert, *Parti pris : idéologies et littérature*, Montréal, Hurtubise HMH, 1979, Cahiers du Québec, 341 p. (Coll. littérature).
- MARCEL, Jean, *Le Joual de Troie*, Montréal, Boréal, 1973.
- MELANÇON, Benoît, «*Le Murmure marchand, 1976-1984 de Jacques Godbout*», *Spirale*, 46, octobre 1984, p.3.
- MONIÈRE, Denis, *Le Développement des idéologies au Québec. Des origines à nos jours*, Montréal, Québec/Amérique, 1979, 381 p.
- PAQUETTE, Jean-Marcel, «*Le Discours politique à Liberté*», dans Collectif, *La*

Revue Liberté, (sous la direction de Madeleine Ducrocq-Poirier), Montréal, l'Hexagone, 1990, 98 p.

PELLETIER, Jacques, *Les Habits neufs de la droite culturelle*, Montréal, VLB, 1994, 136 p.

-----, «La Problématique nationaliste dans l'œuvre romanesque de Jacques Godbout», dans *Le Roman national : néo-nationalisme et roman québécois contemporain, essais*, Montréal, VLB, 1991, (coll. Essais critiques), 237 p.

PRZYCHODZEN, Janusz, *Un projet de liberté. L'essai littéraire au Québec (1970-1990)*, Québec, IQRC, 1993, 213 p. (Coll. Edmond-de-Nevers, 12)

ROBERT, Jean-Claude, *Du Canada français au Québec libre. Histoire d'un mouvement indépendantiste*, Paris, Flammarion, 1975, coll. «L'Histoire vivante», 324 p.

ROBIDOUX, Réjean, *Fonder une littérature nationale. Notes d'histoire littéraire*, Montréal, Éd. David, 1994.

ROY, Fernand, «Jacques Godbout : de l'anticléricalisme au texte national», dans *L'Essai et la prose d'idées au Québec*, sous la direction de Paul Wyczynski, François Gallays et Sylvain Simard, Montréal, Fides, 1985, p. 663-669. (coll. Archives des lettres canadiennes, tome VI)

VIGNEAULT, Robert, *L'Écriture de l'essai*, Montréal, l'Hexagone, 1994, 333 p.

WEINMANN, Heinz, *Du Canada au Québec : généalogie d'une histoire*, Montréal, l'Hexagone, 1987, 488 p.

III) ARTICLES DE JOURNAUX ET DE PÉRIODIQUES :

BEAULIEU, Alain, «Chantres du pays», *Le Devoir*, mardi 15 novembre 1994, p. A-9.

BROCHU, André, «D'un faux dilemme», *Parti pris*, avril 1965, p. 59

CANTIN, Serge, «La Fatigue culturelle de Jacques Godbout», *Liberté*, 206, avril 1993, p. 3-37.

-----, «Quand la *logical correctness* vole au secours des têtes à Papi-neau», *Liberté*, 212, 36, 2, avril 1994, p. 44-49.

CAYOUE, Pierre, «Pour échapper à l'oubli», *Le Devoir*, 10 septembre 1994, p. D-1.

GALIBOIS, Lucie, «La Responsabilité de l'échec référendaire ?», *Le Devoir*, mardi 15 novembre 1994, p. A-9

GRAVELINE, Pierre, «Les Mensonges de l'école catholique», *Le Devoir*, jeudi 23 février 1995, p. A-6.

GODIN, Gérald, «Le Joual et nous», *Parti pris*, II, 5, janv. 1965, et «Le Joual politique», II, 7, mars 1965, p. 57-59

LAZURE, Jacques, «À propos du Réformiste de Godbout», *Lettres québécoises*, 1, 1, mars 1976, pp. 28-29.

MAJOR, Robert, «Québécois ou Canadien français : note sur l'identité québécoise et la fortune d'un vocable» dans *Contemporary French Civilization*, II, 1, novembre 1977, p. 59-72.

MARCOTTE, Gilles, «Jacques Godbout, réformiste à vie», *Le Devoir*, samedi 30 avril 1994, p. D-4.

QUESNEL, Pierre, «Godbout réformiste», *Le Devoir*, 8 septembre 1984, p. 15.

ROY, Alain, «La Sagesse de Mireille (De l'utilité de l'intellect chez les intellectuels)», *Liberté*, 210, 35, 6, décembre 1993, p. 72-108.

SALETTI, Robert, «L'École à côté de ses pompes», *Le Devoir*, samedi 18 février 1995, p. D-4.

SAUVÉ, Mathieu-Robert, «Aux armes, écrivains !», *Le Devoir*, le mercredi 26 octobre 1994, p. A-11

SMITH, Donald, «Jacques Godbout et la transformation de la réalité», *Lettres québécoises*, 25, printemps 1982, p. 53-61.

TÉTU, Michel, «Jacques Godbout ou l'expression québécoise de l'américanité», *Livres et auteurs québécois*, 1970, Montréal, p. 270-279.

VADEBONCŒUR, Pierre, «Critique de notre psychologie de l'action», *Cité libre*, vol. III, no 8, nov. 1953.

VIGNEAULT, Robert, «La Belle Province comme les autres», *Le Devoir*, mardi 7 mars 1995, p. A-7.

-----, «Jacques Godbout, *Le Réformiste : textes tranquilles*», *Livres et auteurs québécois*, Montréal, Junonville, 1976, p. 173-174.

Synthèse (THÈSE M.A.)
Le discours d'un réformiste
Les essais de Jacques Godbout dans *Liberté* de 1959 à 1995

De 1959 à 1995, Jacques Godbout eut le mérite de poser un regard personnel sur la société québécoise et de le transposer dans un discours original. À travers l'ensemble de ses essais publiés dans la revue *Liberté*, cette thèse montre ce qui est venu donner une couleur particulière au propos de ce «réformiste». C'est la «conversion» multiple de Godbout au début des années soixante (de «baptisé, catholique, libéral, fédéraliste et bilingue» à «agnostique, laïque, socialiste, indépendantiste et en faveur des territoires unilingues», comme il le prétend lui-même) qui m'a conduit sur les pistes fructueuses de l'anticléricisme, de l'indépendance du Québec, de la langue et du socialisme.

Cette rupture dissimule, en parallèle, d'importantes continuités historiques, que je me suis attaché à révéler, surtout lorsqu'elle n'apparaissent pas de prime abord. Puisque tous ces éléments, y compris le socialisme, puisent leur origine dans les siècles qui ont précédé, j'ai inscrit chacun d'entre eux dans leur propre perspective historique.

Rompant avec des approches plus traditionnelles, Jacques Godbout a donné un écho original aux bouleversements sociaux du Québec de son temps, laissant l'impression que ses essais ont, au moins un peu, contribué à changer quelque chose au pays du Québec. Le regroupement des éléments originaux que l'on retrouve dans son discours essayiste me permettra de dégager les contours d'un certain projet de société. Mais, plus de trente ans après la fondation de *Liberté*, l'expérience de l'essayiste Jacques Godbout, finalement, montre qu'il a peut-être changé lui-même tout autant sinon plus que cette société québécoise qu'il a longtemps voulu réformer.